

## L'Italie tourne une page

LES députés et sénateurs italiens vont pouvoir partir en vacances la conscience à peu près tranquille : ils ont enfin voté le fameux « réformisme ». Mercredi 3 août au soir, le Sénat a définitivement approuvé, après une ultime bataille contre le dernier carré de l'opposition des néo-fascistes du MSI, le changement de la loi électorale pour la Chambre des députés, et les députés devaient faire de même, mercredi, pour le mode d'élection des sénateurs. Ce chassé-croisé achève une partie de ping-pong entre les deux Assemblées pour répondre aux vœux exprimés par l'écroulante majorité des Italiens lors du référendum d'avril dernier.

La réforme met fin à plus de quarante-cinq ans de vie politique sous l'enseigne du compromis — où une représentation pointilleuse de toutes les sensibilités de l'opinion finissait par empêcher l'émergence de majorités nettes. En réalité, le pouvoir était exercé par les états-majors des partis.

L'Italie aura désormais un système mixte, majoritaire unilatéral à un tour pour 75 % des sièges, 25 % relevant toujours de la proportionnelle. Le rapport sera ainsi plus direct entre l'élu et l'électeur, avec la constitution de 474 circonscriptions électorales pour la Chambre des députés, dans laquelle le candidat qui obtiendra la majorité simple « sera élu ». Les députés devraient ainsi devenir plus autonomes par rapport à l'appareil des partis. Mais ces derniers ont réussi à conserver un droit de regard avec l'interdiction de candidatures indépendantes. Les états-majors jouiront aussi d'une véritable chasse gardée avec les sièges attribués à la proportionnelle. Seule condition pour accéder à cette répartition : avoir obtenu au moins 4 % des suffrages au niveau national.

Cette réforme électorale marque surtout une étape supplémentaire vers la sortie de la phase de transition dans laquelle se trouve le pays depuis le début du grand nettoyage anti-corruption. Les élections législatives anticipées apparaissent comme le seul recours possible pour commencer à révéler une classe politique déformée par les enquêtes judiciaires. Avec le système proportionnel traditionnel, auquel les Italiens ont clairement voulu tourner le dos, le changement ne pouvait être que partiel.

NORMALEMENT, des élections devraient avoir lieu rapidement, mais elles ne se tiendront sans doute pas avant le printemps prochain, car il faudra d'abord désigner les nouvelles circonscriptions. Pour l'heure, le président du conseil, Carlo Azeglio Ciampi, ancien gouverneur de la Banque d'Italie, qui s'est glissé dans le rôle de garant du passage vers le « deuxième République », s'attelle à la définition de la loi budgétaire pour 1994. Pourtant le temps presse : les récents attentats et la nouvelle stratégie de la terreur menaçant la stabilité du pays. C'est la raison pour laquelle M. Ciampi assumera directement le contrôle des services secrets, sur la sellette en ce moment, d'une part pour leur incapacité à prévenir les actes de terrorisme, et d'autre part pour les « déviations » possibles de certains de leurs membres.

Dans cette Italie en cours de « répartition », une dernière case reste à remplir : celle de la réorganisation des forces politiques sur de nouvelles bases. C'est ce qui attend le pays à la rentrée.

M0147 - 0805 0 - 7.00 F



Alors que Washington veut empêcher une capitulation des Musulmans

## L'offensive serbe contre Sarajevo compromet les négociations de paix

La poursuite de l'offensive des forces serbes de Bosnie dans les montagnes surplombant Sarajevo compromet les pourparlers de paix qui ont repris, au sommet, à Genève. Le président bosniaque, Alije Izetbegovic, menace, mercredi matin 4 août, de boycotter les discussions avec ses homologues serbe, Slobodan Milosevic, et croate, Franjo Tudjman. En envisageant des raids aériens contre Sarajevo, les Etats-Unis veulent éviter la chute de la ville et une capitulation du gouvernement bosniaque à la table des négociations.

WASHINGTON et NEW-YORK (Nations unies)

de nos correspondants

Feire de Sarajevo, ville martyre et ville symbole de la guerre en Bosnie, un test de la détermination des Occidentaux à imposer aux Serbes une négociation sérieuse avec les Musulmans, tel semble être le sens de la campagne que les Etats-Unis mènent pour inciter leurs alliés, et les Nations unies, à envisager l'emploi de la force contre les Serbes.

Les dirigeants américains estimaient, mardi 3 août, que la décision acquise la veille lors de la réunion de l'OTAN représentait un pas vers la réalisation de cet objectif. Le président Bill Clinton s'est déclaré « très heureux de ce qui s'est passé » à Bruxelles, ajoutant qu'il « appréciait le soutien des alliés à la position américaine ». Le porte-parole de la Maison Blanche, Dee Dee Myers, a expliqué que « l'étranglement de Sarajevo » et les attaques serbes contre les contingents de la

FORPRONU (Force de protection de l'ONU) avaient, ces dernières semaines, bouleversé la situation en Bosnie. L'accord de Bruxelles équivaut à « déclarer haut et fort que les leçons de Mogadiscio, a avancé M. Myers, ne sont pas ignorées et qu'il y aura des ripostes aux attaques contre les forces de maintien de la paix ».

Lors de la réunion de lundi, les seize membres de l'OTAN sont convenus du principe de l'emploi de la force contre les responsables du siège de Sarajevo. Les détails militaires restent à régler avant une nouvelle réunion de l'OTAN, lundi prochain. Un document de travail qui a servi à la délégation américaine, et dont le Monde a eu connaissance, éclaire les motivations de Washington. « Notre objectif est d'empêcher les Serbes d'étrangler lentement Sarajevo », expliquent les responsables de l'administration.

AFSANE BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

Lire la suite et nos informations page 3

La commission de Bruxelles tire les leçons de la crise monétaire

## Paris et Bonn tentent de préserver la construction européenne

Après le chancelier Helmut Kohl, le gouvernement français a confirmé à l'occasion du conseil franco-allemand qui s'est tenu mardi 3 août à Paris, le maintien du calendrier prévu par le traité de Maastricht pour l'Union économique et monétaire. Les responsables monétaires français et allemands se sont félicités de leur « collaboration sans faille ». M. Delors a convoqué, vendredi, une réunion exceptionnelle de la Commission de Bruxelles pour tirer les conséquences de la crise. Mercredi, le franc poursuivait son redressement.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le prochain acte, sans doute décisif, du drame que vit depuis dimanche la Communauté est d'ores et déjà programmé. C'est à l'occasion du conseil européen des 10 et 11 décembre à Bruxelles que se jouera le sort de l'Union économique et monétaire (UEM). A moins que, d'ici là, devant l'urgence d'une situation politique désastreuse, une initiative franco-allemande majeure soit annoncée par Paris et Bonn. Hypothèse plausible.

Jacques Delors, président de la Commission européenne, après le tempête monétaire du week-end, a manifesté très vite l'intention de ne pas laisser les choses en l'état. Rester immobile reviendrait à mettre en péril la relance de la construction européenne dont il a été l'un des principaux architectes depuis 1985. « Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze auront alors rendez-vous avec eux-mêmes », souligne-t-il, mettant ainsi en relief l'importance qu'il attache à ce rendez-vous.

souligne-t-il, mettant ainsi en relief l'importance qu'il attache à ce rendez-vous.

Le traité de Maastricht fixe les conditions du passage à la deuxième étape de l'UEM, le 1<sup>er</sup> janvier 1994. Avant cette date, les Douze doivent évaluer les progrès accomplis en matière de convergence économique et monétaire.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite pages 16 et 17

## Un entretien avec le ministre allemand de l'économie

Dans un entretien accordé au Monde, mardi 3 août, à Paris, Günter Rexrodt, le ministre allemand de l'économie, s'explique sur l'attitude des autorités monétaires de son pays et affirme que « la France doit prendre garde à ne pas faire porter à d'autres la responsabilité de ses propres problèmes ».

page 17

## Plaintes pour brutalités dans l'armée



Plantu

Lire nos informations page 21

## Banque de France : censure partielle du Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel a partiellement censuré la loi réformant le statut de la Banque de France, adoptée en juillet par le Parlement. Le Conseil a estimé que le gouvernement ne peut pas, tant que le traité de Maastricht n'est pas entré en vigueur, renoncer à une partie de ses compétences monétaires. Aussi a-t-il refusé que la Banque de France reçoive le pouvoir de « définir » la politique monétaire de la France et la mission d'« assurer la stabilité des prix ».

Page 7

## Le rapport Mattéoli préconise une moindre progression du SMIC

Tandis que le gouvernement prépare un projet de loi quinquennale sur l'emploi, un groupe d'experts animé par Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social, a remis, mardi 3 août, à Edouard Balladur, son rapport d'étape sur les obstacles existant à la création d'emplois. Entre autres remèdes envisagés, cette commission préconise une moindre progression du SMIC et la suppression des contrats à durée déterminée.

Page 18

## Croisière en Mongolie chinoise

Les voyages en automobile dans une Chine profonde longtemps fermée aux étrangers réservent bien des surprises

BAYAN-UL-HOT

(Mongolie-Intérieure)

de notre envoyé spécial

« Vous n'irez pas plus loin ! Descendez de vos voitures ! » La dizaine d'hommes, excités et visiblement éméchés, se faisaient menaçants, passé minuit sur le chantier d'une route de réfection. Guet-apens classique de bandits de grands chemins. Mais les victimes à détroisser, à bord de quatre véhicules, étaient en trop

grand nombre. Et surtout, il s'agissait d'étrangers. Les voleurs, qui ne brandissaient pas d'armes, comprirent probablement qu'ils risquaient la peine de mort. Ils nous laissèrent passer.

Un peu plus loin, une voiture de police attendait. Les policiers n'eurent pas l'air étonnés du récit de l'incident. « Remontez vos vitres, verrouillez vos portes et passez sans leur adresser la parole... », fut leur seul conseil.

Eo somme, ignorez le problème comme nous le faisons nous-mêmes. Les représentants de l'autorité ne nous proposèrent pas de nous escorter. Ils ce nous demandèrent pas non plus ce que nous faisons, à pareille heure, dans une ville en principe fermée aux étrangers, sur la route reliant Pékin à Xilinhote, en Mongolie-Intérieure.

FRANCIS DERON

Lire la suite page 4

## Le Monde de l'éducation

### DOSSIER

#### Réussir son entrée à l'université

Les inscriptions, l'orientation, la vie étudiante : un grand dossier pour aider les nouveaux bacheliers dans leurs premiers contacts avec l'université.

#### • L'été des enfants

Région par région, notre sélection de loisirs pour enfants : fêtes, festivals, expos, nature... plus de 300 idées d'activités.

#### • Portraits de jeunes passionnés

Comment des adolescents mobilisent moyens et énergies pour réaliser leurs rêves.

#### • L'information sexuelle des lycéens

Parents, copains, lycée, émissions de radio, les sources sont nombreuses, mais répondent mal aux attentes des jeunes.

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Rencontre avec Vlado Perlemuter

Au lendemain de son quatre-vingt-neuvième anniversaire, et de ses adieux à la scène après soixante-dix ans de la plus prestigieuse carrière d'un pianiste français, Vlado Perlemuter, l'interprète, porté aux nues, de Ravel, de Chopin et des sonates de Mozart, également pygmalion de quelque-une des plus beaux fleurons du clavier français actuel, s'est confié à Alain Lompech.

Portrait d'un très grand artiste qui, après avoir traversé quelques-unes des plus riches heures de la musique de ce siècle (et quelques unes des heures les plus noires du siècle tout court), est demeuré modeste — et moderne.

page 9



هنا من ليل

## SUR LA ROUTE DES CROISADES

par Jean-Claude Guillebaud

**D**es phrases étranges, quelquefois, vous réveillent en fanfare. « Respirez librement ! Voici le bon air du paradis libanais ! »

Dans ce taxi collectif venant de Damas, qui traverse maintenant une partie de la Bekaa libanaise, je suis seul à entendre Antoinette M. jubiler en français. Les autres passagers sont deux dames syriennes voilées de noir qui ne disent mot. Grand-mère réplète et volubile, chrétienne libanaise aux faux airs de Martine Villalonga, Antoinette M. parle donc à mon intention exclusive. Elle exprime de façon provocante un soulagement qui vaut à lui seul confiance. Celui d'avoir quitté – enfin ! – le territoire syrien et ce qu'il incarne aux yeux d'une chrétienne maronite : des dangers obscurs, des policiers en civil, des corruptions imprévisibles. De la même façon, elle s'inquiète en apprenant que je logerai à Beyrouth-Ouest, côté musulman. A ses yeux, il serait « plus raisonnable » que je m'installe à l'est, côté chrétien. Elle répète : « Vous voyez ce que je veux dire... » En vérité, c'est la providence du voyageur qui m'apporte – comme un symbole – cette compagnie de taxi attentionnée. Si le statut des chrétiens orientaux, leurs rapports difficiles avec l'islam, l'inconfortable et magnifiquement ambigu de leur position, furent au cœur même de la guerre civile libanaise, ils constitueront également l'un des éléments-clés de la première Croisade. Celle qui, laissant les Turcs derrière elle, pénétra enfin, vers la fin du printemps de l'an 1099, dans l'Orient arabe.

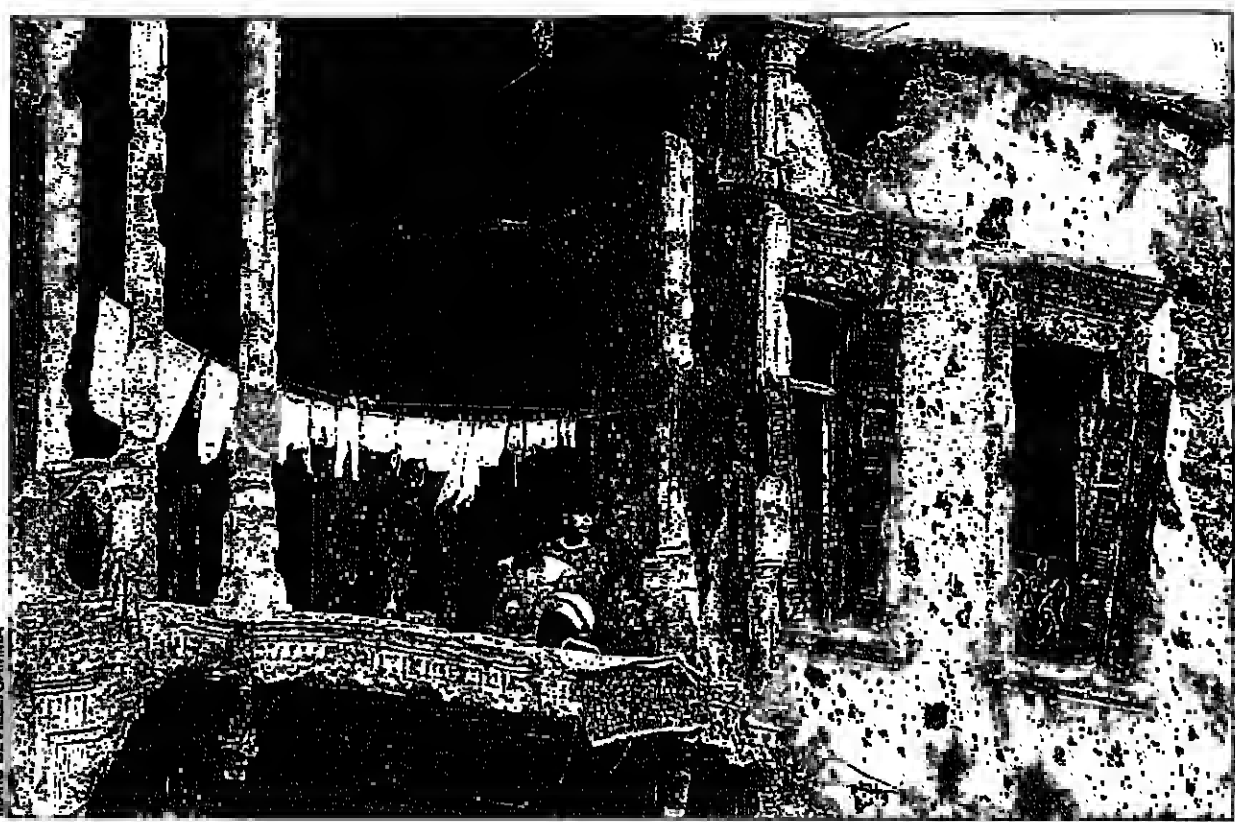
S'en souviennent-ils ? Le taxi collectif, une grosse Dodge jaune vif immatriculée à Damas, dévale maintenant une route en lacet qu'inonde, par endroits, des lambeaux de nuages. Aux abords de Chataura ou Zahlé, le « paradis » de Mme M. n'est évidemment qu'un champ de ruines. Ces immeubles de béton effondrés comme des châteaux de cartes, et qui jurent au

« Là, voyez à gauche ce village démolit ! Et, là-bas, cet immeuble ! Ah ! quel malheur ce fut, monsieur ! »

(entre Byzantins et Turcs Seldjoukides). Ainsi reconnaît-on fréquemment, dans les récits d'époque, cette manière de stupeur oppressée qui naît d'un cheminement prolongé au milieu des décombres. Voici justement Beyrouth et ses ruines.

L'avenue de l'aéroport, l'ancien camp de Châtillat, le carrefour du Musée, la place des Canons, le quartier des grands hôtels... Voici ces amas de gravats et de carcasses cent fois montrés par les télévisions du monde... Voici ces bâtiments éventrés que colonisent des squatters chutes venus du sud... Voici le tron béant de l'ancien centre-ville qui fait de Beyrouth une ville bagarée et emblématique, comme un corps amputé de son cerveau et de son visage. Regarder ne suffit pas. Il faut s'efforcer de « lire » sur ces ruines ce qui, en quelque sorte, s'y trouve écrit. Au Liban, les stigmates de la guerre se réduisent rarement à des pans de murs pulvérisés par les bombes ou les obus, comme l'étaient ceux de Royan, Toulon, Saint-Malo ou Dresde, en 1945. Les destructions sont bien plus « fines », plus systématiques, plus terrifiantes aussi. Elles portent encore, inscrit dans la matière, le staccato insistant des armes légères s'acharnant, fenêtre après fenêtre, balcon après balcon, pendant des années. La pierre et le béton des immeubles se sont trouvés peu à peu désagrégés par une fureur patiente qui progressait au centimètre.

Ces friselis incroyables de calcaire et de briques, ces infinis découpages au poinçon des balles, ces pointillés des rafales dont on devine qu'elles « travaillaient », méthodiquement, étage après étage, tout cela exprime mieux qu'aucun discours la fureur absolue qui, dans Beyrouth, monta crescendo de 1975 à 1992. Par contraste s'en trouve d'autant mieux souligné l'étrange dégoût qui bante aujourd'hui la ville, ce stress écrasant qui



Voyage au bout de l'enfer. Plusieurs dizaines de morts à l'issue de paris délinquants conduits à deux, les yeux dans les yeux, revolver sur la tempe.

Est-il plus fort symptôme d'un désarroi d'après-guerre ?

Mais il y a d'autres formes de désarroi. Historiques, par exemple.

Le professeur d'histoire avec lequel j'ai rendez-vous dans le quartier Hamra, à Beyrouth-Ouest, a apporté avec lui une feuille de papier plié en quatre. Elle contient un bref mémorandum sur les Croisades qu'il a minutieusement rédigé à mon intention. En voici, mot pour mot, le premier paragraphe : « Les chrétiens libanais ne participèrent jamais aux Croisades, au contraire. Les chrétiens de Syrie

Tyr raconte dans cette langue imagée du douzième siècle comment les chrétiens de Syrie et du Liban firent fête à l'« ost Notre-Seigneur ». La saveur de la langue mérite bien quelques efforts de décryptage.

« Lors virent en l'ost Sûriens qui obloient sur le mont de Libane. Icils estoient de nostre foi, pseudosme et latal gent : si estoient venus veoir noz barons por eux saluer et fere joie. Li pseudosme de l'ost les opeurent et les conjurent qu'il leur enseignassent la plus droite voie et la plus descombrée por aler en Jérusalem. »

Cette collaboration spontanée des chrétiens arabes avec les croisés fut comparable à celle des Arméniens, qui, déjà, en Cilicie, à Édesse ou à Antioche, s'étaient révélés si précieuse pour les Francs. Mais elle scella en quelque sorte le statut d'une partie de la chrétienté orientale, qui se retrouvera dans les plus grands périls à partir du douzième siècle, après l'effondrement des royaumes francs et l'expulsion des Latins. Cette compromission initiale avec l'Occident pèsera par la suite comme un reproche sur les communautés maronites ou arméniennes. Il n'est pas exagéré de dire qu'elle domine encore largement l'histoire moderne du Proche-Orient.

En fait, m'explique-t-on à Beyrouth, ce choix initial du onzième siècle en faveur d'un ralliement aux croisés n'alla pas de soi. Il suscita à l'intérieur même des communautés chrétiennes des antagonismes, des oppositions, voire des conflits armés. Vieux déchirement entre deux types de solidarité antagonistes : la religieuse et la culturelle. Les maronites, par exemple, se trouvèrent divisés. Les villages côtiers penchaient pour la collaboration avec les Francs, et même pour le rattachement au pontificat latin. Les villages de montagne, en revanche, se montraient hostiles aux croisés. De vrais combats eurent lieu et les premiers l'emportèrent : les maronites se rallièrent donc aux Francs.

Plus tard, quelques milliers d'entre eux suivirent même les barons à Chypre et à Rhodes, où ils fondèrent des colonies chrétiennes. Au sujet des relations entre l'Église maronite et les croisés, l'encyclopédie universelle souligne : « Les Croisades lui [l'Église maronite] permettent un contact direct avec Rome, à l'égard de laquelle elle témoignera une indéfectible fidélité. » Les historiens de l'Église, quant à eux, datent de 1181 le rattachement effectif des maronites libanais à l'autorité du pape. Leur patriarche assista, en 1215, au quatrième concile de Latran.

Ce rattachement au monde latin sera lourd de conséquences. Après le triomphe de l'Islam et l'éviction des Francs, sous les Mamelouks puis les Ottomans, les maronites – à la différence des chrétiens syriaques – seront persécutés à plusieurs reprises. En 1860 encore, six mille d'entre eux seront massacrés en quelques jours par les Druzes avant que la France de Napoléon III, « puissance protectrice » des chrétiens libanais, n'envoie un corps expéditionnaire pour rétablir l'ordre.

Cette « divergence » du onzième siècle divisant les chrétiens orientaux rappelle évidemment la « guerre entre chrétiens » qui opposa, en 1991, les partisans du général Aoun, soutenus par la France, aux Forces libanaises ralliées de facto à la Syrie. Mais elle explique aussi le caractère obsessionnel, pendant des siècles, de cette question de « collaboration » avec l'Occident. Au début de la guerre (1975-1976), j'en témoigne, le

reproche explicite fut fait aux phalangistes de Pierre Gemayel, c'est-à-dire aux maronites, de « renouer avec l'esprit des Croisades » en opposant la force des armes aux revendications musulmanes. Reproche renouvelé plus tard lorsque les phalangistes firent effectivement alliance avec l'armée israélienne contre les Palestiniens et les chiites.

A Beyrouth, l'évocation des Croisades n'est pas un jeu gratuit.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Du côté musulman, les griefs sont presque aussi vifs. Les reproches de collaboration avec les croisés déterminent même, aujourd'hui encore, certains clivages. Pour les militants chiites les plus intransigeants du Hezbollah, par exemple, le grand Saladin vainqueur des croisés n'est pas un héros acceptable. Pourquoi ? Parce que Saladin, après qu'il eut battu les Francs à Hattin et repris Jérusalem, sut parfois s'entendre avec les autres comtes, principautés ou royaumes francs qui subsistèrent pendant près d'un siècle en Terre sainte. Sage politique d'alliance et de compromis que les fondamentalistes d'aujourd'hui assimilent volontiers à une « trahison ». En outre, Saladin, qui était kurde, ne fut guère favorable aux chiites.

A Beyrouth, les purs et durs du Hezbollah lui préfèrent donc – et de loin – l'ancien esclave Baybars (ou Balbars), l'un des trois Mamelouks qui parachevèrent, dans la deuxième moitié du treizième siècle, l'œuvre de Saladin en expulsant les Francs de Nazareth, Bethléem, Beaufort, César, Jaffa, Antioche, Tripoli, Saint-Jean-d'Acre...

« En terre arabe, les croisés reçurent des offres d'entente ou, tout au moins, de compromis »

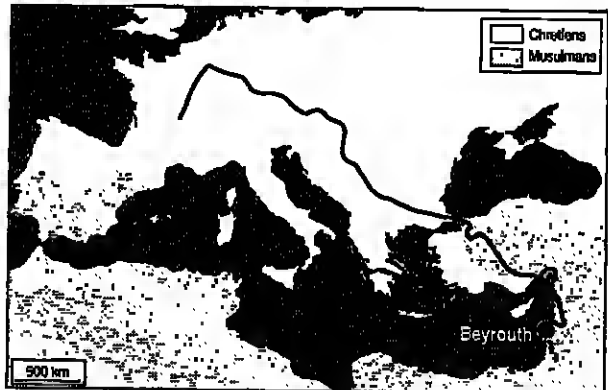
Mais les Syriens eux-mêmes ne sont pas épargnés par cette mémoire musulmane, très sourcilieuse dès lors qu'il s'agit des Croisades. On se souvient ici que l'« atâbeg » (sultan) de Damas, Tugtekin, fit durablement alliance avec la royauté franque de Jérusalem. En Syrie, le petit peuple plaisant volontiers (en privé) sur ces Alaouites au pouvoir à Damas, souvent des blonds aux yeux bleus, que l'on appelle, par dérision, les « Allemands ». L'expression n'est pas choisie au hasard. Elle charrie confusément le vieux reproche collaborationniste.

Plus révélateur encore. On me raconte à Beyrouth que l'ancien leader druze Kamal Joumblatt, assassiné le 17 mars 1977 par des agents syriens, aimait beaucoup citer un ouvrage de l'écrivain Amin Al-Rihani, intitulé *Le Livre des désastres*. Et quels désastres évoquaient donc ces pages ? Elles traitaient notamment – mais sans complaisance – de la collaboration prolongée des Alaouites et des maronites avec les croisés aux onzième et douzième siècles !

Sans doute les Syriens avaient-ils d'autres griefs à formuler contre le « grand seigneur druze » qu'était Kamal Joumblatt. Mais gageons que ces allusions répétées ne lui furent pas comptées à décharge.

P.S. : J'emprunte le titre de cet article – « Le dialogue des ruines » – au documentaire inédit du metteur en scène libanais Bahij Hojij sur l'histoire de Beyrouth, celle de sa destruction et de sa reconstruction prochaine. ■

## 15. – Beyrouth le dialogue des ruines



LIBAN

**Au onzième siècle comme dans le Liban actuel, la position des chrétiens orientaux se révéla déterminante. Neuf siècles après, dans Beyrouth en ruines, la « collaboration » avec l'Occident est encore au centre du débat politique.**

milieu des chantiers de reconstruction, ces façades corrodées, dénuées jusqu'aux armatures d'acier par les impacts, ces pans de murs carbonisés où se lit encore la violence des incendies... Antoinette se reprend : « Enfin, je veux dire, le paradis malgré la tragédie que nous avons vécue, bien sûr... » Ce malgré pèse son poids de sous-entendu. Peut-être exprime-t-il, à lui tout seul, le paradoxe libanais : cette douceur exquise qui subsistait, mes maîtres, au milieu des égorgements.

Étrange, en tout cas, cette lente descente vers Beyrouth, dans une paix retrouvée, industrielle – mais fragile – dix-huit années après le début de la guerre civile libanaise ! Chacun ici fera et referra devant moi le compte du désastre : cent vingt mille morts, vingt mille disparus, trois cent mille blessés, autant de veuves, d'orphelins, de réfugiés et d'invalides... Le paradis ? La radio du taxi joue un air de violon exagérément romantique. Le chauffeur ralentit aux barrières militaires et embraye sportivement, sitôt passée la chicane. Une main posée sur mon épaule, Antoinette M. me prend maintenant à témoin du désastre et craint visiblement que j'oublie de tour regarder. « Là, voyez à gauche ce village démolit ! Et, là-bas, cet immeuble ! Ah ! quel malheur ce fut, monsieur ! » Des ruines ? Les chroniques de la Croisade mentionnent à plusieurs reprises l'arrivée des armées franques dans des villes entièrement détruites : Belgrade, Nicomédie, Iconium, Tarsus... Leur chemin traversa souvent des territoires qui venaient d'être livrés aux pillages (ceux des « Croisades populaires ») ou dévastés par de longs affrontements militaires

paraît s'être abattu sur tous les quartiers, quand la folie cessa. Un délire, subitement, prit fin. Une fureur, d'un seul coup, s'apaisa.

Sur les trottoirs d'Hamra ou d'Acrafieh, j'observe, intensément, les visages. Comment définir l'étrange sentiment d'absence qui clôture désormais les regards ? Comment décrire cette fatigue obscure que trahissent les démarches ? Et la résonance bizarre, un peu cavernueuse, des conversations...

Une affreuse anecdote demeure trop peu connue. Dès 1992, les principales milices chrétiennes entreprirent de vendre leurs armes lourdes aux... catholiques croates. Comme si, d'un coup, la violence éternelle, infra-humaine, qui tenait le Liban sous son empire se déplaçait météorologiquement, d'est en ouest, vers les rives de l'Adriatique et les vallées de l'ex-Yugoslavie. Un texte entier serait à écrire sur l'effroi très renseigné que laissent percer aujourd'hui les Libanais lorsqu'un évêque devant eux les tueries de Vukovar, Goradze ou Sarajevo. « Chez nous, me dira l'un d'eux, l'horreur est montée peu à peu au fil des années. Là-bas, elle a commencé d'emblée à son niveau maximum. Les Yougoslaves n'ont eu plus de morts en quinze mois que nous en dix-sept ans... » C'est donc moins de politique que l'on me parle, d'abord, que de nausée confuse et d'exténuation mentale. Neuroleptiques, psychanalyses, bébétudes sans remède, silences trop lourds... L'écrivain libanais Elias Khoury, rédacteur en chef du supplément littéraire du quotidien *An Nahar*, a récemment enquêté sur un fléau étrange ayant fait des victimes parmi les jeunes miliciens démobilisés : la roulette russe, imitée du film de Michael Cimino

priront partie pour leurs compatriotes musulmans contre les Francs »

L'empressement inquiet, le souci immédiat de souligner un point d'histoire et de convaincre d'emblée, avant même la première question, sont en eux-mêmes révélateurs. Si chaque pays traversé depuis la douce Wallonie belge exprime un « point de vue » spécifique au sujet des Croisades, entretient à leur sujet un grief ou un remords particulier, la gêne rétrospective du Liban chrétien – et de la Syrie alaouite – pourrait se ramener à un seul mot aux consonances redoutables : *collaboration*.

Les quelques lignes du professeur d'histoire concernant la solidarité des chrétiens libanais avec leurs « compatriotes musulmans » sont assez touchantes. Elles témoignent d'une conviction répandue ici.

Mais elles sont fausses. Au moins pour ce qui concerne les maronites. Dès lors qu'ils eurent franchi, à proximité de Beyrouth, le Nahr al-Kalb (le « fleuve du Chien ») qui marquait la frontière entre l'influence des Seldjoukides et celle des Fâtimites d'Égypte, les croisés marquant vers Jérusalem n'eurent quasiment plus à combattre. Vinrent en effet au-devant des Francs les chrétiens maronites, syriaques, orthodoxes, prompts à accueillir comme des libérateurs et des alliés ces Latins venus d'Europe. « En territoire turc, écrit René Grousset, les croisés n'ont eu rencontré que la guerre. En terre arabe, ils reçurent dès le début des offres d'entente ou, tout au moins, de compromis, et purent amorcer enfin une politique indigène. » Dans son *Estoire d'Eracles (Histoire d'Héracles)* le grand chroniqueur Guillaume de



## CROATIE : enterrant l'accord partiel conclu en Krajina

## Zagreb fait de l'affaire du pont de Maslenica un test de ses relations avec Belgrade

ZAGREB

de notre correspondant

L'accord entre Zagreb et la République serbe de Krajina, sur le rétablissement des communications entre le nord et le sud de la Croatie, a été coulé, mardi 3 août, comme l'une des barges du pont flottant de Maslenica qui relie la Dalmatie au reste du pays et qui avait été touché, la veille, par les artilleurs serbes. Les Serbes de Krajina « sont évidemment allés trop loin... ». Cette action barbare dépasse les limites de notre patience. (...) L'accord d'Erduut appartient au passé. Le président croate, Franjo Tudjman, qui avait inauguré en janvier le pont provisoire, a ainsi enterré l'accord d'Erduut, sans une larme, lors d'une conférence de presse à Zagreb.

Signés les 15 et 16 juillet dernier, sous la pression des Croates, ce compromis avait pourtant été présenté à Zagreb comme une victoire à l'arraché, un « coup de poker » du président croate pour rompre

l'isolement de « la Dalmatie en ébullition ». Les présidents croate et serbe, MM. Tudjman et Milosevic, l'avaient même qualifié, de concert, de « pas important vers la normalisation de l'ensemble des relations serbo-croates ». L'accord prévoyait le retrait, avant le 31 juillet, des forces croates (qui avaient reconquis la région en janvier dernier) des zones spécifiées sur une carte annexée au texte mais jamais publiée à Zagreb. La Force de protection des Nations unies (FORPRONU) devait prendre contrôle de ces zones, du pont, de l'aéroport et d'un barrage voisins.

Officiellement les Serbes de Krajina sont rendus responsables du naufrage du plan et du pont. Pourtant, il semble que le président Tudjman ait choisi de « sacrifier » cet accord partiel au profit d'une démonstration plus générale. Le film des événements laisse en effet songeur. D'abord, Zagreb a rouvert le pont à la circulation, jeudi dernier, avant même le retrait de ses

troupes. Puis, les Croates ont exigé que les Serbes, qui refusaient un cessez-le-feu général avant le retrait croate, rendent leurs armes lourdes à l'ONU, ce qui n'était pas précisé dans l'accord d'Erduut. Enfin, évoquant des « problèmes d'interprétation », les Croates ont refusé de se retirer de certaines zones qui étaient, selon de bonnes sources, précisées sur la carte. Comme s'ils voulaient pousser les Serbes de Krajina à la faute pour démontrer que cet accord ne réglait rien. L'obus serbe qui a coulé la barge a ainsi permis de rappeler les nuisances de l'artillerie serbe qui bombarde régulièrement la côte dalmate.

## «Etat dans l'Etat»

Selon le plan de paix pour la Croatie, dit accord « Vance », les armes lourdes devraient être sous le contrôle de l'ONU. Mais les Serbes s'en sont emparés après l'attaque croate de janvier sur Maslenica. « Nous protestons contre

l'inefficacité de la FORPRONU (...) Nous demandons à la FORPRONU de prendre sous son contrôle toutes les armes lourdes des Serbes qui menacent le pont ou nous serons obligés de prendre des mesures pour la protection » du ponton, écrit le président Tudjman dans une lettre adressée lundi au successeur de M. Vance, le co-président de la conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie, Thorvald Stoltenberg. Mardi, le président croate a aussi assuré que le pont serait rouvert à la circulation « dans quelques jours ». Dans la soirée, le ministre croate des transports a précisé que les travaux de réparation étaient en progrès. A l'heure des négociations sur la Bosnie voisine, dont l'issue incertaine a empêché une solution au problème de la Krajina, tout se passe comme si Zagreb avait choisi « l'option guerrière était le véritable choix du régime croate ». Certains observateurs estiment que le président Tudjman, pour avoir soutenu le plan serbe de partition ethnique de la Bosnie, a obtenu, en

renouvelé jusqu'en septembre mais soumis à un rapport mensuel du secrétaire général, soit modifié afin que les « casques bleus » déployés en Krajina ne « gardent plus les frontières de la Grande Serbie », comme on le dénonce à Zagreb.

Maintenant, a précisé lors de sa conférence de presse le président Tudjman, « nous ne parlons plus du retrait des forces croates (de Maslenica) mais de savoir s'ils (les Serbes) veulent une solution pacifique, s'ils veulent l'application des résolutions » de l'ONU, qui prévoient le retour des territoires contrôlés par les Serbes dans le giron de l'Etat croate, même avec un statut d'autonomie offert par Zagreb et rejeté par la Krajina. Le gouvernement de la République de Krajina a estimé que l'enterrement rapide de l'accord d'Erduut montrait que « l'option guerrière était le véritable choix du régime croate ». Certains observateurs estiment que le président Tudjman, pour avoir soutenu le plan serbe de partition ethnique de la Bosnie, a obtenu, en

contrepartie, un accord avec le président Milosevic sur la Krajina. A son retour des négociations de Genève sur la Bosnie, M. Tudjman avait exprimé sa satisfaction. « La délégation serbe et le président Milosevic, avait-il dit, veulent que tous les problèmes soient résolus dans le cadre du système constitutionnel de la Croatie. » Interrogé sur l'avenir de la Krajina, le président Milosevic avait simplement répondu : « Les négociations sont en cours. » Après des entretiens avec MM. Milosevic et Tudjman, l'ambassadeur russe Vitaly Tchoukine, qui offre ses bons offices entre Zagreb, Belgrade et les Serbes de Croatie, avait déclaré – soulignant de molles protestations à Zagreb – que le résultat de ces négociations serait que « la Krajina sera un Etat dans l'Etat », sans être cependant entité de droit international. Si tel était le désir de Zagreb et de Belgrade, il resterait toutefois à convaincre les artilleurs serbes de Krajina.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## Les négociations de paix compromises

Suite de la première page

Un tel développement, « outre le drame humanitaire qu'il représente », forcerait le gouvernement bosniaque à « capituler à la table de négociation ». Autrement dit, la chute de Sarajevo symboliserait la reddition complète de l'une des parties, et donc l'impossibilité d'arriver à Genève à un accord de « bonne foi » entre belligérés. Si les Serbes remportent la bataille du mont Igman, sur les hauteurs de la capitale bosniaque, leurs pièces d'artillerie pourront être approchées un peu plus encore de Sarajevo et infliger des dégâts insupportables à la population. D'où la nécessité pour l'OTAN, selon le document américain, d'être prête à utiliser la puissance aérienne contre des cibles serbes (...) au moment et aux endroits choisis par l'organisation.

« Les critères d'intervention devraient inclure, entre autres, la poursuite des bombardements sur Sarajevo, celle des offensives militaires destinées à s'emparer de territoires stratégiques autour de la ville, le blocage des voies d'approvisionnement terrestres, les obstacles mis à la libre circulation des convois d'assistance humanitaire, les coupures d'eau, d'électricité, de fioul imposées à la population musulmane. »

Le document observe encore : « Notre idée n'est pas de répondre du tac au tac mais, plutôt, de manière décisive si les agissements d'Erduut devaient se répéter en dépit de nos avertissements. » Il ne s'agit pas de frapper ponctuellement pour dégrader des « casques bleus » en difficulté, mais d'opérations destinées à empêcher, « définitivement », les Serbes de continuer à terroriser la population de Sarajevo. Dans le même temps, les Croates seront aussi mis en garde contre toute menace agressive, de leur côté, qu'ils ne doivent pas entendre à beaucoup plus du pas de l'OTAN et

qu'ils doivent donc s'efforcer de conclure un accord.

Une telle stratégie de pressions politiques et militaires conjuguées facilitera les travaux de la conférence de Genève, pensent les Américains. Ils rejettent les arguments de certains Européens et de Lord Owen, le négociateur de la CEE, qui font valoir que l'initiative américaine va inciter les musulmans à tergiverser dans l'espoir d'une intervention des Etats-Unis.

## Avertissement à M. Milosevic

Comme il y a maintenant près d'un an que ces mêmes Européens et Lord Owen tiennent le même discours, sans jamais avoir rien obtenu de définitif sur le terrain ou à la table de négociation, leurs arguments ont perdu à peu près toute crédibilité à Washington. M. Clinton a lui-même répondu à ses contradicteurs en ces termes : « Je pense que la paix a été retardée par une perception inverse (chez les belligérés) et je pense que les choses ont récemment empiré parce que les alliés n'ont rien fait pour stabiliser la situation. »

De bonne source, on explique encore que les Etats-Unis veulent dès à présent faire savoir à M. Milosevic que, si les échecs, ils ne reculeront pas devant l'emploi de la force. C'est une manière d'avertissement pour l'avenir, puisque l'administration s'est engagée à fournir un contingent de « casques bleus » en cas d'accord de paix conclu à Genève.

Enfin, le commentateur diplomatique du Washington Post, Jim Hoagland, relève que l'administration a d'autant plus facilement convaincu le Pentagone, jusque-là réticent, d'envisager de passer à l'action que les objectifs définis sont, cette fois, très limités : il ne s'agit plus d'empêcher la partition du pays ou de faire revenir les Serbes sur une seule de leurs



conquêtes territoriales, mais simplement d'éviter la chute de Sarajevo.

Si l'on se réfère à l'aspect opérationnel de l'initiative américaine tel qu'il est décrit dans le document de travail, les Etats-Unis n'ont pas obtenu à Bruxelles la liberté d'action qu'ils souhaitent pour l'OTAN dans cette affaire. L'administration voulait une liberté de choix complète « du moment et des cibles » d'éventuels bombardements aériens, étant entendu que cela se ferait « en coordination » avec l'ONU et que les commandants de la FORPRONU seraient prévenus. Les Etats-Unis estiment que les résolutions 770 et 836 du Conseil de sécurité permettent à l'OTAN de passer à l'action sans nouvelle initiative de l'ONU.

Ce n'est pas l'avis de son secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, qui entend rester maître de la décision d'éventuels bombardements aériens. La formule retenue à Bruxelles est ambiguë : elle parle d'« opérations militaires menées » sous l'autorité de l'ONU. D'ici à lundi prochain,

l'administration américaine entend faire pression sur ses alliés et mettre au point un mécanisme opérationnel qui tienne compte de la sécurité des contingents de la FORPRONU et laisse une grande marge de manœuvre à l'OTAN.

AFSANE BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

32 Croates massacrés à Doljan par des musulmans. Trente-deux Croates bosniaques ont été massacrés, la semaine dernière, par les forces musulmanes dans le village de Doljan, près de Jablanica, ex-Bosnie centrale, selon un bilan donné, mardi 3 août, par l'agence croate HINA. Les corps – dix-neuf ont été identifiés comme étant ceux de soldats des forces armées croates (HVO) – ont été transportés dans le sud de l'Herzégovine, pour être enterrés, en présence d'équipes médicales du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et de la FORPRONU. – (AFP)

## Nouveau sommet pour relancer les pourparlers de Genève

Un nouveau sommet pour relancer les négociations sur la Bosnie-Herzégovine s'est ouvert, mardi soir 3 août à Genève, par un dîner entre les présidents de Croatie, Serbie, du Monténégro et celui de Bosnie Alija Izetbegovic, qui a par ailleurs annoncé dans une lettre à l'ONU et à la CEE l'arrêt de l'offensive de ses forces contre les Croates.

Slobodan Milosevic (Serbie), Momir Bulatovic (Monténégro) et Franjo Tudjman (Croatie) sont revenus à Genève – où ils avaient négocié de mardi à vendredi dernier – afin de « redonner de l'élan » aux négociations grippées par les combats, a déclaré dans la soirée le porte-parole de la conférence, John Miller. Le chef des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic, et celui des Croates, Mate Boban, n'ont pas été invités à ce dîner de travail.

Les négociations de Genève avaient abouti vendredi soir à un accord constitutionnel entre les belligérés sur la division de la Bosnie-Herzégovine en trois Républiques vaguement coiffées par une Union. Depuis, la discussion sur la

carte des trois futures entités se montre très difficile et la poursuite des combats, malgré le cessez-le-feu de jeudi dernier, a poussé les musulmans et les Croates à poser des conditions. M. Izetbegovic avait conditionné lundi soir son retour à la table des négociations au retrait effectif des forces serbes du secteur de Bjelascina, au-dessus de Sarajevo, et à leur remplacement par les « casques bleus ».

A son arrivée, mardi soir à Genève, le président serbe, Slobodan Milosevic, avait déclaré : « J'espère qu'une solution pacifique parviendra à l'empporter à la fin. Il n'y a pas d'autre choix dans les négociations que de dialoguer normalement », en réponse à une question sur la menace de raids aériens de l'OTAN contre les forces serbes. « Je crois, avait-il ajouté, que toutes les parties feront de leur mieux afin de résoudre la crise par les négociations. Je ne crois pas que quiconque ait besoin d'une pression particulière. » Les nouveaux pourparlers se déroulent en présence des médiateurs internationaux, David Owen et Thorvald Stoltenberg. – (AFP, Reuters)

## TADJIKISTAN

## Des avions ouzbeks bombardent des villages tenus par l'opposition

Des avions et des hélicoptères ouzbeks ont bombardé, dans la nuit du mardi 3 au mercredi 4 août, des villages tenus par l'opposition tadjike et par les « forces d'auto-défense du Haut-Badakhshan », dans le centre du Tadjikistan, a annoncé le colonel Akhmadov, responsable du ministère de l'Intérieur de la région autonome du Haut-Badakhshan, celle des hautes montagnes du Pamir à l'est du pays.

Ces bombardements, qui auraient fait plus de quarante victimes dont des femmes et des enfants, faisaient suite à une offensive lancée, dimanche, par les forces gouvernementales tadjikes et la 15<sup>e</sup> brigade de parachutistes d'Ouzbékistan – dont beaucoup d'hommes auraient été tués – pour débloquent la seule route menant au Pamir, défendue depuis six mois par une coalition de forces hostiles au pouvoir communiste de Dou-

chanbé (le Monde du 17 juillet). Le ministère des affaires étrangères de Russie s'est désolidarisé, mardi, de cette offensive, qui vise, a-t-il souligné, « des forces qui ne sont pas hostiles à la Russie ».

Les autorités du Pamir soulignent constamment qu'elles n'ont aucun lien avec les groupes de l'opposition islamique tadjike qui opèrent à partir de l'Afghanistan. Mais elles ont indiqué, mardi, que, si les attaques se poursuivaient contre leur territoire, elles « n'hésiteraient d'autre recours que de faire appel à l'aide de leurs voisins : le Kirghizstan, la Chine ou l'Afghanistan ». Moscou a précisé, mardi, que les forces gouvernementales tadjikes « seraient mieux employées à défendre les frontières sud du pays », gardées actuellement par des militaires russes dont une trentaine ont déjà péri.

S. Sh.

## RUSSIE

## Moscou appelle à des « actions décisives » dans le Caucase du Nord

Après l'assassinat de M. Polianitchka, responsable de l'état d'urgence imposé par Moscou en Ossétie du Nord et en Ingouchie, Boris Eltsine a appelé, mardi 3 août, à des « actions décisives pour éliminer les groupuscules armés illégaux, couper les voies de livraisons des armes et stopper l'entrée des combattants » sur les territoires de ces deux Républiques du Caucase du Nord faisant partie de la Fédération de Russie.

Les autorités ingouches ont démenti la version selon laquelle les hommes à cheval armés de kalachnikovs, qui ont mitraillé,

dimanche, dans une forêt, la voiture du représentant local du président Eltsine, seraient des ingouches. Elles soulignent que l'attentat s'est produit la veille du jour où devait commencer une opération de rapatriement des réfugiés ingouches dans certaines zones d'Ossétie du Nord.

Soixante mille Ingouches avaient été chassés en novembre dernier d'un territoire d'Ossétie du Nord qui leur appartenait avant les déportations staliniennes de plusieurs peuples musulmans du Caucase du Nord. – (AFP, UPI)

## EN BREF

ALLEMAGNE : trois Turcs légèrement blessés dans un incendie criminel. – Trois membres d'une famille turque ont été légèrement blessés, mardi 3 août, dans un incendie criminel, sans doute provoqué par des extrémistes de droite à Philheim, près de Cologne (Ouest) : trois croix gammées ont été tracées sur la maison incendiée, au rez-de-chaussée de laquelle se trouvait un restaurant turc, a indiqué la police. – (AFP)

CENTRAFRIQUE : neuf candidats à la présidence. – Neuf candidats ont été retenus pour l'élection présidentielle du 22 août, a annoncé, mardi 3 août, le président de la Cour suprême. Seront en lice : André Kolingba, président sortant, David Dacko, ancien chef de l'Etat, Abel Goumba, ancien premier ministre, Enoch Derani-Lakoue, actuel premier ministre, Ange Patassé, ancien premier ministre de l'empereur Jean-Bedel Bokassa, Timothée Malendoma, ancien

premier ministre, Benoît Likiti, François Borize-Yangouanda et Jeanne-Marie Ruth Rolland, ministre des affaires sociales. – (AFP, Reuters)

GUINÉE-BISSAU : deux opposants arrêtés. – De source officielle, on a appris, mardi 3 août, l'arrestation, la veille, de deux dirigeants de l'opposition, Joao De Costa, président du Parti pour la rénovation et le développement, et Tagna Nawabi, du Mouvement Bah-Fata. Les deux hommes auraient enfreint l'interdiction qui les frappait d'exercer des activités politiques. MM. De Costa et Nawabi avaient été arrêtés en avril pour participation présumée à une tentative de coup d'Etat manqué, le 17 mars. Ils avaient été libérés en juin. – (AFP)

LIBÉRIA : la Côte d'Ivoire ferme sa frontière aux organisations humanitaires. – Le ministère ivoirien de l'Intérieur a averti les organisations humanitaires opérant au Libéria qu'elles ne

seraient plus autorisées à organiser des convois à partir du territoire ivoirien, a-t-on appris mardi 3 août à Abidjan. Les autorités ont expliqué avoir pris cette décision à la demande du représentant de l'ONU au Libéria, Trevor Gordon-Somers, selon lequel une poursuite des convois risquait de remettre en cause l'accord de paix du 25 juillet. Dans un rapport adressé au Conseil de sécurité, Boutros Boutros-Ghali a recommandé le déploiement de trente observateurs militaires au Libéria. – (AFP)

UGANDA : l'Assemblée constituante sera émise en décembre. – L'élection d'une Assemblée constituante aura lieu en décembre, a annoncé, mardi 3 août, le président de la commission électorale, Stephen Akahwai. Selon M. Akahwai, 214 sièges seront à pourvoir au scrutin direct. S'ajoutent des sièges réservés à l'armée, à la jeunesse, aux femmes et au président, le total étant de 288 sièges. Après ce scrutin et l'adoption d'une nouvelle Constitution, devraient avoir lieu des élections générales que le président Yoweri Museveni a promis d'organiser en 1994. – (AFP)

TUNISIE : le quatre-vingt-dixième anniversaire de l'ancien président Bourguiba. – Le président Ben Ali a envoyé quatre-vingt-dix roses et « un immense gâteau » à l'ex-président Habib Bourguiba, qui a fêté, mardi 3 août, à Monastir, son quatre-vingt-dixième anniversaire. Le « Combattant suprême » avait été déposé le 7 novembre 1987 par M. Ben Ali, son premier ministre de l'époque, après avoir gouverné le pays pendant trente ans. Dans une lettre signée « votre fils Zine El Abidine Ben Ali », le chef de l'Etat qui l'avait rencontré, le 13 mai dernier, évoque « les sacrifices » de M. Bourguiba « au service de la libération et du progrès » du peuple tunisien. – (AFP)

محاضرات لعل



## ASIE

## JAPON

## Les grands desseins de la nouvelle coalition

C'est mercredi 4 août que le premier ministre sortant, Kiichi Miyazawa, devait présenter sa démission, à la veille de la première réunion de la Diète. Quelques heures auparavant, le ministre de l'Agriculture, Masami Tanabu, a offert sa démission pour rejoindre la coalition dont le candidat, Morihiro Hosokawa, devrait être élu comme nouveau chef du gouvernement. Takako Doi, ex-présidente du Parti socialiste (PSJ), a accepté mardi de devenir la première femme présidente de la Chambre basse. Ayant exprimé auparavant ses réticences à participer à une coalition aux positions divergentes, M<sup>me</sup> Doi, qui est soutenue par l'aile gauche du PSJ, a cédé afin de préserver l'unité du parti. Elle a déclaré qu'elle entend « régénérer le fonctionnement de la démocratie ». La Diète, a-t-elle ajouté, doit prendre en main le dossier des réparations à verser aux victimes de l'agression japonaise au cours du dernier conflit mondial.

Par ailleurs, ouvrant la voie à une réévaluation du passé, le gouvernement sortant a publié, mercredi, un document dans lequel il reconnaît, pour la première fois, la responsabilité de l'armée impériale dans le recrutement forcé des « femmes du réconfort » contraintes à se prostituer pendant la guerre et présente ses excuses pour les souffrances qui leur furent infligées.

## TOKYO

## de notre correspondant

Le Japon a la réputation de conserver un profil bas sur la scène internationale : les nouveaux conservateurs, qui s'appellent à prendre le pouvoir, affirment, eux, avoir de grands desseins. Alors que le futur premier ministre, Morihiro Hosokawa, est réservé, d'autres ne ménagent pas les effets d'annonce. C'est le cas de Tsutomu Hata, président du Parti de la renaissance (PR). Probable prochain ministre des finances, M. Hata devrait être également vice-premier ministre.

Invité du Club de la presse étrangère mardi, M. Hata, qui n'a pas caché que le PR a placé M. Hosokawa à la tête de la coalition et qu'en restant lui-même en retrait il entend jouer un rôle de force de cohésion, a déclaré : « Le Japon ne doit plus faire preuve de surréalisme et réagir après les autres, mais prendre des initiatives. Il doit exprimer clairement son repentir pour ses actions passées et mettre un terme à cette succession de déclarations officielles ou demi-teintes rassurant des « regrets pour un malheureux passé ».

« On ne peut plus continuer ainsi : il faut s'excuser clairement, si on doit le faire. Appeler la défaite par son nom et ne plus employer l'euphémisme de la « fin de la guerre », a déclaré M. Hata, qui a ajouté que ce repentir doit être adressé aussi aux victimes japonaises du conflit. « La guerre est une aventure vaine et tragique et le Japon n'y recourra plus. Il faut rappeler que nous avons pu nous reconstruire grâce à la paix ».

## La carrière tortueuse de M. Hata

Un parler-clair qui fera mouche à l'étranger, mais dont il reste à voir quelle sera la formulation concrète. M. Hata affirme être depuis longtemps partisan d'une telle déclaration de repentir. C'est surtout l'une des rares exigences que le PSJ a pu imposer à la coalition et qui, comme le maintien de la Constitution, fait partie de son programme en huit points. Avant d'accepter la présidence de la Chambre basse, M<sup>me</sup> Doi a exigé un engagement par écrit des chefs des sept partis coalisés affirmant leur entente et le maintien de la Loi fondamentale.

Il semble que M. Hata et son parti, dont certains membres sont favorables à une révision constitutionnelle, entendent pour leur part, à la faveur d'un repentir en bonne et due forme, lever l'hypothèque d'un passé qui pèse sur toute rentrée en scène politique du Japon. Ce qui n'est évidemment pas l'objectif des socialistes, opposés à la loi sur la participation de troupes japonaises aux missions de paix des Nations unies (PKO).

La position de M. Hata est d'autant plus ambiguë qu'il présidait l'Association des parlementaires du Parti libéral-démocrate (PLD) en faveur de la visite annuelle le 15 août, anniversaire de la défaite, au sanctuaire de Yasukuni, où reposent les âmes des morts de la guerre. S'y rendra-t-il cette année en tant que président du PR ? Dans la même foulée de grands desseins, M. Hata a promis personnellement un « système politique transparent », « la fin de la collusion des milieux d'affaires, de la bureaucratie et de la politique » et « l'abaissement de l'âge du droit de vote », fixé à vingt ans... Les comportements passés des membres du PR laissent planer quelques doutes sur les bonnes intentions des chefs d'une formation qui entend s'affirmer comme la force motrice de la coalition.

M. Hata serait-il une sorte d'Eltsine nippon passé, avec armes et bagages, à la réforme ? C'est un homme à facettes, capable peu d'écouter par sa capacité de

rétablissement : à cinquante-sept ans, il a derrière lui une carrière qui ne laissait pas prévoir son saut inopiné de vertu politique. Ayant hérité d'une circonscription de la préfecture de Nagano, il connaît bien les rouages du système politique qu'aujourd'hui il poursuit : il a été élu à huit reprises grâce à la clientèle rurale cultivée depuis des décennies et a fait carrière dans les clans du PLD les plus impliqués dans la perversion de la politique par l'argent.

Ayant débuté dans celui de Kakuei Tanaka - premier ministre condamné à la prison pour son rôle dans le scandale Lockheed - M. Hata fut par la suite l'un des lieutenants du futur premier ministre Noboru Takeshita - si impliqué dans des scandales que les jeunes députés libéraux-démocrates se sont élevés contre sa réintégration au sein du parti - pour fonder la rébellion contre son mentor Takeshita. Actif dans le puissant clan Takeshita, M. Hata en resta membre après que son chef eut été éliminé par le scandale Recruit (délit d'initiales) et qu'il fut passé sous la férule du « parrain » du PLD, Shin Kanemaru, dont le procès pour fraude fiscale est en cours. C'est en tant qu'homme du clan Takeshita que M. Hata devint ministre des finances après avoir obtenu deux fois le portefeuille de l'Agriculture.

Au cours de la lutte de succession ouverte par l'affaire Kanemaru, M. Hata briga sans succès la direction du clan Takeshita avant de former, avec Ichiro Ozawa, ancien bras droit de M. Kanemaru, un nouveau clan. Mais l'avenir des deux hommes au sein du PLD était bouché. Aussi provoquèrent-ils en juin la chute du gouvernement Miyazawa en votant une motion de censure. « Il s'agissait de démontrer notre sincérité à l'opinion », explique M. Hata, qui fonda peu après le PR avec son allié Ozawa.

M. Hata a certes été un partisan de la réforme électorale, mais il prônait alors une révision qui servirait les intérêts de son parti. Depuis, il en défend une autre, qui sert ceux du PR, toujours avec la même conviction.

PHILIPPE PONS

## Croisière en Mongolie chinoise

Suite de la première page

Cette aventure, vécue au cours d'un voyage récent à bord de véhicules privés par une quinzaine de Français de Pékin, illustre paradoxalement la liberté teintée d'anarchie qui commence à régner dans les zones rurales ou dans des régions qui avaient été longtemps totalement inaccessibles aux étrangers. Voyager en toute liberté, par ses propres moyens, sur les routes de Chine a toujours été le rêve des résidents étrangers, frustrés de n'avoir accès qu'à un parcours balisé par un régime titif.

Il fut un temps, sous Mao Zedong, où ces étrangers - diplomates, hommes d'affaires, étudiants, compagnons de route, journalistes - étaient cantonnés au périmètre urbain le plus étroit de la capitale. Pour certains d'entre eux, aller à Tianjin, à 120 kilomètres, avec l'excuse d'en ramener une automobile livrée par voie maritime, représentait une oublieuse. Même si la circulation se faisait de nuit, sans phares, du fait d'un régime d'inspiration militaire, obsolète mais toujours en vigueur. Progressivement, les règles se sont assouplies ou ont été oubliées.

A présent, le rêve est réalisable. Il est possible de se rendre où l'on veut, quand l'on veut, à bord de son propre véhicule, sans la présence d'un chauffeur employé de l'Etat. Il suffit de jurer entre les écueils de la législation et les récifs d'une administration policière moins imprévisible qu'il ne semble au premier abord. L'expérience est hautement instructive, pour ce qu'elle révèle de l'état de la Chine profonde. Par moments, en émane le parfum de la légende des années 30, quand les voyageurs étaient quotidiennement confrontés à l'arbitraire de l'autorité locale, bien loin des lois et règlements édictés par un gouvernement central de moins en moins respecté.

## La puissance des potentats locaux

Dès la première partie du voyage, à 300 kilomètres de Pékin, nous fûmes confrontés au phénomène courant qu'est la levée de taxes locales par les villages sous les prétextes les plus insolites. L'occurrence, il s'agissait d'un tronçon de route rendu inutilisable par une inondation, de toute évidence provoquée délibérément, sur la chaussée. Du coup, les véhicules - chinois comme étrangers - devaient traverser le village. Au milieu, un individu prélevait une « contribution à l'entretien des routes » de 10 yuans (autant de francs) par automobile avant de lever le barrage en travers de la voie.

Ce système, il faut le dire, n'est pas généralisé. Plus loin, la route était effondrée, mais les paysans nous aidèrent à passer un gué difficile sans exiger de contrepartie. Dans un autre endroit, il fallut à nouveau négocier avec le cantonier pour qu'il remplisse la tête pour laquelle l'Etat souscrit - facilité le passage de véhicules dans le fond de rivière, le pont étant en réfection.

PHILIPPE PONS

Ce qui compte dans l'évolution de la Chine, c'est que ces comportements rendent leur puissance d'autant aux petits potentats locaux. C'est avec eux qu'il faut s'arranger. « Vous êtes ici en violation des lois de la Chine », déclara, prétentieux, le policier de l'hôtel de Bayan-Ul-Hot. Nous avions atteint ce bourg mongol après une épuisante journée de piste à travers la prairie. L'endroit, aujourd'hui, figure sur



les cartes chinoises sous le nom de Bannière Wuchunqian de l'Ouest, transcription d'une appellation remontrant à l'administration mandchoue et reconduite par les communistes. Et le policier d'ajouter : « C'est assez grave. » Nous nous en doutions.

La veille au soir, nous étions arrivés après qu'il eut quitté son service à l'hôtel. Nous avions en quelque sorte forcé la main des employés pour nous procurer des chambres. L'affaire, dans le temps, aurait pu tourner mal. Mais à force de proclamer que la Chine est ouverte, le gouvernement central chinois a créé un besoin : celui, pour les régions qui ne sont pas encore « ouvertes », d'accueillir au plus vite des étrangers, censés être les poissons-pilotes des investissements tant désirés.

Le résultat est surprenant. Le policier renoua à percevoir une amende de 150 yuans - un peu moins d'un mois de salaire nominal - qu'il disait être en droit de nous imposer à chacun. Il nous accompagna, à une trentaine de kilomètres, dans la steppe pour assister à un nadam, la fête traditionnelle mongole. Il était fier de se montrer au reste de la population en corne d'un groupe d'étrangers qui ne soient pas des Russes ou, comme l'oot dit encore par ici, des « Saviétiques ».

Pour Pékin, la Chine est divisée

en deux estergies de lieux : d'une part, 919 villes et cantons « ouverts » au visiteur étranger (date du 10 juillet 1993) ; de l'autre, le reste, soit les trois quarts du pays. Dans la réalité, l'étranger autonome peut se rendre virtuellement partout. A condition de composer, il n'est guère d'endroit, hormis les objectifs stratégiques, où il ne sera pas admis.

Nous aurions pu, par exemple, dormir à Taihuai, ville ultra-fermée où le policier de service au carrefour principal s'était d'abord alité de nous voir nous arrêter pour faire réparer des pneus. « Les policiers vous disent que la ville est fermée aux étrangers ? Et alors ? En quoi font-ils la loi ici ? Vous êtes les

où l'armée est accusée de se laisser aller.

La Mongolie-intérieure est l'une des zones sensibles où le pouvoir de Pékin se heurte à un sentiment national mongol que n'a pas éradiqué la propagande du régime sur l'union des ethnies de Chine autour des Hans. Le passé violent de la révolution culturelle n'a pas été oublié. « Ici, nous haïssons les Hans », dit tout de go une jeune Mongole dont le père fut persécuté sous Mao. Mais on n'entend pas que ce soit de cloche. « Dans l'ensemble, cela ne se passe pas trop mal entre nous et eux », assure un jeune éleveur mongol. Surtout depuis que l'économie a commencé à se développer.

Ao nadam de Bayan Ul Hot des dizaines de familles étaient venues, endimanchées dans des robes (robes) de soie rutilante jeunes filles au visage maquillé de blanc, enfants pouponnés, certains à cheval, d'autres à bord de charrettes tirées par des tracteurs, pour assister aux courses hippiques et au championnat de lutte, pour se rencontrer entre cousins, peodant plusieurs jours, autour du quadrilatère aménagé sur le plateau par des centaines d'étals de marchands et cuisiniers.

On va boire un coup ensemble, on frime un peu sur son cheval ou sur sa moto, on discute avec des connaissances, et on se retrouve au fond de la tente pour un cérémonial plus formel : boire l'alcool de petit lait, manger le gras de mouton et le yogourt séché qu'un notable offre et que le visiteur se peut en aucun cas refuser. Fait étonnant, de nombreux Chinois de souche ont adopté les habitudes alimentaires locales, eux qui ont tant de mal à imaginer d'autre viande que le porc et à ingurgiter des laitages.

Mais si des Chinois se « mongoïsent », on constate en redescendant de la steppe vers la plaine, les progrès de la sinisation, colonisation à peine déguisée d'immenses espaces autrefois sous-peuplés. Des milliers de charrettes de ciment et de briques gravissent la pente en direction du plateau pour renforcer l'habitat sédentaire, désormais la règle, même pour les Mongols.

Peut-être, tandis que l'on progresse vers la plaine, les villages se font plus gros. Les routes se bordent d'arbres. Les pâturages font place aux cultures. Il y a vingt millions de Hans pour deux millions de Mongols dans cette « région autonome » que les Mandchous de la dernière dynastie impériale avaient placée sous leur administration directe. Tous les Mongols que nous avons rencontrés parlaient couramment chinois. Certains seulement parlaient mongol entre eux.

Francis au retour la Grande Muraille à Badaling, aux environs de Pékin, sur ce site où tant d'hommes d'Etat étrangers ont posé pour les photographes au cours d'une visite officielle en Chine, remet alors en mémoire le principe moteur de ce qui est encore l'empire du Milieu sous une forme à peine rénovée : cette éternelle et inexorable progression du monde de la plaine et des cultivateurs sédentaires, sur celui de la steppe et des guerriers, nomades en perte progressive d'identité. Vue de la route, la Mongolie dite « intérieure » ne donne pas l'impression de pouvoir échapper à ce sort.

FRANCIS DERON

## MALAISIE

## Bastonnade pour cols blancs

Pour endiguer la montée de la criminalité en col blanc, le gouvernement malaisien envisage de recourir aux châtiments corporels, une idée qui a suscité un tollé de la part d'organisations de défense des droits de l'homme. « Les peines corporelles ne sont pas adaptées, en regard des dommages causés à la société et aux institutions », a expliqué le ministre de la loi, Syed Hamid Alfar en présentant au Parlement un projet de loi prévoyant que les personnes reconnues coupables de crimes économiques soient condamnées à deux ans de prison au minimum, à des coups de canne en rotin et à une amende.

La bastonnade aat un châtiment « féodal » auquel aucun pays civilisé n'a recours, a souligné le juriste et parlementaire Dominic Puthucherry. Ce châtiment, d'origine coloniale britannique, est déjà appliqué en Malaisie pour les délits commis avec des armes à feu, pour usage et trafic de drogue et pour vol. (Reuters)

## DIPLOMATIE

## La Libye tente d'éviter un renforcement des sanctions de l'ONU

Après un entretien, à New-York, avec le secrétaire général de l'ONU, le ministre libyen des Affaires étrangères a fait état, mardi 3 août, de « pas positifs » propos des suites de l'attentat à la bombe contre un Boeing de la PanAm, dont l'explosion en vol, en 1988, au-dessus de Lockerbie, en Ecosse, avait causé la mort de deux cent soixante-dix personnes. Omar Al-Mountasser a précisé qu'il retournerait à Tripoli pour des consultations avec son gouvernement « sur un accord final ».

Le chef de la diplomatie a indiqué que l'entretien avec Boutros Boutros-Ghali avait porté sur la possibilité de « faire comparaitre devant un tribunal » les deux Libyens accusés par Washington et Londres d'être responsables de l'attentat. « La Libye s'est conformée à la plupart des demandes du Conseil de sécurité », a-t-il ajouté. L'espère que M. Boutros-Ghali enverra une

mission à Tripoli pour examiner l'application de la résolution 731. M. Boutros-Ghali a déclaré, de son côté, qu'il attendait une réponse de Tripoli « concernant certains détails » et qu'il serait ensuite « prêt à envoyer une mission » en Libye. « Ce que nous tentons d'obtenir c'est que les suspects soient présentés devant un tribunal en Grande-Bretagne », a dit le secrétaire général de l'ONU. De source diplomatique occidentale, on indique que la position libyenne vis-à-vis des exigences du Conseil de sécurité n'a pas fondamentalement changé.

Pour obliger Tripoli à extraire les deux suspects vers les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne, le Conseil de sécurité a imposé à la Libye, depuis le 15 avril 1992, un embargo sur les fournitures militaires et les liaisons aériennes. Le Conseil exige aussi la coopération de Tripoli avec la justice française

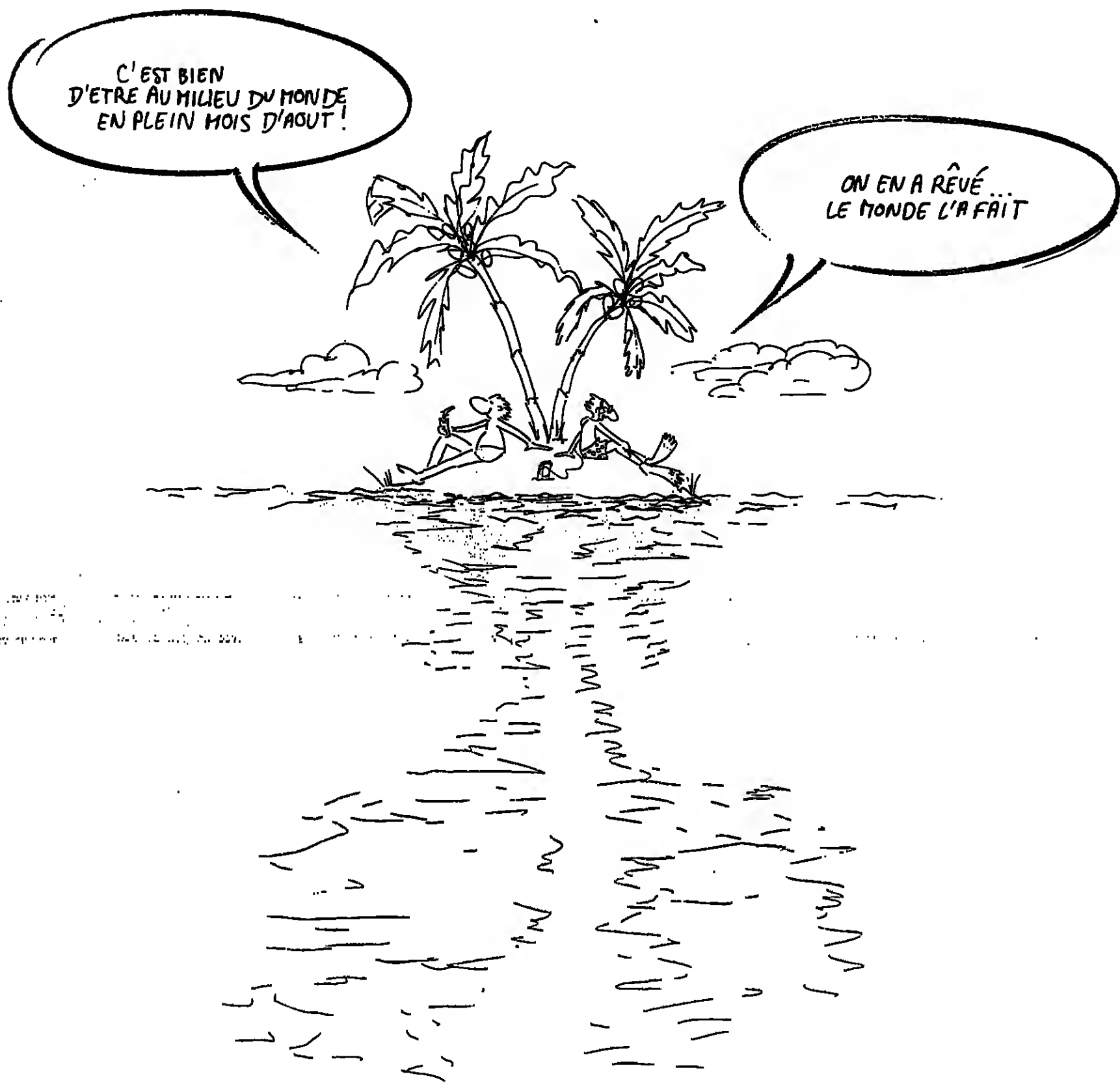
dans le cadre d'une enquête portant sur un attentat commis contre un DC-10 d'UTA, en 1989, au-dessus du Niger, qui avait causé la mort de cent soixante-dix personnes, et dans lequel quatre autres ressortissants libyens seraient impliqués.

Le Conseil de sécurité doit se réunir à la mi-août, pour le réexamen régulier des sanctions, effectués tous les cent vingt jours. Selon des sources diplomatiques occidentales, le gel des avoirs libyens à l'étranger et un embargo sur les équipements liés à l'industrie pétrolière ont été évoqués au cours des consultations entre Washington, Londres et Paris comme un éventuel moyen de pression supplémentaire sur Tripoli. Cependant, au stade actuel des discussions, il est exclu que de telles mesures soient décidées. (AFP)

CHINE : bilan de santé satisfaisant pour Deng Xiaoping. - Le dirigeant chinois Deng Xiaoping, qui fêtera ses quatre-vingt-neuf ans le 22 août, a effectué récemment un bilan médical dans un hôpital militaire de Pékin, et les médecins qui l'ont examiné ont estimé que son état de santé était satisfaisant, rapporte, mercredi 4 août, le quotidien pro-Pékin de Hongkong Ta Kung Pao. « Il ne marche pas et ne parle pas différemment que dans le passé », affirme le journal, citant un responsable de l'équipe médicale. Cet article paraît alors que, depuis un mois, des rumeurs sur le décès supposé du dirigeant chinois ont fait plonger la Bourse de Hongkong. (AFP)

INDE : situation « explosive » dans la capitale du Cachemire. - Six personnes au moins ont été tuées et une trentaine blessées, mardi 3 août, à Srinagar, capitale du Cachemire, où des milliers de musulmans sont descendus dans la rue à la suite du meurtre par les troupes indiennes d'un couple et de leur fils. Un officier a qualifié la situation d'« explosive » tandis qu'un porte-parole des forces de l'ordre jugeait l'incident « regrettable » et annonçait l'ouverture d'une enquête. Au moins 12 000 personnes ont trouvé la mort depuis le déclenchement, en janvier 1990, de la rébellion séparatiste au Cachemire. (Reuters, AFP)

(Publicité)



### Des vacances de rêve pour SONY et L&A.\*

Ils ont commencé par faire rapidement le tour du Monde puis ils l'ont parcouru en long, en large et en travers. Ils sont même allés jusqu'au bout du Monde, pour trouver l'emplacement exceptionnel qui en ferait rêver plus d'un. Finalement ils ont choisi d'être au centre du Monde, eux qui rêvaient de mettre un peu de bleu dans le Monde d'aujourd'hui... ils l'ont fait.

Tout est pour le mieux dans le meilleur des Mondes.

\*L&A (Lenthe et Associés) a conçu avec plaisir cette annonce de vacances pour SONY, son client depuis 1981.

دعواتكم لفتح

#### MALAISIE

#### Bastonnade pour cols blancs

La Bastonnade est un jeu de guerre qui se joue entre deux équipes de soldats. Les soldats sont représentés par des figurines en plastique. Le jeu se joue sur un terrain qui est divisé en cases. Les joueurs doivent déplacer leurs figurines d'une case à l'autre. Le but du jeu est de capturer les figurines de l'adversaire. Le jeu est très populaire en Malaisie.



هكنا من العمل

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

### M. Clinton appelle les Américains à soutenir son plan budgétaire

« À la veille d'une initiative historique, j'ai besoin de votre aide, notre pays est en danger économique », a lancé, mardi 3 août, le président Bill Clinton dans un discours télévisé. Il a invité ses concitoyens à convaincre leurs parlementaires de voter pour son programme de réduction du déficit budgétaire, sur lequel les représentants se prononceraient jeudi et les sénateurs vendredi. Durant une vingtaine de minutes, le président s'est employé, graphiques à l'appui, à défendre énergiquement son plan, qui prévoit de réduire le déficit budgétaire d'environ 500 milliards de dollars en cinq ans par des diminutions de dépenses et des baisses d'impôts. « Je n'aime pas plus les taxes que vous », a déclaré M. Clinton, assurant que le seul nouvel impôt prévu et susceptible d'affecter les classes moyennes sera une hausse de 4,3 cents par gallon d'es-

sence (3,8 litres). Le chef de la Maison Blanche estime avoir été fidèle à sa promesse de faire peser le relèvement des impôts sur les plus riches. Insistant sur la nécessité de réduire le déficit pour permettre la reprise économique, le président a souligné que « cela ne sera pas facile, cela ne sera pas rapide, mais c'est nécessaire ».

Il a qualifié son programme de « plus grande réduction du déficit de l'histoire ». Il a estimé qu'il était à même de favoriser la création de huit millions d'emplois au cours des prochaines années. Intervenant juste après le président, le chef de la minorité républicaine au Sénat, Bob Dole, a déclaré que ce plan comprend « la plus importante hausse des impôts de l'histoire mondiale » et qu'il ne réduira pas le déficit, limitant tout au plus sa progression. — (AFP, AP.)

### La cigarette interdite dans les restaurants de Los Angeles

Les amateurs de cigarettas de Los Angeles auront au un répit de courte durée : un arrêté municipal interdisant de fumer dans les quelque 7 000 restaurants est finalement entré en vigueur, lundi 2 août, avec une semaine de retard.

Los Angeles est la plus grande ville américaine à interdire totalement de fumer dans les restaurants.

Jusqu'à présent, ceux-ci avaient simplement l'obligation de prévoir une section non-fumeurs. Les bars et night-clubs ne sont pas touchés par cette interdiction.

La mesure devait entrer en vigueur le 26 juillet. Mais la Coalition pour l'hospitalité,

groupe de restaurateurs soutenu par l'industrie du tabac, avait obtenu son rapport au rassemblement de 96 000 signatures sur une pétition demandant l'organisation d'un référendum.

Vérification faite, les responsables municipaux ont déclaré que la mesure n'était pas valide car elle n'était pas votée par l'assemblée municipale.

Fumer dans un restaurant coûte dorénavant 50 à 250 dollars d'amende (1 dollar vaut 5,96F). Quant au propriétaire d'un restaurant qui ne fait pas respecter la loi, il risque six mois de prison et 1 000 dollars d'amende. — (AFP.)

CHILI : une décision du président Aylwin

### Les enquêtes sur les violations des droits de l'homme pendant la dictature seront accélérées

SANTIAGO

de notre correspondant

« La solution que je propose n'est pas facile, mais je crois que c'est la meilleure », a déclaré le président chilien Patricio Aylwin le 3 août, le jour où il a annoncé la mise en œuvre de son plan de réforme judiciaire. Le chef de l'État a voulu mettre un terme aux tensions entre le pouvoir civil démocratiquement élu et l'armée de terre commandée par le général Pinochet, qui dirigea le pays d'une main de fer entre 1973 et 1990.

La démonstration de force militaire du 28 mai dernier (le Monde du 1<sup>er</sup> juin) a obligé le gouvernement à négocier avec l'armée sur plusieurs sujets épineux, comme l'implication du fils du général Pinochet dans un scandale financier, et surtout les quelque 200 procès en cours pour violation des droits de l'homme pendant la dictature. Si le décret-loi d'amnistie du 16 avril 1978 met les militaires à l'abri de toute condamnation pour les faits survenus entre 1973 et 1978, il n'empêche pas les enquêtes et les auditions sur ces mêmes faits. Tel est du moins la « doctrine » du président Aylwin, contestée par l'armée.

Le scandale concernant le fils du général Pinochet est tombé fort opportunément dans l'oubli. Mais au cours de cinq rencontres en tête

à tête que M. Aylwin a eues avec l'ancien dictateur depuis le 28 mai, le président a pris conscience qu'il ne pourrait sans doute pas léguer à son successeur, qui sera élu en décembre, une situation entièrement normalisée dans le domaine des droits de l'homme. Ses décisions sont donc inspirées par un pragmatisme conjugué « la vertu de justice avec la vertu de prudence ».

#### « Éviter les vexations » aux militaires

Le chef de l'État a écarté les propositions radicales de ceux qui voulaient, par une nouvelle loi d'amnistie, mettre un point final à toutes les poursuites pour violation des droits de l'homme. Il a annoncé le dépôt d'un projet de loi prévoyant la nomination par le pouvoir judiciaire de dix à quinze nouveaux juges d'instruction, afin d'accélérer les enquêtes en cours dans les cas couverts par la loi d'amnistie. Ce qui devrait aboutir à clore au plus vite ces épisodes judiciaires. De plus, afin « d'éviter les situations de vexation », les responsables de violations des droits de l'homme auront dorénavant la possibilité d'effectuer leurs dépositions sous le sceau du secret et dans les enceintes militaires.

« Le président a choisi l'oubli contre la justice », a aussitôt estimé la présidente du comité des disparus, tandis qu'en privé, certains militaires exprimaient leur soulagement. Dans son rapport rendu public en mars 1991, la commission « pour la vérité et la réconciliation » formée à l'initiative du président Aylwin avait répertorié plus de 3 500 cas de mort violente et près de 1 000 cas de disparition, mettant presque tous en cause des militaires ou des membres des forces de l'ordre, sous la dictature.

Reste qu'un problème de fond risque de subsister entre civils et militaires. La Constitution de 1980, adoptée sous le régime du général Pinochet, fait des forces armées les « garantes des institutions ». Le projet de réforme constitutionnelle déposé devant les Chambres par le gouvernement en 1992 voulait mettre fin à ce rôle, ainsi qu'à l'immobilité des commandants en chef des armées. Après le mouvement militaire du 28 mai, ce projet a perdu son caractère d'urgence et ne pourra donc être discuté avant les élections de décembre. De quoi donner raison à ceux qui affirment qu'« au Chili, les problèmes ne se résolvent pas. Ils se dissolvent ».

BRUNO ADRIAN

## PROCHE-ORIENT

La tournée de Warren Christopher

### Le secrétaire d'Etat américain veut amener Damas à « prendre des décisions difficiles »

Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, est arrivé mercredi 4 août à Damas, troisième étape d'une tournée au Proche-Orient destinée à relancer les négociations de paix israélo-arabes.

Mardi soir, à l'issue des entretiens de M. Christopher à Jérusalem avec les dirigeants israéliens, un responsable américain avait indiqué que le secrétaire d'Etat devait encourager la Syrie à « faire des choix et à prendre des décisions difficiles ». Même si la question des fournitures d'armes iraniennes au Hezbollah libanais via le territoire syrien devait être évoquée, selon ce responsable, elle ne devait pas constituer l'essentiel des débats, le principal but du secrétaire d'Etat étant de briser l'impasse des pourparlers entre la Syrie et l'Etat juif à propos du Golan. Des responsables militaires israéliens parlant sous couvert d'anonymat n'ont pas « exclu la possibilité » que Damas prépare une guerre pour reprendre les hauteurs du Golan. « Je pense que la participation des Syriens au processus de paix est sincère », a déclaré un de ces officiers, « mais, dans le même temps, ils (les Syriens) ne négligent pas l'option militaire », a-t-il ajouté.

A l'issue d'un long entretien, mardi, avec M. Christopher, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, avait affirmé que son gouvernement était « prêt à faire des compromis et à prendre des risques calculés pour faire avancer la

paix ». Peu auparavant, le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès, avait réaffirmé que l'Etat juif était disposé à discuter avec les Palestiniens d'une « prise en charge accélérée » — c'est-à-dire avant la conclusion d'un accord sur l'autonomie des territoires occupés — de la bande de Gaza et de la ville de Jéricho, en Cisjordanie. Cette proposition, que « l'OLP est disposée à examiner », selon le porte-parole palestinien, Henane Achmoui, a été l'un des sujets discutés par M. Christopher avec une délégation palestinienne à Jérusalem-Est. Conduite par Fayal Hussini, le chef en titre de tous les négociateurs palestiniens, la délégation a également exprimé sa colère à la suite des opérations militaires israéliennes au Liban.

« Nos discussions ont permis de faire baisser la pression », a indiqué un responsable américain, selon lequel l'entretien a été « productif ». Toujours selon ce responsable, les Palestiniens étaient également inquiets — après les louanges adressées la semaine dernière par Israël et les Etats-Unis à la Syrie pour son rôle dans l'apaisement au Liban — de faire les frais d'éventuels progrès dans les négociations israélo-syriennes de paix. M. Christopher devait se rendre jeudi en Jordanie, avant de regagner dans la soirée Israël d'où il devait rentrer vendredi à Washington. — (AFP, AP, UPI.)

### John Demjanjuk pourrait être autorisé à revenir aux Etats-Unis

Le sixième tribunal d'appel de Cincinnati (Ohio) a décidé, mardi 3 août, que l'administration américaine devait autoriser John Demjanjuk à revenir aux Etats-Unis. Cet apatride de soixante-trois ans avait été déchu de sa nationalité américaine en 1981, pour avoir menti sur son passé nazi afin d'obtenir sa naturalisation.

Les trois magistrats ont souligné que l'extradition vers Israël de M. Demjanjuk, en 1986, était liée à l'accusation selon laquelle celui-ci était « l'un des nazis », gardien du camp de concentration de Tice-

blinka, où 850 000 juifs furent exterminés. Les trois juges ont donc estimé que M. Demjanjuk, acquitté, jeudi dernier, par la Cour suprême israélienne au « bénéfice du doute », doit pouvoir regagner les Etats-Unis dès son expulsion d'Israël. Lundi, le ministère américain de la Justice avait indiqué que M. Demjanjuk n'avait pas le droit de revenir aux Etats-Unis malgré l'appel présenté par ses avocats.

D'autre part, l'ambassadeur d'Ukraine en Israël, Iouri Chcherbak, a déclaré, mardi, que John Demjanjuk avait obtenu de Kiev le droit de séjourner un mois en Ukraine à l'invitation d'un avocat local, précisant qu'il ne bénéficierait pas, pour autant, du droit d'asile. Le même jour, la Cour suprême d'Israël a rejeté le recours déposé par M. Demjanjuk, qui visait à accélérer son expulsion du pays, suspendue à la suite d'une requête introduite, dimanche, par des survivants de l'Holocauste. — (AFP.)

### Le Quai d'Orsay confirme qu'un neveu du président syrien a été renvoyé dans son pays

Le Quai d'Orsay a confirmé, mercredi 4 août, une information du *Conard enchaîné* selon laquelle l'un des neveux du président syrien, Ribal El Assad, fils du vice-président Rifaat El Assad, a été déclaré « indésirable » par les autorités françaises et est rentré dans son pays la semaine dernière.

Selon le *Conard enchaîné*, « Ribal El Assad n'a jamais tenu aucun compte des avertissements et des rappels à l'ordre que le ministère de l'Intérieur et le Quai d'Orsay transmettaient, avec courtoisie, à l'ambassadeur de Syrie à Paris ». L'hebdomadaire ne précise pas quels sont les reproches adressés à M. El Assad. Selon des sources bien informées, le neveu du chef d'Etat syrien, qui réside depuis de longues années en France, se déplaçait armé et était entouré de plusieurs gardes du corps aux armes.

Dans un télégramme à « diffusion strictement limitée » adressé à l'ambassadeur de France en Syrie et publié par le *Conard enchaîné*, l'ambassadeur de Syrie en France a été informé que « compte tenu du comportement de M. Ribal El Assad, les autorités françaises estiment sa présence sur le territoire français indésirable » et souhaitent qu'il soit rappelé dans son pays « afin d'éviter une procédure d'expulsion qui interviendrait dans les faits à compter du 26 juillet ».

## AFRIQUE

ALGÉRIE

### Un journaliste est assassiné à Alger

Rabah Zenati, trente-cinq ans, journaliste de la télévision algérienne, a été assassiné, mardi 3 août, devant le domicile de ses parents, dans le quartier intégré de Baraki, dans la banlieue sud-est d'Alger, rapporte l'agence de presse APS. C'est le second journaliste à être victime de la vague de violences qui sévit dans le pays depuis le début de 1992. — (Reuters.)

#### 88 % de recalés au bac...

Selon des chiffres officiels publiés, mardi 3 août, l'Algérie a enregistré, au mois de juin 1993, les plus mauvais résultats au baccalauréat depuis trente ans. Le taux de réussite qui tournait autour de 26 % avant 1992, et qui était de 19,3 % l'an dernier, est tombé, cette année, à 12 %... Aucune session de rattrapage n'est prévue à l'automne.

Les filières techniques économiques, latrines et sciences islamiques ont connu les taux de réussite les plus faibles et les filières scientifiques et techniques, les taux les plus élevés, baccalauréat de technicien en tête. Selon le ministère de l'éducation nationale, Ahmad Djebbar, partisan d'une rigueur accrue dans les examens, les « résultats de la session 1993 reflètent pleinement l'abaissement du niveau réel de l'enseignement dans tous ses cycles ». — (AFP.)

### AFRIQUE DU SUD

Cent dix-neuf morts en cinq jours

Salon un bilan fourni mardi 3 août par la police, 119 personnes ont été tuées depuis vendredi dans les violences survenues dans les cités noires à l'est de Johannesburg. Le Congrès national africain (ANC) a demandé la démission du ministre de la loi et de l'ordre, Hennis Kral, qu'il accuse d'« incompétence ».

Le président Frederik Qa Klerk a défendu mardi l'idée d'une force mixte de maintien de la paix qui serait déployée dans les cités noires, en insistant sur son rôle d'« auxiliaire ». Ce projet, présenté la veille par l'ANC, a reçu le soutien du gouvernement, mais a été critiqué par le Parti conservateur (CP, extrême droite), qui a taxé le gouvernement de faiblesse. Le parti conservateur noir rival de l'ANC, l'Inkatha, à dominante zouloue, a également émis des réserves. M. De Klerk a indiqué que cette force serait « équivalente » à une force de maintien de la paix, mais que ses membres ne seraient pas des « combattants ». — (AFP.)

### IRAK

Des caméras de contrôle ont été installées par l'ONU sur des bases de missiles

L'équipe d'experts de l'ONU, dirigée par l'Américain Bill Eckart, a achevé, mardi 3 août, les travaux d'installation de caméras de surveillance sur deux bases d'essai de fusées près de Bagdad, a indiqué, à New-York, le porte-parole de la commission spéciale chargée du désarmement irakien. « Les experts ont terminé les travaux liés au site de Yarm Al-Azim », a indiqué Tim Trevan. La ligne radio-téléphonique

entre Yarm Al-Azim et le centre de contrôle de l'ONU à Bagdad a pu être établie, mardi. Le veille, la dispositif de surveillance du site d'Al-Rafah avait été testé avec succès (le Monde du 30 juillet).

M. Trevan a rappelé que les caméras ne seraient pas activées avant les discussions entre l'ONU et l'Irak, prévues à New York, dans les semaines à venir, portant sur le contrôle à long terme du désarmement irakien. — (AFP.)

l'IRAK : deux blessés dans l'explosion d'une voiture piégée à Bagdad. — Un attentat à la voiture piégée a été commis, mercredi 4 août, au centre de Bagdad, faisant deux blessés, a annoncé le ministère de l'information qui l'a attribué à « des agents du régime iranien ». Selon un communiqué officiel, l'explosion a eu lieu près de l'hôpital Ibn Al-Bitar, dans le quartier d'Al Saliha. — (AFP.)

NIGÉRIA

#### Appel à des manifestations

Campagna pour la démocratie (CD), collectif regroupant une quarantaine d'organisations de défense des droits de l'homme, a rejeté, mardi 3 août, l'option d'un gouvernement intérimaire d'union nationale, et a appelé à des manifestations de masse pacifiques, contre le régime militaire, du 12 au 14 août.

L'organisation ahorta Moshood Abiola, le « vainqueur de l'élection présidentielle du 12 juin » annulée par les militaires, de former sans plus tarder un « gouvernement populaire alternatif » sur la base du mandat qui lui a été accordé le 12 juin. « Ce gouvernement devra être défendu par le peuple nigérien et entrer en fonction le 27 août 1993 [date annoncée par le régime pour le transfert du pouvoir aux

civils] », indiqua l'organisation dans un communiqué.

O'autre part, une pénurie d'essence qui sévit depuis deux mois à Lagos et dans les Etats voisins s'est aggravée depuis le début de la semaine, les automobilistes devant attendre plus de quatre heures aux stations-service. Des pénuries de carburant avaient provoqué de violentes émeutes à Lagos en 1992. — (AFP.)

PÉROU

#### L'Assemblée constituante rétablit la peine de mort

Par 55 voix contre 21, l'Assemblée constituante du Pérou a décidé, mardi 3 août, la rétablissement de la peine de mort pour les terroristes, conformément au souhait souvent exprimé par la présidence Alberto Fujimori. Cet article sera inclus dans la loi de la nouvelle loi fondamentale du pays qui devrait être soumise à l'électorat en septembre. Cette décision, dont les conditions d'application seront définies par une loi, vise en particulier les membres de l'organisation « maoïste » du Sentier lumineux et du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA, extrême gauche). L'article précise que « la peine de mort ne s'applique que dans les délits de trahison, en cas de guerre extérieure et de terrorisme, en conformité avec les lois internes et les traités signés par le Pérou ». Les membres de l'Assemblée, dominée par les partisans de M. Fujimori,

avaient obtenu la liberté de vote de leurs partis respectifs. — (AFP.)

SOMALIE

#### Les « casques bleus » pakistanais à nouveau engagés dans de violents combats

De violents combats ont eu lieu, mardi 3 août, au fin de soirée, entre des combattants somaliens et des « casques bleus » pakistanais, dans plusieurs quartiers proches de l'aéroport de Mogadiscio et du rond-point de « Kilomètre 4 ». Aucun bilan n'a été communiqué au terme des accrochages qui ont duré deux heures.

Le même jour, une organisation islamiste, La Voix de l'avant-garde du salut islamique somalien, avait appelé à la « guerre sainte » (djihad) contre les Etats-Unis, dans des tracts distribués dans la sud de Mogadiscio. Cette organisation, inconnue jusqu'alors, serait proche du général Mohamed Farah Aidid.

La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a lancé un appel, mardi, à la communauté internationale, afin de mettre en place un réseau de cinquante cliniques et dispensaires, à l'intention d'un demi-million de Somaliens. La Fédération a basé son appel sur ce fait de 23 millions de dollars, a indiqué à Nairobi son responsable pour l'Afrique, Ibrahim Osman. — (AFP, AP.)

**NOMADE**

49, rue Montagne - 75005 Paris - 46.33.71.71

**MONTAGNES, DÉSERTS**

plus de 100 idées de voyages pour les découvrir



re d'Etat améri  
amener Damas  
es décisions d'ing

ak pourrait être autor  
ir aux Etats-Unis

Le général d'assassin  
qui a reçu du président  
a été reçu dans son p

# POLITIQUE

La réforme du statut de la Banque de France partiellement censurée

## Le Conseil constitutionnel juge prématuré un dessaisissement par le gouvernement de ses compétences monétaires

S'il a déclaré conformes à la Constitution les dispositions générales de la loi relative au statut et à l'organisation de la Banque de France, le Conseil constitutionnel, dans sa séance du mardi 3 août, partiellement censuré deux articles du texte, au motif que le gouvernement ne peut voir amputer ses compétences en matière de définition de la politique monétaire avant que n'entre en vigueur le traité de Maastricht.

Saisi par des sénateurs socialistes et par des députés socialistes, communistes et radicaux de gauche, le Conseil constitutionnel explique que la conformité du texte qui lui a été déféré doit être examinée au « seul regard des dispositions de la Constitution » antérieures à la révision rendue nécessaire par le traité de Maastricht. Il observe que ledit traité du 7 février 1992 n'est pas entré en vigueur, faute d'avoir été ratifié par l'ensemble des pays signataires. Il en conclut donc que ne s'impose pas encore à la France le transfert de compétences nécessaires à l'établissement de l'union économique et monétaire européenne, prévue dans le nouvel article 88-2 de la Constitution issu de la réforme constitutionnelle du 25 juin 1992.

S'appuyant sur les articles 20 et 21 de la Constitution, qui disposent notamment que « le gouvernement définit et conduit la politique

de la nation » et que « le premier ministre dirige l'action du gouvernement », le Conseil estime que « la définition de la politique monétaire est un élément indissociable de la politique économique générale, dont la détermination et la conduite incombent au gouvernement, sous la direction du premier ministre ». Apparaît aux yeux du Conseil que la Banque de France ne peut se voir confier, comme le retient le premier article du texte, la tâche de « définir » la politique monétaire « dans le but d'assurer la stabilité des prix ». Du coup, l'article premier ainsi censuré laisse à la Banque centrale le seul soin de la « mise en œuvre » de la politique monétaire et ce, « dans le cadre de la politique économique générale du gouvernement ».

Le même article premier, dans la version votée par le Parlement, faisait interdire à la Banque de France de « solliciter » ou d'« accepter d'instructions du gouvernement ou de toute personne ». L'article 107 du traité assure en effet que la future banque centrale européenne, tout comme les banques centrales nationales et les membres de leurs organes de décision, « ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des Etats membres, ou de tout autre organisme ». La formulation de cet article a même un caractère redondant puisqu'il ajoute : « Les institutions et organes communautaires ainsi que les gouvernements des Etats membres s'engagent à respecter ce prin-

cipe et à ne pas chercher à influencer les membres des organes de décision de la Banque centrale européenne ou des banques centrales nationales dans l'accomplissement de leur mission ».

### La stabilité des prix

A l'évidence, cette disposition pouvait redonner « l'effectivité » à celle qui la précède. Le Conseil l'a donc supprimée, en notant qu'elle méconnaît la compétence reconnue au gouvernement dans la Constitution existante.

De même, le conseil de la politique monétaire, dont la création est une des innovations du texte, ne peut être, comme le prévoyait l'article 7 de la loi, « chargé de définir la politique monétaire ». Cette mission lui étant retirée, il se contentera de surveiller « l'évolution de la masse monétaire et de ses contreparties ».

Le Conseil considère également que le législateur ne pouvait imposer à la Banque de France d'assurer « la stabilité des prix ». Cet objectif, posé dès l'article premier de la loi, figure dans l'article 3-A du traité sur l'union économique et monétaire européenne.

Ces diverses dispositions du traité faisaient partie de celles dont le Conseil constitutionnel avait décidé, le 9 avril 1992, qu'elles étaient contraires à la Constitution. Cette décision avait alors conduit le gouvernement à soumettre une révision constitutionnelle au Parlement, préalablement à la ratifica-

tion du traité, soumise à référendum le 20 septembre de la même année. Le Conseil constitutionnel ne pouvait, seize mois plus tard, « oublier » qu'il avait relevé la non-conformité à la Constitution d'un dispositif privant le gouvernement de sa compétence en matière monétaire. Cette réduction de compétence ne devait intervenir que dans le processus défini par le traité, il était pour le moins prématuré.

La censure partielle ainsi décidée par les gardiens de la Constitution n'empêche pas la mise en application du reste du texte. Ainsi, la Banque de France peut, indique le Conseil, « être chargée de surveiller l'évolution de la masse monétaire et de ses contreparties » et « des garanties d'indépendance dans l'exercice de leurs fonctions » peuvent être assurées aux membres de son conseil de la politique monétaire. La loi prévoit notamment l'irrévocabilité du gouvernement et des sous-gouverneurs nommés pour une période de six ans. Il ajoute que « les compétences reconnues au gouvernement et au premier ministre (...) n'impliquent pas que le premier ministre et le ministre de l'économie et des finances participent avec voix délibérative aux séances du conseil de la politique monétaire, ni qu'il leur soit interdit de soumettre pour examen à la délibération du conseil toute proposition de décision, à la condition que ces propositions relèvent de la compétence de ce conseil ».

## Précipitation

par Anne Chaussebourg

La coïncidence est trop tentante pour que l'on se refuse une problématique-fiction : dotée du statut que voulait le législateur, la Banque de France aurait-elle évité la tempête monétaire de ces derniers jours ? Une décision différente de celle qui a été prise à Bruxelles, d'élargir les marges de fluctuation des devises du SME, aurait-elle été imaginable ? Le texte de loi ayant été définitivement adopté par l'Assemblée nationale dans la nuit du 8 au 9 juillet dernier, l'indépendance-autonomie de la Banque de France n'en aurait été qu'à ses balbutiements. Il est probable que pas plus le cours des choses que celui des marchés n'en auraient été modifiés. N'avait d'ailleurs guère eu plus d'effet sur la spéculation contre le franc, à l'automne dernier, l'annonce par Pierre Bérégovoy, alors premier ministre, de son souhait d'affranchir l'institution de ses liens avec le gouvernement.

La décision du Conseil constitutionnel de censurer partiellement le texte « relatif au statut de la Banque de France » et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit constitue un mauvais point pour Edouard Balladur et son ministre de l'économie. Ce dernier, Edmond Alphandéry, tout en se félicitant que le Conseil « ait validé dans son ensemble la teneur de la loi », a, dès la sentence connue, mardi 3 août, répliqué que « le gouvernement proposera dès la prochaine session parlementaire d'autoriser la réintroduction, dans le texte de la loi assurant l'autonomie de la Banque de France, des dispositions jugées prématurées par le Conseil constitutionnel, lorsque la loi de Maastricht sera entrée en vigueur ».

### La mise en garde de François Mitterrand

Comment le gouvernement puis-je majorité ont-ils pu croire que le Conseil constitutionnel aurait accepté de se déjuger au regard de ce qu'il avait décrété lors de l'examen du traité de Maastricht, concluant que certaines dispositions de ce dernier étaient contraires à la Constitution, ce qui nécessitait d'adapter la Constitution au contenu dudit traité ? Le traité n'étant pas entré en vigueur, les obligations qu'il contient ne sont pas encore applicables. Il faut donc que la loi, en attendant, respecte la Constitution telle qu'elle est. Autrement dit, l'anticipation dont la nouvelle majorité a fait preuve est condamnée. Elle ne s'est révélée d'aucune utilité dans le contexte monétaire, d'autant que les autorités allemandes savent que le texte voté par le Parlement français était susceptible de quelque rectification.

Le premier ministre n'a jamais

caché qu'il avait fait une erreur pendant la première cohabitation en ne dotant pas la Banque de France d'un statut lui assurant l'autonomie. Ce ramord, il a voulu le réparer dès le début de la deuxième cohabitation, dormant ainsi un gage aux partisans les plus fervents de l'Europe de sa majorité, et profitant d'une sorte d'état de grâce de la part des adversaires de l'union européenne. M. Balladur reconnaît lui-même que cette réforme, premier texte économique et financier de la nouvelle législature, était « une affaire délicate au plan juridique ».

La discrète mise en garde de François Mitterrand devant le conseil des ministres du 10 mai dernier, qui avait approuvé le projet de loi, avait pu l'inciter à un peu plus de prudence. C'était un avertissement somme toute gratuit puisque le président de la République s'était contenté d'un « rappel » : la loi « pourrait être mise en cause s'il n'était pas conforme à la Constitution telle qu'elle a été révisée pour tenir compte du traité de Maastricht sur l'Union économique et monétaire et de la décision rendue le 9 avril 1992 par le Conseil constitutionnel ».

Le premier ministre aurait pu, sans paraître se soumettre à une injonction aussi sobre que peu polémique, ne pas forcer le train de la discussion parlementaire, ne serait-ce qu'en ne l'insérant pas à l'ordre du jour de la session extraordinaire. Une telle lecture calculée lui aurait permis, tout en manifestant sa fidélité aux engagements de la plate-forme électorale RPR-UDF, d'entendre sereinement que la mise en vigueur des dispositions de Maastricht soit affectée, c'est-à-dire que tous les instruments de ratification soient déposés. Or il s'agit d'une question de temps pour l'Allemagne, où le Cour constitutionnel de Karlsruhe doit examiner plusieurs recours avant que la Bundesrat ne donne un feu vert définitif.

### Les comptes de campagne de cinq députés sont rejetés par la Commission nationale

La Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques a rejeté, mardi 3 août, les comptes de campagne de cinq députés élus le 28 mars dernier. Il s'agit de Bertrand Cousin (RPR, Finistère), Jack Lang (PS, Loiret-Cher), Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF, Paris), Pierre Rinaldi (RPR, Alpes-de-Haute-Provence) et Bernard Tapie (RL, Bouches-du-Rhône). Il appartiendra cependant au Conseil constitutionnel, seul juge en la matière, de se prononcer sur la validité des cinq élections, vraisemblablement au début du mois de septembre.

M. Rinaldi et M. Lang se sont refusés à tout commentaire, préférant s'en remettre à la décision du Conseil constitutionnel. Dans le cas de M. Lang, la décision de la commission pourrait s'expliquer par un dépassement du plafond autorisé (500 000 F) après l'intégration d'un sondage électoral. Selon l'attaché parlementaire de Bernard Tapie, le rejet du compte de campagne du député des Bouches-du-Rhône s'expliquerait également par un dépassement de 10 000 F ou 12 000 F, dû à l'intégration d'un sondage « commandé et payé par la PS, et non par Bernard Tapie, et réalisé bien avant les élections » dans les comptes du président de l'OM.

C'est encore l'intégration d'un sondage, ajoutée aux dépenses de promotion commerciale d'un livre, et l'intégration des dépenses du suppléant (qu'il conteste), et entraînant un dépassement de plafond, qui expliqueraient le rejet du compte de M. Cousin. Dans la Figure datée du 4 août, le député du Finistère, par ailleurs directeur général adjoint du quotidien, fait remarquer que plusieurs dizaines de députés sont dans la même situation et estime que la commission l'a traité en « cobaye ».

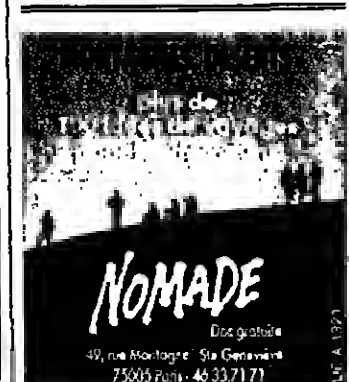
## « Le rituel SS de la nouvelle droite »

Bruno Racouchot nous a adressé, après la publication dans le Monde du 3 juillet, d'un article intitulé « Le rituel SS de la nouvelle droite » la lettre suivante :

Le refus éhéméristement l'amalgame auquel vous procédez en me faisant apparaître dans l'article : « Le rituel SS de la nouvelle droite ». Votre démonstration ne repose sur rien d'autre que ma participation à une manifestation littéraire. Permettez-moi de dissiper tout malentendu.

Exclusivement culturels, le colloque consacré à l'écrivain Saint-Loup, qui devait se tenir en avril 1991 à Paris et qui fut victime d'une agression d'une violence inouïe, aussi bien que le livre *Rencontres avec Saint-Loup* publié à cette occasion, recueil de contributions émanant de personnalités d'horizons différents, n'eurent jamais une quelconque vocation ou coloration « nostalgique » ou politique. Ils consistaient à faire connaître l'œuvre littéraire d'un homme qui a publié une trentaine d'ouvrages dans les plus grandes maisons d'édition et a marqué de peu le prix Goncourt en 1953. Il est donc inexact de le présenter comme un hommage à « l'un des idéologues des SS français », même si l'engagement de cet écrivain lors de la dernière guerre mondiale peut légitimement susciter des controverses.

Saint-Loup ayant été un farouche défenseur du régionalisme, va-t-on m'accuser d'être un suppôt des terroristes basques ou bretons ? Saint-Loup ayant introduit la pratique de la moto enduro en France dès 1928, allez-vous voir en tout amateur de deux-roues un adepte du national-socialisme ? Saint-Loup, ancien socialiste, ayant été chargé de mission pour les Auberges de jeunesse sous le gouvernement socialiste du Front populaire, doit-on en déduire que ceux qui ont en poche leur carte des Auberges de jeunesse sont secrètement fasciés par les SS ? Evidemment non.



Grand voyageur, motoriste et passionné de motogame, je devais prononcer une conférence sur le thème : « Voyages, moto et motogame : la jeunesse et l'œuvre de Saint-Loup ». Corrélativement à cette intervention, j'ai signé, dans l'ouvrage que vous évoquez, un chapitre intitulé : « Méditations sud-américaines ». Il s'agissait d'évoquer poétiquement l'esprit d'un jeune homme qui partait à la découverte du continent sud-américain sur les traces de Saint-Loup. Les phrases que vous citez dans votre article ne sont aucunement de moi, mais de Saint-Loup. Me les attribuer serait totalement de leur contexte et pour le moins incoordonné. Rien ne vous autorise à soupçonner que je puisse me poser en « héritier » inconditionnel de l'écrivain. Cette erreur d'appréciation peut entraîner pour vos lec-

teurs de graves confusions ou de tristes méprises, qu'il vous aurait été loisible d'éviter si vous aviez pu le soigner d'entrer en contact avec moi à fins de vérifications. De plus, je tiens à préciser que c'est en mon nom personnel et non en tant que responsable politique, que j'ai voulu apporter ma contribution à l'œuvre de Saint-Loup, comme je l'ai déjà fait et continuerai de le faire pour tout écrivain de qualité, de gauche ou de droite. Mon amour de la littérature ne coïncide pas d'exclusivité. Je me tiens d'ailleurs à votre disposition pour publier dans les colonnes de votre quotidien un article qui fera découvrir à vos lecteurs l'œuvre de Saint-Loup, afin de leur permettre de juger de toute objectivité et en toute sérénité.

TOULON EVENEMENT

DU 4 AU 9 AOUT 1993

Il était une fois Toulon...

Plages du Mourillon à 22h

Spectacle gratuit

Avec Richard Bohringer

Mise en scène : Daniel MESINI

Texte : Jacques KERMOAL

France Télécom

EDF

GDF

STB

WAP

TULON

Le Monde  
DES LIVRES

مكتبة الشرق



## ENQUÊTE

## Les aventuriers de la générosité

## II. — Mousquetaires au travail

Face à la fragilité des situations et à la multiplication des urgences dans le contexte de récession (le Monde du 4 août), des professionnels inventent de nouvelles parades, rompant ainsi avec le grisé de leur métier souvent peu valorisé. Le deuxième volet de notre enquête les suit sur leur terrain.

Comment ignorer ces misères qui ne touchent pas le porte-monnaie mais brisent, sans plus de pitié, la dignité? La honte s'ajoute à la souffrance, on n'ose les avouer... Dans une bourgade du nord de l'Isère, l'instituteur se doutait qu'il y avait anguille sous roche. A treize ans, l'écolière s'enferme dans un étrange mutisme. L'assistante sociale la vit arriver, un soir, après la classe, pour se confier. Le drame à huis clos se jouait depuis des années. Le père, travailleur respecté, triportait régulièrement sa fille. Sa femme détournait le regard. Mais quand le père commença ses attachements sur la petite sœur de huit ans, l'ainée, pour la protéger, rompit le secret.

L'instituteur et l'assistante sociale furent désorientés. Ils voulaient aider l'enfant. Mais que faire? Ils finirent par téléphoner à la permanence de Grasmmin, une association dont on commençait à parler dans le nord de l'Isère et qui fait fonction de « conseil et de médiation en cas d'abus sexuels et de maltraitance » (1). C'est ainsi que la gamine, accompagnée de l'assistante, se rendit à un premier rendez-vous, au siège de l'association, dans la ville nouvelle de l'Isère-d'Aube. « Vous savez, un enfant, ça ne raconte pas toujours l'histoire qu'il a vécue », affirmait le fondateur. L'évidence ne s'impose guère. Récit d'inceste? On minimise, mettant en doute la parole de la petite. « Provocatrice », voire « consentante ». La croit-on? Dans d'autres crimes, les parents se portent partie civile pour leur mineur victime. Mais quand ce sont eux, les auteurs de sévices, qui représentent l'enfant? Contre ce vide juridique, Grasmmin s'est mobilisée. Elle a multiplié, avec d'autres, les pressions sur les pouvoirs publics. Depuis trois ans, le code de procédure pénale prévoit la désignation par le juge d'un « administrateur ad hoc », titulaire de l'autorité parentale, qui se constitue partie civile au nom de l'enfant victime.

Geneviève F., titulaire d'une maîtrise de droit privé et mère de deux filles, a été désignée pour l'écolière de treize ans. Cette dernière a dû partir en foyer. Elle subit toujours les pressions du reste de la famille. Le père mis en prison n'a plus apporté de paye. La fille coupable? « Mais alors, on ne na pas me croire? », a rétorqué, paniquée, l'adolescente à qui Geneviève F. expliquait la procédure de la confrontation, pour mieux la préparer.

En un an d'activité, M<sup>me</sup> F. a hérité de huit dossiers de ce type. L'inceste n'épargne aucune classe sociale. L'an passé, le cour d'assises de l'Isère a jugé cinq cas de viols « intrafamiliaux », parmi les

dix affaires qui lui étaient soumises. L'administratrice perçoit une indemnité. C'est bien la seule, à Grasmmin, où tous sont bénévoles. La Fondation de France subventionne partiellement l'association, comme elle le fait pour des centaines d'autres « initiatives innovantes ». Les bénévoles sont enseignants, conseillers conjugaux, assistantes sociales ou infirmières.

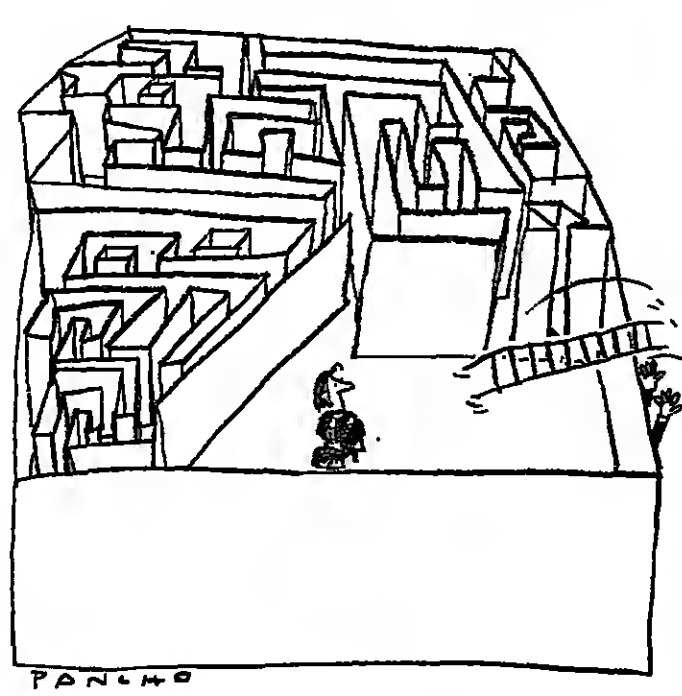
Isolés, souffrant parfois d'exercer un métier de plus en plus dévalorisé, las de jouer les don Quichottes face à des malheurs poignants, un beau jour ils ont, comme le dit l'un d'eux, « tout mis sur la table ». C'était il y a trois ans. Plutôt que de « se mettre en congé pour déprime », ils ont fondé un réseau très professionnel. De plus en plus sollicités, ils ont ouvert des permanences dans d'autres communes et dans des écoles, assurant des formations à la demande, et pratiquant systématiquement l'étude de cas. Pour eux, Grasmmin est devenue plus qu'une raison de vivre : un lieu de recherche, une militance nouvelle. Ils sont débordés, et en sont « très heureux ».

## Les Pieds-Nickelés des Hauts-de-Seine

Genevilliers « la Rouge », associative de tradition, soupçonnée ces temps-ci d'être « une capitale de la dope », a étendu les filets de ses réseaux de Colombes à Clichy, de Nanterre à Asnières dans la banlieue nord-ouest de Paris. A cette échelle, c'est quasiment de la subversion!

« Le sida est un révélateur. Il rend ou moins les médecins plus intelligents. Il est devenu proche. Des familles à sida existent, avec des bébés. Nous avons dû passer à la vitesse supérieure », résume sur un débit rapide Dominique Bobilly, généraliste de quartier depuis quinze ans. Au cabinet médical, qu'elle tient avec deux autres confrères, « on voit maintenant venir consulter des gens qui ont fait ». Sans compter des adolescents mal dans leur peau que « l'on fait passer pour quinze ans dans des sous-couvert de stage ». Enfin, ceux qui viennent de perdre leur toit : « Alors, c'est la chute libre. Les expulsions se multiplient ces temps-ci ». Le menu des consultations est copieux. Et la journée courte, pour trouver une solution. Une fois, la Croix-Rouge assurera l'hébergement. Une autre, les Restos du cœur donneront à manger.

Et, pour éviter à tel gringalet de trente ans de « plonger dans l'héroïne », rendez-vous est pris pour une consultation spécialisée à l'Asiat, dont les bureaux sont ouverts à la cité du Luth (lire l'en-



cadre ci-dessous). La permanence de Médecins du monde à l'agence de la rue de la République, fondée en 1975. Elles étaient également membres des Amoureux de la santé, association des patients du cabinet médical évoqué plus haut. Bien avant d'autres, celle-ci chercha à réduire la consommation de médicaments, le tabagisme et l'alcoolisme. Elle a disparu comme d'autres emportées par le vent de l'histoire, ou plus prosaïquement fermées, faute de combattants et de gestionnaires. Les temps ont changé. Les Pieds-Nickelés ont réouvert de leur ardent créatif.

grisonnants, sont toujours les locomotives de la maison des femmes. fondée en 1975. Elles étaient également membres des Amoureux de la santé, association des patients du cabinet médical évoqué plus haut. Bien avant d'autres, celle-ci chercha à réduire la consommation de médicaments, le tabagisme et l'alcoolisme. Elle a disparu comme d'autres emportées par le vent de l'histoire, ou plus prosaïquement fermées, faute de combattants et de gestionnaires. Les temps ont changé. Les Pieds-Nickelés ont réouvert de leur ardent créatif.

L'originalité de ce réseau associatif, ce qui en fait la force, c'est que ses membres se fréquentent depuis longtemps. Tels les Pieds-Nickelés, qui se firent connaître par leurs premières aventures dans les années 70. Des femmes et une poignée de médecins ouvrirent alors le premier centre d'insertion volontaire de grosseur de France, dès l'adoption de la loi Veil, à l'hôpital Louis-Mourier de Colombes. Ces derniers mois, ce centre pitoir a fait une grave rupture pour obtenir le maintien des subventions nécessaires à son fonctionnement.

Genette et Christiane, cheveux

admissions. Puisqu'on connaît les âmes charitables qui les envoient, et qu'on sait bien que « sans carte de Sécu »...

« Au fur et à mesure qu'apparaissent les besoins, des structures se créent. Mais cela ne va pas assez vite », regrette le docteur Bobilly, toujours essouffé. Sans gros budget, pas de miracle. Il faut des journées de démarches pour grappiller un sou. Il a fallu trois ans à ce généraliste et son équipe pour que l'AP accepte de tester leur projet de seringue autorétractable. Un seul usage et elle est inutilisable. Ainsi la prévention du sida est-elle un atout de plus. L'équipe a travaillé bénévolement sur ce projet et s'entend pas monter sa PME. « C'est à l'Assistance publique de prendre ses responsabilités ».

A Genevilliers, installer des distributeurs de seringues dans les points chauds de la ville fait déjà quasiment l'unanimité. Mais ce n'est pas encore fait. Les pharmaciens le souhaitent, plutôt que de voir débarquer des toxicomanes à tout instant de la journée. Extraordinaire un billet d'une grosse liasse pour acheter une seringue ordinaire de 5 F. « Ils donnent le stress aux autres clients qui attendent patiemment leur tour ». Les pharmaciens ont confirmé leur position, lors d'une large réunion. Un commissaire de police, invité également, et tout aussi conscient des dangers du sida, proposa d'installer un distri-

buteur de seringues autorétractables en face du commissariat...

Choix tactique. A Genevilliers, la prévention menée depuis des années a porté ses fruits, comme le confirme une récente enquête de l'INSERM. La ville tente d'éviter que ne se développe une autre forme de réponse à la violence de la récession : cette autre violence qui tente des jeunes en bande. Dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, il y a quelques mois, des adolescents cassèrent les vitres d'un commissariat où venait d'être tué un de leurs copains. Indignés, exaspérés de voir que « ni la police ni la justice ne les traitent à égalité avec les « bourgeois », ils revinrent plusieurs fois à la charge.

Comme le chante le rappeur noir américain Chuck D., apprécié des banlieues comme Genevilliers, « ceux qui ne sont pas mêlés à la guerre ne devraient pas commenter la bataille ».

DANIELLE ROUARD

(1) Grasmmin signifie : Guidance-recherche sur les abus sexuels, médiation dans la maltraitance Isère nord, Centre Simone-Signoret, BP 3, 38090 Villefontaine.

Prochain article : Repli sur l'Hexagone?

## Flonflons

Musiciens, stylistes et ébénistes, maîtres queux et acrobates défilent pour la joyeuse parade de l'astuce généreuse. « C'est à musique qui va sauver le monde », scandent, sur les trottoirs de Moscou, le 1<sup>er</sup> mai, en pleine cérémonie officielle, les jeunes gens de Depeche Mode. Ce groupe britannique leur donne l'élan, que le chômage et la queue pour le pain leur coupent quotidiennement. Le 16 mai, Jeanne Moreau prête son talent à la Croix-Rouge qui quête cette fois-ci pour la France. Quelques jours plus tard, Liz Taylor, sous le soleil du Festival de Cannes, affiche complet au banquet en faveur de la recherche contre le sida. 13 000 F le couvert! En juin, au New Morning à Paris, l'association humanitaire Handicap international organise un concert. Après celui d'Amnesty International au Zénith avec Jacques Higelin et Manu Dibango. Etc. Demandez le programme...

Dans cette parade, le gros des troupes s'attelle à des ini-

tiatives qui durent bien plus que le flash d'un soir. A Alès, dans le Gard, l'école de cirque O'Sato donne des cours à long terme d'année à des centaines de collégiens, des dizaines de villageois venus des environs. C'est un passeport, pas cher, pour l'aventure généreuse des gens du voyage. Ganges, dans l'Hérault, honore un héros, décédé depuis peu, en baptisant une place de son nom : le Grand Louis, charpentier-ébéniste, compagne du tour de France et ancien résistant, reste le chantre de la solidarité franc-maçonne en pays cévenol. A Paris, Agnès B., styliste, vend des tee-shirts dans ses boutiques au profit des mal-logés. A l'antenne de France-inter, elle s'en réjouit. « Ces gens envient un magasin font une œuvre humanitaire. Ils s'impliquent, c'est normal, indispensable. J'aime l'abbé Pierre. Il est super-important. Il n'y a presque que lui qui soit digne de respect ».

O. R.

## Trésor de guerre

Genevilliers. L'Asiat, antenne thérapeutique pour toxicomanes, reçoit sur rendez-vous. L'héroïne dévance l'alcool pour oublier la désespérance. « Ici, les gens viennent se faire accompagner et soigner, c'est notre honneur », Alain Ephrem, directeur, quarante-deux ans, annonce la couleur. « Quelle souffrance accueille! La nécessité est fréquente de prescrire, voire d'hospitaliser. Sans aucune honte : ces gens souffrent. Entre confrères, on s'épaula. » Il s'agit de faire de la prévention, et « d'éviter que les toxicos soient exclus ».

Dans le paisible salon d'attente, une vingtaine de clients passent en moyenne chaque après-midi. Souvent jeunes, toujours émeigris parce qu'ils piquent du nez selon leur expression, ils viennent consulter le psychiatre, le médecin généraliste ou l'assistante sociale. L'Asiat, en trois ans, a aidé 520 personnes habitant dans un rayon de 5 kilomètres autour du quartier du Luth. Désormais, un nouveau client sur deux est séropositif. La prévention passe aussi par l'hébergement. En dépit de quelque battage, sur ce terrain, c'est quasiment le désert. Un toxicomane pard très vite son travail puis son logement. S'il est sidéen, le parcours s'accroît. L'équipe de l'Asiat se démène pour trouver une solution. « Les

loger, c'est arrêter la chute. Les sévères à l'hôtel coûtent moins cher qu'à l'hôpital. Nous avons parfois de beaux résultats ».

L'habile directeur a su constituer un « bon trésor de guerre ». Chaque année, diverses administrations versent des subventions, qui permettent de payer quatre salariés. Le cinquième emploi est autofinancé par l'Asiat. Celle-ci gère un fonds de 100 000 F. Si l'Etat paie avec retard, l'association dispose ainsi de sa propre trésorerie, pour faire face aux urgences. Elle signe des chèques à une quinzaine d'hôteliers, « rouchés » par ces gosses en difficulté qui pourraient être leurs enfants. L'Asiat dispose de quatre chambres au foyer de jeunes travailleurs voisins. Tout récemment, elle a passé contrat avec un réseau de « familles d'accueil ».

Alain Ephrem pique une colère : « La souffrance diffuse partout, métastasant tout le corps social. Et l'on persiste à faire porter toute la misère sur la population qui s'inroque, comme s'il existait, ce consensus dans la société! L'inhibition des hommes politiques est désastreuse ».

O. R.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises.  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde  
PUBLICITE  
Président directeur général :  
Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction :  
Jacques Guin  
Isabelle Tsafir  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc. MONDPUB 634 128 F  
Téléfax : 46-62-96-73 - Société Risque  
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composées 36-15 - Tappez LEMONDE  
Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Gumbourg  
94552 IVRY-CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57-437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

## ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
• LE MONDE • L'ESP • périodique publié tous les 5 jours par la SARL Le Monde, 1, place Hubert-Beuve-Méry  
94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. U.S. and additional mailing offices.  
POSTMASTER: Send address changes in U.S. and Canada to LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France.  
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 2013 USA  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

301 MON 01 PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les ans, propres et complètes d'impression,

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppart  
directeur de la rédaction  
Jacques Guin  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(responsable du directeur de la rédaction)  
Thomas Ferrazzi  
Bertrand Le Gendre  
Jacques-François Simon  
Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)  
Jacques Fauriol (1959-1962)  
André Laurens (1962-1966)  
André Fontaine (1966-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10



## ARTS • SPECTACLES

UNE RENCONTRE AVEC UN PIANISTE AU LONG COURS

## Vlado Perlemuter, l'éventeur de secrets

Il y a quelques semaines, le pianiste Vlado Perlemuter fêtait son quatre-vingt-neuvième anniversaire et décidait de faire ses adieux à la scène. A Genève, une ville dans laquelle il avait fait ses grands débuts professionnels à l'âge de dix-sept ans dans la salle du Victoria Hall. Soixante-dix ans d'une carrière qui l'aura conduit en Amérique du Nord, en Australie, en Europe ou encore au Japon.

Vlado PERLEMUTER est un cas dans le piano français. Admiré comme interprète de Ravel dont il fut l'un des premiers pianistes à jouer l'intégrale de la musique pour piano et récital, vénéré dans Chopin, il a également lié son sort d'artiste à la musique de Debussy, Fauré, Schumann et, plus rare parmi les pianistes français de sa génération, à l'œuvre de Beethoven. Il a enregistré les sonates de Mozart, il y a quarante ans. Vraisemblablement la meilleure intégrale d'œuvres plutôt mal servies par le disque.

À la fin des années 70, Vlado Perlemuter a signé un contrat d'enregistrement avec la firme britannique Nimbus. A un âge où beaucoup de ses confrères ralentissent peu à peu leurs activités, Vlado Perlemuter a retrouvé une seconde jeunesse devant les micros de « ce petit éditeur ». Quelques années auparavant, Sir William Glock, le patron des « Young Musicians » de la BBC, l'avait invité à enregistrer la quasi-totalité de la musique de Chopin en studio. Ces interprétations ont été diffusées sur les antennes britanniques. Elève d'Arthur Schnabel, artisan de la nomination de Pierre Boulez à la direction de l'Orchestre symphonique de la BBC, William Glock affirmait que Perlemuter était à Chopin ce que Schnabel était à Beethoven.

Si Vlado Perlemuter s'est soudain senti pousser des ailes sur le tard, c'est qu'il a quitté, en 1977, sa classe du Conservatoire de Paris. Délivré de cette charge, qu'il a toujours prise au sérieux, il a pu, enfin, peiner un peu à lui-même. Ces jours-ci, Nimbus lui rend hommage en publiant un coffret qui rassemble toutes ses interprétations de Chopin et un ultime disque regroupant quelques-unes des plus belles mazurkas du compositeur franco-polonais. L'occasion de ren-

dre visite à un musicien admirable, connu pour son peu de goût pour la publicité et les interviews.

« Nous sommes bien d'accord, nous ne faisons pas d'interviews ! Faites un portrait de moi si vous le voulez, mais pas d'interview. » Voilà pour le portrait. Dans sa classe du Conservatoire, à l'école Menhin de Londres et chez lui, Vlado Perlemuter — ses élèves l'appelaient affectueusement « Vlado Pourlemuter » — a formé quelques-uns des pianistes dont on parle aujourd'hui : Jean-François Heisser, Christa Zacharias, Mirela Dalbert, Gislène Magnan, François Kerdouff, Michael Levinas figurent, entre autres, au rang de ses disciples. D'autres, en revanche, n'ont pas gardé un trop bon souvenir de leur passage chez lui. Sévère et insouciant, Perlemuter pouvait être au plus beau point.

Ceux qui ont résisté ont réussi. Ils lui témoignent une affection d'autant plus vive qu'il s'est toujours soumis au jeu de la vérité. « Lorsque j'ai remporté le prix Diemen, qui était ouvert aux Premiers Prix du Conservatoire obtenus les dix années précédentes, Gabriel Fauré, qui était encore directeur de l'établissement, m'a dit que j'avais été distingué de préférence à Jeanne-Marie Darré, car Paul Dukas, qui était membre du jury, avait préféré mon interprétation. Après avoir gagné ce prix prestigieux, je me suis donc présenté chez Dukas. Je me hasarde à lui dire ce que Fauré m'avait dit. Dukas me répond : « C'est vous qui avez le moins mal joué. » Dur pour un garçon de seize ans ! »

Perlemuter n'a jamais oublié. Que ceux qui l'ont entendu, après un récital, déclarent qu'il était content de lui se fassent connaître. Ce pianiste est un vrai modeste, un perfectionniste qui a volontairement laissé de côté tout un pan du répertoire pour se concentrer sur des œuvres dont il a percé les secrets. A-t-il des regrets ? Un jour de confiance, il avoue être triste de ne pas avoir davantage joué Brahms, la Sonate de Berg et certaines pièces de Schoenberg. Son goût pour la musique moderne s'est manifesté très tôt. Tout jeune, Perlemuter fréquentait Fauré : « Il était déjà très âgé et je m'arrangeais pour perdre lorsque nous jouions aux échecs. » Un compositeur qu'il joue comme Yvonne Lefebure, en grand, avec passion et une sonorité qui vient du fond du piano. Perlemuter a aussi joué Prokofiev. Il a même été le premier qui joua son Troisième Concerto, peu après sa création par le compositeur : « Alfred Cortot devait



Vlado Perlemuter chez lui, en 1992 : les ombres de Gabriel Fauré, d'Alfred Cortot, d'Yvonne Lefebure...

diriger l'orchestre, mais Horowitz est arrivé à Paris et il a préféré l'accompagner, très mal d'ailleurs, dans le Deuxième Concerto de Brahms. Horowitz était assez mécontent. Il n'aimait pas Cortot.

Cortot, le maître admiré et détesté : « Cette salopette de ministre aux affaires juives du gouvernement de Vichy, avait eu la gentillesse de me mettre sur la liste des intellectuels juifs à arrêter. Cortot était le délégué à la musique du gouvernement de Vichy et il n'a rien fait pour moi. La Gestapo était à ma recherche. J'y ai eu quelque temps de répit. Par chance, ma carte d'identité avait été renouvelée avant que les juifs ne soient pourchassés, et comme je ne m'appelle ni Levy ni Dreyfus j'ai pu passer un temps à travers les roches. Mais j'ai crevé de faim en zone libre, car je n'avais pas de carte de ravitaillement. J'ai finalement pu passer en Suisse, où j'ai été mis dans un camp de réfugiés. Je suis tombé malade et j'ai passé quelques mois dans un sanatorium où la seconde femme de Cortot était également soignée. La guerre était finie. Elle m'a dit que Cortot voulait me revoir. Il avait rendu son hôtel particulier parisien et s'était installé à Lausanne. Lui qui ne m'avait jamais tutoyé avant, m'a accueilli par un : « Vlado ! tu as été un héros ! » Moi, un héros ! j'avais seulement essayé de sauver ma peau.

Evidemment, je lui ai demandé pourquoi il avait eu une telle attitude pendant la guerre. Il m'a répondu de façon sibylline : « Mes amis ne m'ont pas prévenu. » Clara Haskil, qui était juive et avait été l'élève de Cortot elle aussi, et qui avait tellement souffert, m'a dit : « Et tu ne lui as pas cassé la gueule ? » Clara ne m'a jamais pardonné cette visite. Clarendon a écrit un livre pour réhabiliter Cortot. Et pour moi Cortot voulait être le Gardeur de la musique en France. Il y a quelques années, à la demande de son fils, j'ai donné un récital pour le centième anniversaire de sa naissance. J'ai très mal joué. Je ne joue

jamais bien dans ce genre de circonstance. »

Malgré le drame qui les a éloignés, Perlemuter admire le pianiste Cortot. Il se souvient de son enseignement, de son toucher magique et de son imagination débordante au clavier. Mais les confidences qu'il a le plus marquées restent Wilhelm Backhaus et Serge Rachmaninov. Il en admire d'autres évidemment. Horowitz, par exemple, et le légendaire Busoni qu'il a entendu deux fois en public. Perlemuter n'a jamais manqué les récitals de Beethoven donnés par Backhaus à Paris. Une fois, il est allé l'écouter dans les Variations Diabelli en compagnie d'Yvonne Lefebure. L'un des regrets de Perlemuter est de n'avoir pu fréquenter davantage cette pianiste. Trop excessive et trop immodeste pour lui. En sortant de ce fameux récital de Beethoven, Perlemuter lui dit son admiration pour l'interprétation sensationnelle qu'ils viennent d'entendre : « Comment, mon p'tit Vlado, vous ne connaissez pas mon disque ? »

Incorrigible Lefebure. Comme lui, elle avait été élève de Cortot : « En vérité Vlado, les vrais élèves de Cortot, c'est nous : moi... et vous ! » Elle avait pardonné à Cortot son engagement pour le gouvernement de Vichy, ses cogercs en Allemagne avec Furtwängler. Elle avait pourtant été résistante, et son mari, Fred Goldbeck, pourchassé. Son caractère difficile avait du bon parfois. Perlemuter se souvient que, membre du jury d'un concours de l'Ecole normale, elle est partie en claquant la porte, car Cortot venait d'affirmer que les femmes étaient incapables de jouer les dernières sonates de Beethoven. Dire cela à une femme dont le slogan artistique était : « Beethoven ? C'est mon homme ! »

En vieillissant Cortot était devenu dur et excessivement sévère avec ses confrères et avec ses élèves, qu'il lui arrivait de maltraiter en public. N'aurait-il pas été l'inspirateur de la chute parisienne d'Horowitz lors de son retour à Paris au début des années 50 ?

« Peut-être suis-je moi-même devenu trop sévère avec l'âge ? Il m'arrive de perdre patience. » Les « vieux » pianistes accusent souvent les plus jeunes de jouer trop vite. Vlado Perlemuter ne déroge pas à la règle, mais ne se reprend pas : « Comme d'habitude, je dis cela, mais c'est peut-être que je ne peux plus jouer aussi vite qu'avant... » Perlemuter aurait pu être jaloux des succès remportés par certains pianistes plus en vue. Il l'a été et l'a avoué : « J'ai été jaloux de Richter lorsqu'il a joué l'intégrale du Clavier bien tempéré en deux récitals, à Paris. Comment a-t-il pu jouer cette somme par cœur et aussi bien ? » On le serait à moins. Cette jalousie-là, c'est de l'admiration.

Bien que sa carrière lui ait fait visiter de nombreux pays, bien qu'elle lui ait attiré la franche admiration de collègues illustres, Vlado Perlemuter doit au disque sa gloire tardive — en France, car les Britanniques en ont fait l'un de leurs héros depuis longtemps. Il n'en tire aucune vanité et s'ennuie même que tant de jeunes pianistes viennent encore le voir, et de si loin : « J'attends une jeune Japonaise qui vient spécialement de Tokyo pour prendre une leçon. Quelle drôle d'idée, faire ce voyage pour me voir. Je donne trop de cours. Je suis fatigué. Je devrais faire comme les dentistes, me lever quand c'est fini et rendre la nuit. Au lieu de cela, les cours débordent. Je me laisse prendre, et je perds le notion du temps. Je n'arrive même plus à travailler pour moi. Regardez, sur mon piano, j'ai le Clavier bien tempéré de Bach, dans une édition Urtext, bien sûr. Eh bien, voilà trois mois que je tourne en rond dans un prélude et fugue. Il n'y a rien à faire, je change tout le temps de doigté et je n'arrive pas à m'en sortir. J'espère que je ne perds pas la boule. »

Ah ! le piano de Perlemuter, pendant longtemps il a joué sur un Pleyel, dédaignant le Steinway qui lui fait face dans son grand salon. Et voilà qu'il s'est enfin décidé à travailler sur son piano allemand. Une vraie ruine, ce Pleyel. Fati-

gué, sa mécanique claquait. Entaillé par ses ongles, le couvercle du clavier était dévissé depuis longtemps. Usés jusqu'au bois, les marteaux cognaient directement sur les cordes. Quelconque jouait dessus ne pouvait rien en sortir. Mais Perlemuter aimait son vieux copain : « Je lui parle parfois, je le caresse et je lui donne des gâtes, nous nous battons durablement. » Mais il a rendu l'âme, la table d'harmonie s'est fendue et il est devenu impossible de l'accorder.

Pour un homme si âgé et si éprouvé par la vie, Vlado Perlemuter étonne par sa force de caractère, son refus du mensonge et sa détermination à vouloir transmettre ce qu'il sait. Il y a cependant des œuvres qu'il ne veut plus enseigner, les mazurkas — « Trop intime, trop personnelle » — et la Barcarolle de Chopin. Vlado Perlemuter se lève, se plante debout devant son Steinway et joue, sans pédale, la première phrase du chef-d'œuvre de Chopin. Un son comme celui-là est un mystère impossible à enseigner, en effet. Le vénérable maître sait-il même comment il l'obtient ? La sonorité d'un pianiste, c'est comme le timbre de sa voix, il naît avec.

ALAIN LOMPECH

(1) Antoine Goléa a raconté dans ses souvenirs la visite qu'il fit à Cortot pour lui demander qu'il aide Perlemuter, et le refus de ce dernier. Ces Mémoires, intitulés Je suis un violoniste rate, ont été réédités avec une postface de Jérôme Spyck, sous le titre de Et après, par les Editions Belfond.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

DES LIVRES

## Flonflons

Repli sur l'Hexagone

ADMINISTRATION  
PLACE ROBERT BRUNIER  
92000 NANTERRE  
Tél. 01 47 35 26 25  
Fax 01 47 35 26 26

25 99

## ONNEMENTS

Plus de 1000 titres en stock  
Livraison gratuite en France  
et en Europe

## D'ABONNEMENT

Durée choisie : 6 mois

Préciser

Code postal

Pays

در کمال لطف



## ARTS

## PEINTURES FLAMANDES A METZ ET A DIJON

## De la libre circulation des tableaux

Deux musées français célèbrent la peinture flamande des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Deux manières incompatibles d'envisager l'art de l'exposition.

EST-CE en souvenir de la Lotharinge, du temps lointain où Flandres, Lorraine et Bourgogne appartenaient au même et étrange royaume ? Les peintres d'Anvers, de Malines et d'Utrecht sont à Metz et à Dijon. Ils sont venus en grand nombre, en rangs serrés afin de rassembler que vers 1600, et encore un demi-siècle plus tard, le sort de la peinture ne se jouait pas seulement à Rome, à Bologne ou à Paris, mais encore, malgré les guerres, sur les rives de la Meuse et celles de l'Escaut. Sous la conduite de Rubens, leur prince, leur patron, ils étaient les maîtres. Leurs ateliers, ces entreprises familiales, ne cessaient de recevoir des commandes. Les églises, les couvents, les nobles et les marchands les sollicitaient. Les tableaux circulaient et se multipliaient. Art et commerce ne faisaient pas mauvais ménage.

Deux expositions en témoignent. Elles traitent des mêmes artistes et des mêmes écoles, quoique la dijonnaise veuille tenir embrassée à la fois la peinture flamande et la hollandaise, durant la même période — dernières décennies du XVI<sup>e</sup> siècle, XVII<sup>e</sup> siècle tout entier. Elles ont encore en commun de porter des titres lyriques et prometteurs. « Réalité magnétique » en Lorraine, « Âge d'or » en Bourgogne. Et néanmoins, elles sont fort dissemblables, si opposées dans leur présentation et leur esprit qu'elles pourraient passer pour les symboles de deux manières incompatibles de concevoir une exposition. Pour dire les choses nettement, l'une compense par l'originalité de l'idée la faiblesse des moyens, et l'autre masque sous l'abondance des moyens la mineur de l'idée.

A Metz, un peu plus de quatre-vingts tableaux et une quarantaine de dessins sont accrochés sans artifices, selon une répartition par genres, tableaux religieux, natures mortes, paysages, scènes de genre. Quelques-uns appartenant au fonds messin, les autres ont été

prêtés par des musées et des collectionneurs privés belges. Pour leur faire de la place dans les salles sans grand charme du musée, il a fallu ranger en réserve une fraction des collections permanentes — voilà tout. A Dijon, quarante toiles venues du Musée de l'Ermitage de Saint-Petersbourg sont accrochées sur des murs fraîchement peints en bleu-vert turquoise et en rouge sang-de-bœuf. Il y a des affiches partout en ville et, dans les salles d'exposition, un « point d'information interactif » — interactif, rien de moins. Il ne manque ni les programmes vidéo, obligeamment fournis par l'Ermitage, ni les affiches. Comment pourrait-on du reste léziner sur le luxe, quand il s'agit d'une « sélection exceptionnelle » tirée des acquisitions de Catherine II, « personnalité fascinante » dont la « fulgurante politique » a permis de rassembler une « collection unique » — ainsi parle le catalogue, qui ne déteste pas les adjectifs.

Que voit-on donc, que sont ces quarante merveilles incomparables ? Des toiles de qualité fort inégale, quelques-unes même assez médiocres, peintures « de série » exécutées pour satisfaire la demande commerciale en paysages bucoliques, vues de villes ou natures mortes de gibier. Or ces œuvres sont, de très loin, majoritaires, si bien que l'on s'ennuie un peu à aller d'un *Paysage à la tour boisée* de Huysmans de Malines à un *Paysage italien* obscur et boisé de Jan Both, en passant par un *Paysage de montagne* de Paul Brill, un peu moins boisé et un peu moins obscur. L'itinéraire qui chemine de la *Nature morte au gibier mort* de Ferdinand Bol — différents volatiles fusillés et pendus par les pattes — au *Gibier mort* avec un chien de Jan Fyt — différents volatiles et un lièvre fusillés et pendus par les pattes — et jusqu'à la nature morte de Wenix — deux volatiles



Cornelis de Vos à Metz : « Le roi David remettant le sceptre à son fils Salomon ».

semblables aux précédents plus une grappe de raisin et un singe — n'est pas beaucoup plus captivant. D'ordinaire, les portraits suffisent à ressusciter l'intérêt. Il n'est pas certain qu'ils y parviennent cette fois. S'il ne représentait Eberhard Jabach, illustre banquier et collectionneur dont la galerie fut acquise par Louis XIV, l'unique Van Dyck de l'exposition ne retiendrait guère le regard, tant il sent la pose artificieuse et la complaisance. On pourrait en dire autant du *Portrait d'homme âgé* de Jordaens, grandiloquent et décoratif. Le *Jeune Homme ou gani de Franz Hals* a plus de vigueur et d'élégance, même s'il en est, du même peintre, qui pousse plus avant l'analyse de leur modèle.

Qu'y a-t-il donc de véritablement remarquable ici ? Le *Concert de Baburen*, mortuaire de bravoure caravagesque, la *Musicienne* de Honthorst, autre peintre d'Utrecht profondément influencé par Caravage et coloriste capable d'audaces brillantes, quelques petites études de Rubens — démonstrations de virtuosité et de baroque — et un *Intérieur d'une église protestante* d'Em-

manuel de Witte admirablement composé. La lumière tombée des verrières plisse le long des colonnes rondes, découpe des obliques sur les murs et le sol, dessine des plis profonds sur la cape d'un homme debout, à la limite de l'ombre. Voilà, enfin, de la grande peinture, intelligente, méditée, pleine de grandeur. Voilà enfin l'un de ces chefs-d'œuvre si bruyamment annoncés.

En vérité, la déception ne s'explique pas seulement par les tableaux. Elle tient encore au principe même de l'exposition, dont le véritable sujet n'est pas la peinture flamande ou hollandaise, mais la campagne d'acquisition de Catherine II. Qu'il y ait là matière à des articles très érudits, le catalogue le prouve. Qu'il ne soit pas sans intérêt de s'interroger sur les procédés que l'impératrice employa pour démontrer à l'Europe qu'elle protégeait les arts, elle aussi, et que l'amélioration de sa réputation justifiait des dépenses exorbitantes, on ne saurait en douter. Que les éléments financiers et diplomatiques de cette entreprise méritent examen, assurément. Mais ce n'est plus d'art qu'il

s'agit, mais d'histoire politique et de sociologie du goût. Les toiles ne sont plus alors que des documents. Elles sont réunies au nom de critères mineurs, hasards d'une vente ou préférences d'une tsarine. Elles illustrent un récit qui ne les concerne guère. Ni l'histoire de l'art ni la réflexion esthétique ne sont plus en cause.

A Metz, le parti-pris est à l'inverse. Un panorama aussi exhaustif que possible a été rassemblé afin de rendre perceptible la variété de la peinture flamande, la diversité des styles qui coexistent, les différences qui séparent art des villes et art des campagnes, la permanence de quelques traditions et de quelques sujets. Des tableaux religieux ultra-caravagesques et furieusement mélodramatiques

aux scènes de la vie paysanne agrémentées de bagarres et de fêtes, de la peinture de proverbes et de fables à la nature morte simplement décorative et ornée de tulipes perroquet et de pivoines, du pittoresque trivial des *Paysans se disputant autour d'un jeu de cartes* de Jan Breughel à la majesté édifiante du *Roi David remettant le sceptre à son fils Salomon*, tableaux de Cornelis de Vos, tout se rencontre, tout se beute.

L'extrême et l'intérêt de l'exposition tiennent à ce parti-pris d'éclectisme complet. Aucun genre n'est privilégié, aucune école, aucun maître, mais tous sont là réunis et des parentés incongrues se déclarent. Attendant-on de Pourbus qu'il emprunte à la tradition de Bosch et de Pieter Huys une figure de diable macabre et l'introduise dans une scène conçue selon le modèle de Léonard de Vinci ? N'est-il pas clair qu'entre Frans Floris, qui mourut à Anvers en 1570, et Rubens, qui naquit à Siegen en 1577, la distance n'est pas infranchissable et qu'ils aspirent l'un et l'autre à une idéal d'éloquence noble — lequel idéal ne fut pas étranger à Van Dyck ? Du

Saint Joseph du premier au Saint Jude Thaddée du dernier, la filiation est éclatante, et il n'est pas jusqu'à Jordaens, ici représenté par des œuvres d'importance, qui ne relève parfois de la même généalogie. Attendrait-on de Snyders, infatigable pourvoyeur de natures mortes et associé de Rubens, la cruauté caravagesque du Chien défendant sa proie, toile sanglante et noire ?

De ces accointances et connexions qui se rient de l'ordre chronologique, il serait aisé de multiplier les exemples. Ces surprises, ces raretés venues de Verviers ou de cabinets privés, incitent à aller au-delà des simplifications et classifications habituelles. Elles mettent en pièces la vision schématisée d'un art flamand essentiellement bourgeois et placide, partagé entre la contemplation d'un trompe-l'œil bien luisant et la dégradation d'une bambochade bien scabreuse. Elle lui rend sa complexité et son ambition de grandeur « à l'italienne », dont témoigne à merveille la *Crucifixion* du Liégeois Jean-Guillaume Carlier.

Il ne serait pas moins facile d'énumérer les œuvres inattendues, les signatures rares, les tableaux énigmatiques qui peuplent les salles — et voisinent comme il se doit avec des toiles infiniment moins accomplies. Qu'il suffise de citer la *Charité romaine* de Gaspard de Crayer, très récemment retrouvée et rendue à son auteur, la très lascive *Sainte Madeleine pénitente* de Mélior de la Mars, dont un ange libidineux caresse le bras et les cheveux, l'extravagant *Saint Christophe* de Huys, qui traverse une rivière peuplée de batraciens monstrueux et d'allégories mal déchiffrables ou la *Nature morte de poissons* du peu connu Anversois Alexander Adriaenssens. Celle-ci, Manet n'aurait pas dédaigné de la signer.

PHILIPPE DAGEN

★ « La réalité magnétique », Musée de la Cour d'Or, 2, rue du Haut-Poirier, 57000, Metz, tél. : 87-75-10-18. Jusqu'au 26 octobre.

★ « L'âge d'or flamand et hollandais », Musée des Beaux-Arts, Palais des ducs de Bourgogne, 18000, Dijon, tél. : 80-74-52-70. Jusqu'au 27 septembre.

## LA SÉLECTION

## Cinéma

## Films nouveaux

An-dessus de la loi, de Vic Armstrong, avec Dolph Lundgren, George Segal, Kristian Alfonso, Geoffrey Lewis, Michelle Phillips, Matt Battaglia. Américain (1 h 38).

Interdit — 12 ans.

VO : Forum Horizon, handicapsés, dolby, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57) ; 36-65-70-83 ; George V. only, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; 36-65-70-74.

VF : Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; 36-65-70-23 ; U.T.C. Montparnasse, dolby, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; 36-65-70-14 ; U.G.C. Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (45-74-94-40) ; 36-65-70-44 ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; 36-65-70-84 ; U.G.C. Gobelins, 13<sup>e</sup> (45-61-94-93) ; 36-65-70-45 ; Mistral, handicapsés, dolby, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; U.G.C. Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (45-74-93-40) ; 36-65-70-47 ; Pathé Clichy, dolby, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44.

California Man, de Les Mayfield, avec Sean Astin, Brendan Fraser, Megan Ward, Mariette Hartley, Richard Masur, Panly Shore. Américain (1 h 30).

VO : Forum Horizon, handicapsés, dolby, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57) ; 36-65-70-83 ; George V. only, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; 36-65-70-74.

VF : Paramount Opéra, handicapsés, dolby, 9<sup>e</sup> (47-42-36-31) ; 36-65-70-18 ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; 36-65-70-23 ; Bretagne,

(43-43-01-59) ; 36-65-70-84 ; Gaumont Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, handicapsés, dolby, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, handicapsés, dolby, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

La Légende de Musashi, de Hiroshi Inagaki, avec Toshiro Mifune, Kaoru Yachigusa, Mariko Okada, Koji Tsuruta, Rentaro Mikuni. Japonais (1 h 44).

VO : Max Linder Panorama, 9<sup>e</sup> (48-24-88-88).

La Légende de Musashi, de Hiroshi Inagaki, avec Toshiro Mifune, Kaoru Yachigusa, Mariko Okada, Koji Tsuruta, Rentaro Mikuni. Japonais (1 h 34).

VO : Max Linder Panorama, 9<sup>e</sup> (48-24-88-88).

La Loi sauvage, de Francis Reusser, avec Michel Constantin, Lucas Belvaux, Hélène Lapiower. Suisse (1 h 33).

14 Juillet Parasse, 6<sup>e</sup> (43-26-38-00).

Lore Affair, de Sam Pillsbury, avec Nicolas Cage, Judge Reinhold, Erika Anderson, Joe Pantoliano, Viveca Lindfors, Aaron Neville. Américain (1 h 45).

Interdit — 12 ans.

VF : Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8<sup>e</sup> (43-87-35-43) ; 36-65-71-88 ; Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (36-65-70-42) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44.

Un crime de Jacques Deray, avec Alain Delon, Manuel Blanc, Sophie Broustal, Francine Bergé, Maxime Leroux, Jean-Marie Winling. Français (1 h 30).

Forum Horizon, handicapsés, 1<sup>re</sup> (45-08-57-57) ; 36-65-70-83 ; Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; 36-65-70-23 ; Bretagne,

(43-43-01-59) ; 36-65-70-84 ; Gaumont Gobelins, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; 36-68-75-75 ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapsés, 8<sup>e</sup> (43-87-35-43) ; 36-65-71-88 ; U.G.C. Normandie, 8<sup>e</sup> (45-63-16-16) ; 36-65-70-82 ; U.G.C. Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-94-40) ; 36-65-70-44 ; Les Nation, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; 36-65-70-84 ; U.G.C. Gobelins, handicapsés, 13<sup>e</sup> (45-61-94-93) ; 36-65-70-45 ; Mistral, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22).

Un fil et demi, de Henry Winkler, avec Burr Reynolds, Ray Sharkey, Ruby Dee, Norman D. Golden II, Holland Taylor, Sammy Hammett. Américain (1 h 33).

VO : Gaumont Les Halles, handicapsés, dolby, 1<sup>re</sup> (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8<sup>e</sup> (36-68-75-55).

VF : Paramount Opéra, dolby, 9<sup>e</sup> (47-42-36-31) ; 36-65-70-18 ; Gaumont Gobelins bis, dolby, 13<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, dolby, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; Mistral, dolby, 14<sup>e</sup> (36-65-70-39) ; Gaumont Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, handicapsés, dolby, 18<sup>e</sup> (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96) ; 36-65-71-44.

Une balle dans la tête, de John Woo, avec Tony Leung, Waïze Lee, Jackie Cheung, Hongkong (1 h 35).

Interdit — 16 ans.

VO : Gaumont Kinopanorama, handicapsés, 15<sup>e</sup> (43-06-50-50) ; 36-68-75-55.

La Voie de la lumière, de Hiroshi Inagaki, avec Toshiro Mifune, Kaoru Yachigusa, Mariko Okada, Koji Tsuruta, Rentaro Mikuni. Japonais (1 h 45).

VO : Max Linder Panorama, 9<sup>e</sup> (48-24-88-88).

Reprises

Ce plaisir qu'on dit charnel, de Mike Nichols, avec Jack Nicholson, Candice Bergen, Arthur Garfunkel, Ann-Margret, Rita Moreno, Cynthia O'Neal. Américain, 1972 (1 h 40).

Interdit — 12 ans.

VO : Action Christine, 6<sup>e</sup> (43-29-11-30) ; 36-65-70-62.

Femmes au bord de la crise de nerfs, de Pedro Almodovar, avec Carmen Maura,



Almodovar : « Femmes au bord de la crise de nerfs ».

Antonio Banderas, Julieta Serrano, Mario Barranco, Rossy de Palma, Guillermo Montesinos. Espagnol, 1988 (1 h 28).

VO : Gaumont Les Halles, 1<sup>re</sup> (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; Le Saint-Germain-des-Près, salle G. de Beauregard, 6<sup>e</sup> (42-22-87-23) ; Gaumont Champs-Élysées, handicapsés, 8<sup>e</sup> (43-59-04-67) ; La Bastille, handicapsés, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60) ; Gaumont Parasse, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beauregard, handicapsés, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79).

Lord Jim, de Richard Brooks, avec Peter O'Toole, Delia Lavi, James Mason, Eli Wallach, Curt Jurgens, Paul Lukas. Britannique, 1965, copie neuve (2 h 34).

VO : L'Arlequin, 6<sup>e</sup> (45-44-28-80).

Festivals

Paris Quartier d'Été. Cinéma en plein air : le Western. Le 4 août, *Winchester* ; le 5, *Vera Cruz* ; le 6, *Cal Ballou* ; le 7, *Fureur apache* ; le 8, l'Appât. Tél. : 40-28-40-33.

## Théâtre

## Régions

Nexon, capitale du cirque (jusqu'au 28 août) : le cirque Fratellini dresse son chapiteau. Tél. : 55-58-28-44.

Sarlat, Festival des jeux du théâtre (jusqu'au 6 août) : le 4, le *Bourgeois gentilhomme*, par Arlette Téphany et les Petites Femmes de Mupassant, par Daniel Gélis. Tél. : 53-31-10-83.

Périgueux, Mimos (jusqu'au 10 août) : le 4, *Moumou*, nouveau spectacle du groupe Licéide de Saint-Petersbourg. Tél. : 53-53-18-71.

Ramathelle, Festival de théâtre et musical (du 1<sup>er</sup> au 13 août) : le 4, le *Cid*, par Francis Huster ; le 5, le *Ricco convaincu* de Goldoni, par François Sayad, avec Michel Galabru ; le 6... Tél. : 94-79-25-63.

## Danse

Nîmes, Été de Nîmes 93 (jusqu'au 18 août) : le 7 août, Els Comediants, plasticiens vivants. Tél. : 66-67-29-26.

Paris Quartier d'Été, Théâtre national de Chaillot (jusqu'au 15 août) : les Arts étonnants, le *Bal moderne*, cinq chorégraphes enseignent, chacun, une danse au cours de soirées-bals dans différents espaces du théâtre.

Périgueux, Mimos (du 2 au 10 août) : les 8 et 9 août, *Portrait de Mariolatine*, par Marceline Lartigue. Tél. : 53-53-55-17.

## Musique

## Classique

## Paris-Ile-de-France

Musique en l'île à Paris (jusqu'au 31 août) : les 5, 6 et 7, trois récitals d'Alexandre Lagoya ; le 8 août, *Concerto de Saint-Marc*, d'Albinoni. Tél. : 40-30-10-13.

Eglise de la Madeleine : le 6 août, *Requiem* de Mozart par le chœur et l'orchestre Symphonie de Paris, Dominique Faal (direction). Tél. : 48-01-91-35.

## Régions

Festival de musique de Menton (du 2 au 30 août) : le 5, Brahms, Schumann, Ravel, par Philippe Bianconi (piano) ; le 7, Brahms, Schumann, par le Quatuor Keller ; le 10, Tordelli, Mozart, Chostakovitch par l'Orchestre Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec Philippe Bender (direction), Elena Bashkirtova (piano) et Sergei Nakariakov (trompette). Tél. : 93-35-82-22/93-57-57-00.

Festival Pablo Casals de Prades (jusqu'au 13 août) : le 4 août, Schubert, par le Quatuor Chilingirian ; les 5 et 7, *soirée italienne* et Strauss, Haydn, Schubert, par l'Orchestre régional d'Auvergne ; le 6, Webern, Berg, Schoenberg, Haydn, Mozart, Brahms ; le 7, Mozart, Haydn, Chostakovitch par le Quatuor Alcaïr, et Strauss, Haydn, Schubert, Dohnanyi par l'Orchestre d'Auvergne ; le 8, Poulenc, Prokofiev, Saint-Saëns, par le Quatuor Alcaïr ; le 9, *soirée Beethoven* ; le 10, Ravel, Debussy, Franck, Debussy, Chausson, par le Quatuor Chilingirian ; le 11, Poulenc, Saint-Saëns, Milhaud, par le chœur du Festival de Prades, et Bach, Schmitt, Tchaïkovski, par The New European Strings, Dmitry Sitkovetsky (direction et violon). Tél. : 68-96-33-07.

Festival du Périgord noir, Saint-Léon-sur-Vézère (jusqu'au 28 août) : le 6 août, Haydn, Schubert, par Gundula Janowitz (soprano) et Charles Spencer (piano) ; le 10, Schubert par le Quintette Moragues ; le 11, transcriptions de Haydn et de Schubert, par le Quintette Moragues et André Bonatti (piano) ; le 13, Haydn, Beethoven, Schubert, par le Trio Wanderer. Tél. : 53-51-95-17.

Été musical de Pontivy (jusqu'au 27 août) : le 11 août, *Quatuor pour la fin des temps*, d'Olivier Messiaen, avec Paul Meyer (clarinette), Eric Lesage (piano), Olivier Charrier (violin), Frans Helmerston (violoncelle). Tél. : 97-25-00-33.

XV<sup>e</sup> Semaines musicales de Quimper (du 3 au 21 août) : Bach, par l'Ensemble baroque de Limoges, Christophe Coin (direction) ; le 6 août, Monteverdi, Vivaldi, Poggioli, par l'Ensemble Contrevents ; le 8, le Swiss Consort, Christophe Dorsaz (direction) et concert Vivaldi ; le 10, Marin Marais, Marc-Antoine Charpentier, Jean-Baptiste Lully, par Capriccio stravagante ; le 11, Antonio Vivaldi, par le Collegium Orpheus, Jean-Marc Labylle (direction).

## Votre Table ce Soir

**Choumieu**  
SPECIALITE DE CARBONNET  
et CONFIT DE CARBONNET  
Tous les jours jusqu'à minuit.  
Dimanches services continus de 12 h à minuit.  
Banquet de 10 à 110 pers. Salles climatisées.  
70, rue St-Georges (7<sup>e</sup>) Tél. 47.85.43.75

**TY COZ** 48-78-42-95/34-61  
35, rue St-Georges 9  
POISSONS - CRUSTACÉS  
FRUITS DE MER  
Menu de la Mer, le soir, 170 F  
CRÊPES - GALETTE  
F/dim., lundi soir  
JUIN, JUILLET, AOUT F/sam.



CINÉMA

# LES NOUVEAUTÉS DU FUTUROSCOPE DE POITIERS

## Course contre l'avenir

Depuis son inauguration il y a six ans, le Futuroscope connaît une affluence sans cesse croissante, grâce au mariage réussi entre son parc paysager et ces lieux de découverte, aux architectures, elles aussi, souvent futuristes, des nouvelles technologies de l'image qui y sont dispersées, entre pelouses et fontaines. Cette année, le Futuroscope attend ainsi plus d'un million et demi de visiteurs.



Le « Kinemax » de Poitiers.

RIEN ne se démode plus vite que le futur, le maintien de la curiosité du public impose aux exploitants du Futuroscope de Poitiers une véritable course en avant : il faut toujours de nouveaux procédés, toujours plus spectaculaires, et des films inédits. Les responsables n'ont donc pas hésité à investir plusieurs centaines de millions de francs pour « relancer » un certain nombre d'attractions et lancer de nouvelles salles, uniques en Europe, comme le « Tapis magique » ou le « Imax Solido ».

L'objectif de ces spectacles est comme toujours de plonger les spectateurs au cœur de l'action. Lasers, projection haute définition à 60 images par seconde, écrans géants (1 400 m<sup>2</sup> pour le « Tapis magique »), les équipements deviennent chaque année plus sophistiqués mais également plus chers. Leur rentabilité est d'autant plus délicate que la technique audiovisuelle évolue à pas de géant. La durée de vie des procédés est limitée. Et plus encore la séduction des programmes.

« Nourrir » tous ces systèmes est donc une tâche essentielle. Depuis peu, le Futuroscope s'est doté d'une structure de production dont le but est de créer des images afin de faire face à la forte domination américaine et

canadienne. Les premières réalisations montrent que l'exercice est difficile. Réalisé en Circorama (projection circulaire sur neuf écrans) pour l'Exposition universelle de Séville, Andalousie, Tradition et changement n'est finalement qu'une suite d'images touristiques à la sauce agence de voyages. L'impression de déjà vu domine largement.

La fabrication de ces courts et moyens métrages nécessite d'acquies un savoir-faire très spécifique, un long apprentissage et des moyens financiers importants. Le coût d'un film en relief ou pour grand écran hémisphérique comme celui de la Géode est en effet très élevé. Le temps, les moyens techniques, la logistique, font grimper les prix. Six mois de préparation (écriture, repérage, six semaines de tournage, cinq mois de studio de post-production, montage et mixage, ont

été nécessaires pour réaliser les vingt minutes du *Tour de France en 360°*. Le budget frise les 10 millions de francs.

Pas question d'amortir une telle somme en une saison, a fortiori sur un site unique. Les investisseurs cherchent donc à passer des alliances avec d'autres diffuseurs. Résultat, alors que l'amortissement d'un long métrage s'étale sur une durée de l'ordre de quelques mois, celui d'un film 3D peut prendre une dizaine d'années, parfois plus.

Cette contrainte financière joue également sur le contenu des films eux-mêmes. Il faut plaire au public de Tokyo, comme à celui de Francfort, Rio, Los Angeles ou Poitiers, sous peine de ne pas trouver de circuit de distribution au niveau international. Du coup, les auteurs des scénarios sont souvent astreints à gommer toute

vision trop personnelle et à se cantonner dans des documentaires sinon bateau du moins largement consensuels. Voilà qui explique la profusion de films « culturellement corrects » sur l'écologie et l'environnement (*A la découverte de la nature*, les *Feux du Koweït*), ou les hymnes en 70 mm et son surround sur la vie sauvage (*Les Oies sauvages*, 3D *Safari*).

Les aventures de grands personnages sont également en vogue. Christophe Colomb, Léonard de Vinci ou Galilée sont des valeurs sûres au sommet de ce box-office très particulier. Point commun de la plupart des sujets : un discours lénifiant, insipide à force de bons sentiments.

*Echos de soleil*, un spectacle stéréoscopique présenté dans le cadre flambant neuf du « Solido » (salle à volets avec les volets miniatures), constitue une belle exception. Muni de lunettes dernier cri, le public est véritablement immergé au sein de l'action. Rien à voir avec les lunettes en carton munies de filtres translucides bleus et rouges. Les lunettes distribuées à l'entrée de « Solido » tiennent plus du casque utilisé dans les expériences de réalité virtuelle. Chaque verre comporte un filtre polarisant composé de cristaux liquides. Un faisceau infrarouge diffusé dans la salle et synchronisé avec le projecteur ouvre et ferme alternativement chaque filtre et onction de l'image projetée sur l'écran.

L'impression de relief est saisissante, renforcée par la projection sur un écran hémisphérique de 800 m<sup>2</sup>, haut de plusieurs étages. Dans la salle, les bras et les mains se tendent, prêts à saisir les personnages et les objets qui parcourent l'espace en tous sens, dans les trois dimensions.

*Echos de soleil* a été produit par l'industriel japonais Fujitsu et présenté pour la première fois à l'Exposition internationale d'Osaka en 1989. L'histoire raconte le phénomène de la photosynthèse, un sujet ardu sur le plan scientifique mais traité avec humour. Réduit aux dimensions

d'une molécule, le spectateur pénètre successivement au sein d'une plante puis du corps humain. Ce film inclassable tient de la Foire du Trône par son côté montagnes russes et du Collège de France pour l'aspect scientifique.

L'habileté du réalisateur consiste ici à mélanger des images de synthèse, calculées par ordinateur, à des scènes réelles tournées en studio comprenant acteurs et marionnettes. La reconstitution du fonctionnement, en trois dimensions, d'un muscle du bras constitue en soi une pièce d'anthologie.

Une séance toutes les cinq minutes, plus d'un millier de spectateurs, dix heures par jour, la « salle dynamique » ne désemplit pas. De quoi laisser rêver n'importe quel exploitant. Ce procédé qui combine image, son et mouvement des sièges n'est pas spécialement nouveau. Disney en exploite depuis plusieurs années, de même que le parc de La Villette à Paris (salle du « Cinax »). Le scénario de la *Mine du diable* est lui-même basé sur une trame désormais bien classique : une course folle à bord d'un chariot dont les freins ont subitement lâché. Un grand classique du genre, qui marche toujours !

La véritable originalité de ce scenic railway en fauteuil secoué comme un shaker est ailleurs. En effet, contrairement aux films dynamiques habituels tournés à l'aide d'une caméra embarquée à bord d'un véhicule (voiture, avion, hélicoptère, etc.), les images ont été réalisées sur ordinateur. Une première, qui ouvre un champ quasi illimité en matière de mise en scène, et donc de sensations fortes.

L'univers de ce film inclassable tient à la fois du dessin animé de Tex Avery, quot à la folle et aux gags des situations, et du cinéma classique, quant au traitement réaliste des décors et des personnages. Une combinaison qui s'accorde parfaitement à la mise en scène intense, nerveuse.

L'agrandissement de l'image électronique de type vidéo sur le

grand écran « Imax » laisse toutefois à désirer : certaines scènes sont légèrement floues, manquant de définition. Malgré ce léger défaut, l'illusion est parfaite. Au bout de quatre minutes de projection, les frissons, eux, n'ont plus rien de virtuel. A signaler enfin la qualité de la bande-son. La spatialisation des sources sonores, hyper-réalistes (grondements, chocs, grincements, cris, etc.) et la diffusion à forte puissance renforcent l'impression d'immensité, crédibilisant encore un peu plus cet univers d'images de synthèse haut de gamme.

Egalement inauguré cette année, le « Tapis magique » remporte un grand succès. Le procédé cherche à donner l'impression au spectateur de flotter au milieu d'un paysage démesuré. Pas de lunettes spéciales cependant.

Le système, complexe, repose sur deux projecteurs 70 mm synchronisés couplés à deux écrans géants, de 700 m<sup>2</sup> chacun. Le premier écran est placé frontalement, comme dans n'importe quel cinéma. Le second est situé à plat sous les rangées de fauteuils, dans un puits profond d'une vingtaine de mètres. Un plancher de verre assure une vision sous les pieds des spectateurs.

Une fois la première surprise passée, le résultat est peu convaincant. On est loin de l'effet escompté, et l'impression de voler est finalement moins spectaculaire que dans une salle à écran hémisphérique. Seules les prises de vues aériennes profitent finalement de ce point de vue vertigineux !

La sophistication du système n'arrive pas à masquer la faiblesse du scénario. Malgré de splendides séquences tournées dans des conditions très délicates au Mexique, dont une métamorphose digne d'*Alien*, on se lasse vite, là encore, de l'histoire des papillons monarques. Les nouvelles images sont toujours à la recherche de leur Steven Spielberg ou de leur Fritz Lang.

DENIS FORTIER

## DE LA SEMAINE

**Festival de Radio-France et de Montpellier** : le 6 août, *Signe de Royer*, avec Chris Merritt et Michèle Lagrange (en version originale). Tél. : 67-02-02-01.

**Festival international de La Mousa d'Antioch** (du 31 juillet au 2 août) : le 4, Tchaïkovsky, Grig par l'Orchestre Philharmonique de Norvège et Nelson Forner (piano), Arnold Katz (direction) ; le 5, *L'Amour sorcier* de Manuel de Falla, par l'Orchestre de Chambre du Théâtre de Barcelone, Ginepro Ortega (chant flamenco), Luis Vidal (piano), Josep Pons (direction). Tél. : 42-50-51-15.

**Festival de la Saline royale d'Arc-et-Senans** : le 4 août, *Katja Skanari et Frédéric For* (clarinette) ; le 6, Adrienne Krausz et François Leclerc (harmonica). Tél. : 81-54-45-00.

**Festival de Saint-Céré** (jusqu'au 17 août) : le 4 et 6 août, Beethoven, Mozart par le Jeune Orchestre pour le Sud-Ouest, avec Giorgio Bocci (violin), Marc Ursula (direction) ; le 7, *Poulenc et la musique sacrée* par l'Ensemble vocal les Éléments, Joël Subitelle (direction) ; le 9 et 11, la *Bohème* de Puccini par l'Orchestre régional de Bretagne, Claude Schmitzer (direction). Tél. : 40-26-77-94.

**Festival de Saint-Lizier** (jusqu'au 7 août) : le 6, Janacek, Britten, Caplet, Vaughan Williams par le Quatuor Debussy, Robert Tzar (décor), David Lively (piano) et Frédéric Camberg (harpe) ; Debussy, Haendel, Schoenberg, Britten, par l'Orchestre de chambre national de Toulouse, Robert Tzar (direction) ; le 7, Debussy, Haendel, Schoenberg, Britten par l'Orchestre de chambre national de Toulouse, Robert Tzar (direction). Tél. : 61-66-67-89.

**Les XXXVIII Nuits de la citadelle de Sion** (jusqu'au 10 août) : le 5 août, Schubert, Haydn et Boccherini par l'Orchestre de chambre de la Communauté européenne, Kaja Blachar (direction), Emilia Baranowska (violoncelle solo) ; le 10 août, Mozart et Schubert par l'Orchestre de chambre de la Communauté européenne, Kaja Blachar (direction). Tél. : 92-61-06-60.

**Festival de la Vézère, Château du Saillant** (jusqu'au 21 août) : le 6 et 8 août, la *Bohème* de Puccini, Bryan Evans (direction musicale et piano) avec Cameron Rolis et Roberto Salvatori ; le 7, la *Chœur-Surris* de Strauss, Bryan Evans (direction musicale et piano). Tél. : 55-23-25-09.

**Solennes musicales au Château de Villeneuve** (du 3 au 10 août) : le 4, le *Tricorne*, le *Concerto pour clarinète* et la ver-

sion originale de *L'Amour sorcier* de Manuel de Falla, par l'Orchestre du Théâtre Lyrique de Barcelone, Josep Pons (direction) ; le 9 et 10 août, Mozart et Brahms par le Quatuor Sine Nomine. Tél. : 66-80-99-96.

**Jazz**

**Paris, Au des des Lombards** : le 4, Ryck Ford Trio ; le 5, Laurent Fickelson ; le 6 et 7, Les Gros qui tache ; le 8, Jean-Michel Pile Trio ; le 9, Patrick Saussois Trio ; le 10, Stéphane Crawford Quartet. Tél. : 42-33-22-88.

**Festival de musique en Bourbonnais** : le 8 août, musique de La Nouvelle-Orléans à Trompette. Tél. : 70-06-80-17.

**Crest, Crest Jazz Vocal** (jusqu'au 7 août) : le 4, Vox Office, Mark Murphy ; le 5, René Bontland Quartet.

**Festival de jazz au Fort-Napoleon** : (jusqu'au 5 août) : le 4, Willem Brenker ; le 5, Louis Schatz.

**Jazz in Marcin** (du 9 au 15 août) : le 9, les Haricots rouges, Tuxedo Big Band ; le 10, Bireli Lagrene, Chick Corea Akoustic quartet ; le 11, Gerry Mulligan Meets Bob Brookmeyer, Lee Konitz. Tél. : 62-09-31-98.

**Chanson et musiques du monde**

**Paris Quartier d'été, Kiosque à musique de la rue de la Chapelle** : le 4, Justin Valli (Madagascar) ; les 5, 6 et 7, la famille Lela de Parnet (Albanie) ; spectacles gratuits.

**Paris, Chapelle des Lombards** : les 4 et 5 août, Kati. Tél. : 43-57-24-34.

**Paris, Août tropical au New-Morning** : le 4, Agnès Vint, avec le Brésilien Gerson. Les 5 et 6, le Vénézien Javier Plaza et le groupe El Sabroso. Le 7, le Brésilien Leonardo Ribeiro. Le 8, Sierra Maestra, de Cuba. 100 francs. Tél. : 43-97-07-06.

**Lorient, Festival Interreligieux** (du 6 au 8 août) : le 8, concert de David Spillane ; le 9, Alan Stivell et Loreena Me Kenit, Cocktail Diatonique ; le 11, *Année des Illes* de Hervé Cavalier par Marc Stecker. Tél. : 97-21-24-29.

**Sauve, Festival de la chanson française** : (du 1<sup>er</sup> au 8 août). Le 4 août, Guy Béart, Romain Didier ; le 5, Fabienne Thibault, Nilda Fernandez ; le 6, Nicole

Croisille, Sacha Distel ; le 7, Yves Duteil ; le 8, Paolo Conte. Tél. : 66-67-94-20.

**Marignac, Festival de folklore mondial** : (du 4 au 11 août). Le 4 août, grand défilé d'ouverture ; le 5, musiques flamencas, danseurs de Corde du Sud ; le 6, chants traditionnels des pays nigéri par Cora de Berra, et chœurs de Moldavie et de Roumanie ; le 7, initiation au tango argentin, bal québécois, danses de Hongrie, d'Afrique du Sud ; le 8, bal des nations ; le 9, concert des musiques du monde, orchestre gazpouze de Moldavie, soirée andalouse ; le 10, concert des musiques moldaves, soirée orientale ; le 11, défilé et grand spectacle de clôture. Tél. : 42-49-48-48.

**Nos rétrospectives du monde** (jusqu'au 30 août) : Absalon, Pedro Cabrita Reis, Rüdiger Schödl et Jean-Pierre Uhlén s'intéressent aux idées qu'engendrent l'espace, aux habitudes culturelles et corporelles qu'il peut susciter. L'ultime descendance des utopistes constructivistes. Tél. : 63-43-72-72.

**Canaries, Victor Brunner** (jusqu'au 30 octobre) : la Malpais présente cet été un hommage à Victor Brunner, l'un des maîtres du surréalisme. Tél. : 93-38-55-26.

**Carassonne, Jagoda Baie** (jusqu'au 19 septembre) : travaux qui oscillent entre la sculpture et un on-ne-sait-quoi d'indéfinissable, qui dégage une grande force poétique. Tél. : 68-71-73-71.

**Colmar, Variations sur la Crucifixion** (jusqu'au 26 septembre) : autour du retable d'Isenheim, c'est plus de 80 œuvres d'artistes du XX<sup>e</sup> siècle qui rendent hommage à Grignani. Tél. : 83-20-15-50.

**Dijon, Musée de l'Érmitage de Saint-Pétersbourg** (jusqu'au 28 septembre) : l'âge d'or flamand et hollandais des collections de Catherine II s'expose à Dijon. Tél. : 80-74-32-70.

**Evreux, Exposition Jean-Paul Riopelle** (jusqu'au 30 septembre) : l'exposition regroupe une vingtaine de peintures et une suite de sculptures du peintre franco-canadien Jean-Paul Riopelle. Tél. : 32-31-52-29.

**Labège, Kazuo Shiraga** (jusqu'au 26 septembre) : ce peintre et moine bouddhiste qui délaisse la chronologie japonaise dans les années 50 avec les autres membres du collectif Gutai, tire ses inspirations des dieux du panthéon japonais Kanon et Fudo. Selon l'antique tradition qui veut que l'homme soit un intermédiaire qui puisse se forger à la fois du ciel et de la terre, Shiraga peint avec ses pieds, suspendu à une corde. Tél. : 61-39-29-29.

**Margaux, Pierre Buraglio** (jusqu'au 30 octobre) : hommage à Baschus dans ce château qui abrite des haut-médée avec une vingtaine d'œuvres dans le cuivre constituant une articulation entre l'extérieur et l'intérieur. Tél. : 56-58-83-90.

**Marseille, César** (jusqu'au 12 septembre) : œuvres de 1947 à 1993. Marseille fête l'œuvre du pays avec une rétrospective. On y voit les *Venus* classiques au fer soulé, les *Compensations* de Voltaire, les *Expansions*. Tél. : 91-62-21-47.

**Clas Oldenburg** : la the Studio, au Musée Cantini : une exposition légère et pleine d'humour, à base d'œuvres graphiques, mégots et frites architecturales mollement. Tél. : 91-62-21-47.

**Metz, La Réalité magnifiée** (jusqu'au 26 octobre) : présente des œuvres italiennes (Bonghi de Volpère, Rubens, Van Dyck, Jordans) appartenant à des collections particulières, aux musées de Bruxelles, d'Anvers ou de Vervier. Bon nombre d'entre elles sont pour la première fois en France. Tél. : 87-75-10-18.

**Montbéliard, Flor Kleniewskis** (jusqu'au 31 juillet) : travail sur des symboles personnels (cartes du ciel, maisons, cercles, carrés, damiers...). Tél. : 81-99-22-61.

**Montpellier, Grand Siècle** (jusqu'au 5 septembre) : peinture française du XVII<sup>e</sup> siècle des collections publiques françaises : maniérisme, exotisme, « bamboches », classicisme et grande peinture d'histoire. Deux tableaux seulement appartiennent aux collections du Louvre. Tél. : 67-66-06-34.

**Montes-Saints, L'Espace libéré** (jusqu'au 21 novembre) : pour cette exposition qui donne une nouvelle dimension de l'art concret, des artistes tels Robert Barry, Michel Vergus ou Fred Sanback prennent d'assaut le lieu magique du château de Montes. Tél. : 93-73-71-50.

**Nancy, Georges Folmer et l'abstraction géométrique** (jusqu'au 15 septembre) : malgré deux expositions chez Colette

Allendy en 1950 et 1952, celui qui a fondé les groupes Espace et Mesure (introduction du mouvement dans l'œuvre) reste très mal connu. Nancy répare une injustice : enverner un enfant du pays. Tél. : 83-85-30-40.

**Nîmes, L'Invasion de réel** (jusqu'au 31 août) : l'exposition inaugurale du tout nouveau Musée de Nîmes retrace l'œuvre de l'objet, qui est devenu un phénomène majeur dans l'art du XX<sup>e</sup> siècle. Tél. : 66-76-35-35.

**Nîmes, « Curios et Mimbilia »**, collection du château d'Oiron (jusqu'au 31 décembre) : Jean-Hubert Martin, le maître de ce beau lieu chargé d'histoire, a passé commande à des artistes contemporains. Ceux-ci se sont bien amusés autour du thème des cabinets de curiosités. Tél. : 49-96-57-42.

**Rodez, « Dommages respectueux »** : à Denis Puech (jusqu'au 30 août) : on le regard d'un sculpteur contemporain (français, marocain, inspiré par le minimal art et Mondrian sur l'œuvre très académique d'un artiste du siècle dernier, Denis Puech, dans une mise en scène qui lui promet « mutilante ». Tél. : 65-42-70-64.

**Sète, Mimmi Paladino** (jusqu'au 29 août) : à mi-chemin entre les avant-gardes internationales et l'antique magie méditerranéenne, Paladino continue sa quête cathartique. Toile après toile, ses personnages se livrent à des rites étranges, enserrés dans des couleurs riches et denses. Tél. : 67-46-20-98.

**Le musée du monde** (jusqu'au 30 septembre) : un choix rétrospectif contemporain d'artistes qui ont pour point commun la Méditerranée : Absalon, Alberola, Betti, El Baz, Hadjimechalis, Hassan, Baskovic, Mangelos, Sarkis, Zush. Tél. : 67-74-27-67.

**Claude Viallat** (jusqu'au 15 octobre) : trois séries de toiles réalisées spécialement pour le lieu d'exposition par un des meilleurs représentants du dessin groupé Support/Surface. Tél. : 67-46-70-00.

**Les Sables-d'Olonne, Hapltisch**, la carresse de l'été (jusqu'au 30 septembre) : l'histoire est l'apanage de l'art du dessin qui cerne parfaitement les formes et reproduit les volumes du bas-relief. Œuvres de Marcel Duchamp, Yves Klein, Ariste Maillol, Pablo Picasso, Claude Viallat. Tél. : 51-32-01-16.

**Sigean, Profil d'une galerie** (jusqu'au 3 octobre) : une ancienne cave viticole accueille un ensemble impressionnant d'œuvres contemporaines d'une qualité

exceptionnelle : Agnès Martin, Sol Lewitt, Carl André, Richard Serra, Basquiat Kiefer... qui appartiennent à un grand marchand parisien qui ne veut pas dire son nom. Il pourrait bien se prénommer Yvon... Tél. : 68-48-83-62.

**Strasbourg, Les Dufoulet de Dufoulet** (jusqu'au 3 octobre) : peintures et sculptures illustrant différentes phases de l'activité créatrice de la collaboration de Dufoulet avec le musée PAB. Tél. : 88-52-50-00.

**Uzès, Gide et ses peintures** (jusqu'au 29 août) : Uzès honore aujourd'hui la mémoire de son Prix Nobel, à travers les peintures qui l'ont connu, portraituré, illustré : Bonnard, Jacques-Emile Blanche, Georges Braque et Zoum Walter. Tél. : 66-23-70-56.

**Photographie**

**Lecture, l'été photographique** (du 24 juillet au 23 août) : photos de sculptures de Rodin par le Slovène aveugle Evgen Bavec. On pourra aussi voir *J'ai couru le monde*, d'Alain Turpault, et *Berlin. No man's land*, de Jean-Claude Motron. Tél. : 62-68-83-72.

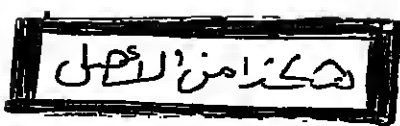
**Limoges, Joachim Mognat** (jusqu'au 3 octobre) : l'été Joachim Mognat sera l'été d'une exposition ponctuelle avec William Wegman, Lynne Cohen et Douglas Huebler. Tél. : 55-77-08-98.

**Montpellier, Imagina** (jusqu'au 4 septembre) : trente-cinq photographes du monde entier : Toni Calay et Ouka Lele (Espagne), Graciela Turbide (Mexique), William Klein (Etats-Unis), Max Fan (Australie), Abbas (Iran) et Martine Franck (France). Tél. : 67-60-43-11.

**Balthus**  
30 mai - 29 août 1993  
**MUSÉE DES BEAUX-ARTS LAUSANNE**  
Tous les jours de 11 à 18 heures, jeudi jusqu'à 20 heures.  
Place de la Riponne  
Téléphone 021.742.83.32







## CULTURE

## CINÉMA

MUSASHI, de Hiroshi Inagaki

## Saga d'un samouraï

En trois films, l'une des nombreuses versions de la carrière d'un sabreur légendaire

Le moindre amateur d'arts martiaux japonais connaît par cœur la saga d'Eiji Yoshikawa, la Pierre et le Sabre (1), comptant minutieusement l'épopée à la fois réelle et légendaire de Musashi Miyamoto (1584-1645), où le mythe l'emporte sans doute sur la réalité. Cette vie du plus célèbre des samouraïs fut une véritable mine pour le cinéma japonais. En voici donc la version en couleurs de Hiroshi Inagaki, tournée en trois époques de 1954 à 1956, proposée au public parisien sous le titre général de *Musashi* : elle se compose de la *Légende de Musashi*, *Duel à Ichioji* et la *Voie de la lumière*.

Cette trilogie, qui obtint un oscar d'honneur du meilleur film étranger en 1956 dans une version condensée distribuée aux États-Unis sous le titre *Samurai*, est en fait le remake d'une trilogie en noir et blanc réalisée par le même cinéaste en 1940. Elle a l'avantage d'être interprétée par Toshiro Mifune dans le rôle principal, face à l'éternel rival du samouraï, Kojuro Sasaki, incarné par un jeune premier de l'époque, Koji Tsuruta. Mifune, dans sa jeune gloire (il vient de tourner dans *Les Sept Samouraïs* de Kurosawa) est Musashi Miyamoto par excellence : ténébreux, droit, maître de sa technique, avide de perfectionner son itinéraire personnel dans « la voie du sabre » (le kendo).

Durant plus de cinq heures de film, il affronte ses ennemis de passage sabre au clair, mais sans verser trop d'hémoglobine - nous

sommes encore dans les années 50... En véritable samouraï, il n'hésite pas à affronter d'innombrables adversaires comme lorsqu'il se mesure à l'ensemble des disciples de l'école Yoshioka dans *Duel à Ichioji*, sous l'œil attentif de Sasaki, toujours prêt à le découvrir. Sûr de sa maîtrise au sabre, mais incertain de ses propres qualités humaines (« Tu es sans doute le plus fort en duel, mais en tant qu'être humain, tu ne vauds pas grand-chose ! »), lui rappelle l'usage de ses vieux maîtres, il sait pourtant que « la voie du sabre, c'est la voie de l'homme ».

Tout en poursuivant sa quête de la Voie de la lumière (comme s'intitule la troisième époque, baignant dans une tonalité très nationaliste), Musashi vit d'ailleurs en cohabitation avec son sabre, reconstruit aux deux femmes qui le poursuivent de

leurs assiduités : Akemi (Mariko Okada), folle de lui au point de l'attendre trois ans près d'un pont, et Otsu, son amour secret, prête à sacrifier sa vie de bonzesse pour lui, « au risque de devenir un démon ».

## L'esthétique des studios

Technicien moyen, Hiroshi Inagaki (1905-1980), prolifique et impétueux, réalisa ses meilleurs films à la fin du muet et aux débuts du parlant. Ses deux versions du Fousse-pousse ont valu quelque renommée à ce cinéaste surtout reconnu pour son respect de l'authenticité des détails historiques et des costumes. Cette version de Musashi Miyamoto, suivant l'esthétique des studios (Toho) de l'époque, avec ses décors peints et

ses nuages couchants mordorés, communique certes la nostalgie du cinéma japonais de l'« Age d'or », très hollywoodien dans sa conception, mais manque de rythme et de finesse psychologique.

Il faudrait pouvoir la comparer à la version plus étrange, celle que réalise Mizoguchi en 1944, et à celle qui reste de loin la meilleure, tournée en cinq parties par le vieux maître Tomu Uchida (1961-1965), la saga des sages. En l'absence de ces références, le « Musashi » proposé aujourd'hui au Max Linder demeure une plaisante introduction au mythe.

MAX TESSIER

(1) Paru en français chez Balland, en deux volumes (la Pierre et le Sabre, et la Parfaite Lumière), et réédité en poche dans la collection « J'ai lu ».

## DISQUES

## Polygram rachète le label américain Motown

La maison de disques filiale de Philips acquiert le premier éditeur mondial de musique noire

Le coût de la transaction annoncée à Londres mardi 3 août a été estimé à 301 millions de dollars. En juillet 1989, Polygram avait acquis Island Records pour une somme équivalente, puis A&M Records en janvier 1990. Le rachat devrait permettre à Polygram de se hisser au premier rang de l'édition musicale mondiale, en portant sa part de marché à 19 %, battant Time Warner et Thorn EMI d'une courte tête.

Le groupe Polygram, qui affiche des profits en hausse (+ 19 %) pour les six premiers mois de l'année, est en bonne santé. Détenu à 80 % par le groupe électronique néerlandais Philips, la compagnie discographique englobait déjà plusieurs labels de prestige (Polydor, Barclay, Island Records, Phonogram, Verve, Vertigo, A&M, mais aussi Decca, Deutsche Grammophon et Philips).

Le rachat du légendaire label Motown, qui doit encore recevoir l'aval des autorités américaines, sera effectif rétroactivement au 1<sup>er</sup> juillet 1993. Polygram financerait l'acquisition de Motown (301 millions de dollars) grâce au produit de l'émission de 10 millions d'actions qui devrait avoir lieu à l'automne et rapporter au moins 370 millions de florins (1,8 milliard de francs).

Le label américain n'était pas tout à fait étranger à la galaxie Polygram, puisque ce dernier

assurait déjà la fabrication, le marketing et la distribution des disques Motown dans le monde entier depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1992. Mais le mariage était loin d'être consommé.

Fondé en 1959 par Berry Gordy, Motown - contraction de Motown Town, surnom de Detroit, ville où le label fut créé avant de déménager à Los Angeles (le Motown du 3 décembre 1992) - a contribué à l'éclosion d'artistes légendaires tels Stevie Wonder, Diana Ross (toujours fidèles au label), Marvin Gaye, The Supremes, Lionel Richie, The Four Tops, Smokey Robinson et The Temptations.

## Concurrence technologique

Motown concentre tout un pan de l'histoire de la musique noire américaine, des Miracles aux cinq frères Jackson, auteurs au début des années 70 des derniers grands 45-tours produits par Motown, qui s'enfoncent ensuite dans la routine.

En 1988, Berry Gordy vend Motown à la firme MCA. Passé ensuite sous le contrôle de Boston Ventures, un groupe d'investisseurs spécialisés dans les médias et la communication, Motown accumule un déficit de 24 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 134 millions de dollars en 1992. La transaction annoncée

mardi porte sur toutes les activités musicales de Motown. Elle englobe donc la trentaine d'artistes encore sous contrat, mais surtout le catalogue de trente mille albums de musique noire parus des années 60 à aujourd'hui, dont certains sont des classiques, ainsi que le nouveau label MoJazz.

Polygram bérile également des intérêts Motown dans la production télévisée, cinématographique et vidéo, de son département marketing et des droits de la célèbre marque déposée Motown, acquise pour 50 millions de dollars.

Les « standards » de la musique noire américaine inclus dans le catalogue Motown devraient aider la firme Philips à promouvoir les DCC (Digital Compact Cassette) et à faire face à la concurrence de la technologie des mini-disques Sooy. Polygram envisage également de renforcer sa part de marché aux États-Unis. De nouveaux artistes et groupes Motown, tels Another Bad Creation, Johnny Gill, Shanice ou Boyz II Men (dont l'album *Cooleyhighharmony* s'est vendu à plus de six millions d'exemplaires), devraient l'y encourager.

## VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Pour découvrir le « son Motown » : Hitville USA, 4 CD Motown 374638312-2.

## CARNET DU Monde

## Naissances

M. Jean-Jacques RAQUIN, et M<sup>me</sup> née Carole Thomas, laissent à Arthur et Agathe la joie de faire part de la naissance de Jean. Neuilly, le 24 juillet 1993. 103, rue des Rosiers, 92500 Rueil-Malmaison.

## Décès

M<sup>me</sup> Geneviève Siegel, François Siegel, Jean-Dominique Siegel, Toute la rédaction du magazine VSD.

M. Philippe et M<sup>me</sup> Solange Baucheron de Boisoudy, M<sup>me</sup> Vladimir Avierino, M<sup>me</sup> Mariane Gross, M<sup>me</sup> Hélène Trézier, M<sup>me</sup> Claude Faivre, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Natacha BAUCHERON de BOISSOUY, née Arlesano, médaillée de la Résistance, survenu le 2 août 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 5 août, à 11 heures, en la chapelle de Sainte-Geneviève-des-Bois, suivie de l'inhumation au cimetière de Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

François Barré, délégué aux arts plastiques/ministère de la culture et de la francophonie, Tout le personnel, Ses amis de la délégation aux arts plastiques, ont la douleur de faire part du décès de

Alfred MANESSIER.

La cérémonie religieuse aura lieu à Abbeville, en l'église du Saint-Sépulcre, le jeudi 5 août 1993, à 14 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Ouen (Somme).

Catherine Thieck et André Rousset, La Galerie de France, Et tous ses amis, Marie-Thérèse et Pierre Encrevé, ont la grande tristesse de faire part du décès de leur ami

Alfred MANESSIER,

et témoignent à tous ses proches leur très profonde affection.

Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, 75004 Paris. (Le Monde du 3 août.)

M. Adalbert Nussbaum, Ses enfants, Petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

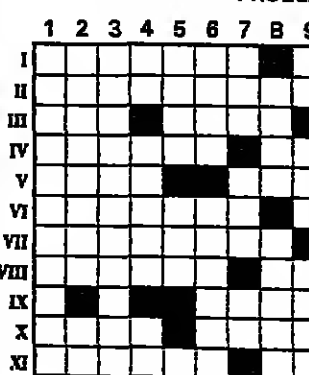
M<sup>me</sup> Charlotte NUSSAUME, survenu le 31 juillet 1993, après une longue maladie.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. 3, cité Rougemont, 75009 Paris.

CARNET DU MONDE  
Renseignements :  
40-65-29-94

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 6098



## HORIZONTALEMENT

I. Distributeur d'essence. - II. Action de vidier éventuellement une église. - III. Ancien sigle. Retraite napoléonienne. - IV. Vibra quand une dive entame le grand air. Conjonction. - V. Son activité est débordante. Acide. - VI. Ville créature. - VII. Prendre au passage. - VIII. Bâti solidement. Font des reliefs. - IX. Vase. - X. Un certain volume. Une branche et ses rameaux. - XI. Est donc bien échauffé. Préposition.

M<sup>me</sup> Camille Petit, Ses enfants, Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Camille PETIT, membre honoraire du Parlement, ancien député de la Martinique, ancien membre du Conseil économique et social, président d'honneur du CASODOM, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 2 août 1993, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques auront lieu vendredi 6 août, à 8 h 30, à Saint-Pierre de Montrouge, Paris-14.

[Né le 2 août 1912 à Saint-Espit (Martinique), docteur en médecine, Camille Petit avait été élu conseiller municipal de Fort-de-France (Martinique) en 1953, puis conseiller général de Grand-Rhône en 1955, Maire de Grand-Rhône de 1959 à 1965, conseiller général de Fort-de-France de 1969 à 1987, membre du conseil économique et social de 1960 à 1967, il avait été élu député UDR de la Martinique en 1967. Né en 1908, en 1973, en 1979 et en 1981. Il n'a pas été représenté en 1986. Maire de Saint-Marie de 1969 à 1983, président du conseil régional de la Martinique de 1974 à 1983, Camille Petit avait été membre du conseil politique du RPR.]

Ses amis, Et collaborateurs, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Alexandre WITZMAN ANAYA, chorégraphe,

survenu le 27 juillet 1993, à Mexico (Mexique).

## Anniversaires

- Le 4 août 1992, disparaissait

Michel DAENINCKX.

Que ceux qui l'ont connu, aimé, aient une pensée affectueuse pour lui.

- Le 10 août 1992,

Giselle GEELIN, née Sallard,

veuve de Pierre GEELIN, décédé à Buchenwald en 1944, nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent.

Ghislaine Geelen, Les familles M'Rad, Sallard, Geelen, Et tous ses amis.

- Le 5 août 1989, nous quitte

Jacques GODARD.

Que tous ceux qui l'ont connu aient, ce jour, une pensée pour lui.

- Il y a cinq ans, le 5 août 1988,

Sylvain LIBERMAN

nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

Communications diverses - Un comité de soutien à la candidature de

Ange PATASSÉ

à la présidence de la République de Centrafrique vient de se constituer à Paris.

Les dons sont à libeller à l'ordre du comité et à adresser au siège social, 54, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris. Tél. : 40-30-26-34.

Le premier tour de l'élection aura lieu le 22 août 1993 et la campagne électorale commencera le 8 août.

## PARIS EN VISITES

## JEUDI 5 AOÛT

« Le quartier juif : ses aynagogues, ses boutiques. Histoire de la communauté juive et de sa culture, de l'Antiquité à nos jours », 10 h 30, métro Saint-Paul (P.-Y. Jasleu).

« Les passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminine. Exotisme et dépaysement assurés » (dixième parcours), 10 h 30, rue de Palestro (Paris autrefois, L.-A. Lavigne).

« Le quartier chinois et ses lieux de culte », 11 heures et 14 h 30, métro Porte-de-Cholay (M.-C. Leclerc).

« Le quartier de la Goutte-d'Or, en passant par l'hôtel des ventes de la rue Drouot », 11 h 15 et 15 h 30, métro Château-Rouge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les salons de l'Hôtel de Ville, histoire de la ville de Paris », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (P.-Y. Jasleu).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, profondeurs et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Haufler).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Historique du Louvre (visite extérieure), vestiges des tours et enceinte de Philippe-Auguste, suivie de nombreuses curiosités », 15 heures, angle de la rue de Rivoli et de la rue de Maréngo (Paris autrefois, L.-A. Lavigne).

« Le Sorbonne : les salons, le grand amphithéâtre, la chapelle », 15 heures, devant l'entrée, rue des Ecoles (Paris et son histoire).

## THÉÂTRE

## Avignon après Avignon

La plupart des spectacles créés au festival seront bientôt repris dans toute la France

Si le 47<sup>e</sup> Festival d'Avignon s'est achevé le 2 août, plusieurs spectacles de théâtre, deux spectacles de danse et une exposition créés dans la Cité des papes seront repris la saison prochaine à Paris et en régions. La production à succès du *Dom Juan* de Molière, dans la mise en scène de Jacques Lassalle, sera présentée à la Comédie-Française, salle Richelieu, à partir du 9 octobre (en alternance jusqu'au 6 février). L'une des productions les plus controversées du festival, *Molotov d'arrêt*, de l'Anglais Edward Bond, mise en scène de Jorge Lavelli, sera donnée au Théâtre national de la Colline du 13 octobre au 12 décembre.

Quatre nouvelles pièces seront à bientôt à l'affiche des centres dramatiques nationaux : *On va-tu Jérôme*, de Philippe Minyana, mise en scène d'Edith Scob, du 2 mars au 2 avril au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis ; *La Tranche*, de Jean-Daniel Magnin, mise en scène de Philippe Adrien, du 15 septembre au 22 octobre au Théâtre de la Bastille à Paris ; *Enfonçures*, mis en scène par l'auteur, Didier-Georges Gabilly, du 5 au 16 janvier au Théâtre de la Bastille ; *Munich-Athènes*, de Lars Noren, mise en scène de Claudia

Stavisky, du 7 septembre au 13 octobre au Théâtre de la Tempête à la Carroucerie de Vincennes.

Après une tournée à l'automne dans l'est de la France, le CDN de Nancy reprendra au Théâtre 71 de Malakoff *Adam et Eve* de Boulgakov, mise en scène de Charles Tordjman, du 18 janvier au 6 février. Deux réalisations de Sophie Louachevski (*Mon Pouchin* et *Six personnages en quête de...*) seront redonnées à l'Athénée à Paris (à partir du 28 septembre) et au Théâtre national de Toulouse (en novembre). *Edipe à Colone*, d'après Sophocle, mise en scène de Dido Lykoudis, sera présentée à Belfort les 14 et 15 octobre, à Mame-la Vallée du 4 au 6 novembre, puis à Orléans le 30 novembre. Tournée française et européenne pour *Chetivik ou terminus du monde*, de Wladyslaw Sznorok, avait sa venue au Théâtre de Gennevilliers du 3 mai au 3 juin.

Philippe Caubère et son *Roman d'un acteur* s'installent notamment au Théâtre national de Marseille du 1<sup>er</sup> au 23 octobre. La Volière Dromesko plantera son chapiteau au Parc de la Villette à Paris (à partir d'octobre). *La Plaisie* et le Couteau, nouvelle pièce de

Enzo Cormano, mise en scène de l'auteur, sera jouée en novembre à Lorient (le 16), à Saint-Brieuc (le 19), à Angers (22 et 23) et à Nantes (du 25 novembre au 5 décembre).

La rétrospective consacrée au photographe Claude Bracq sera présentée au Quartz de Brest (du 4 septembre au 4 octobre) avant de l'être au Théâtre de Nanterre-Amandiers (du 8 octobre au 11 novembre) puis, à Paris, au Théâtre Renaud-Barrault (du 13 au 30 novembre).

*L'Éphémère et la Nuit parlogée*, chorégraphies de Jean-François Durouré, seront reprises le 1<sup>er</sup> octobre à Lyon, puis en tournée dans une douzaine de villes jusqu'en mai 1994 (Strasbourg, 14 et 15 janvier; Nantes, 22 février; Le Vesinet, 19 mars; Lille, 8 avril; Strasbourg, 5 mai). La Compagnie Angéline Préjocaj a prévu plusieurs séries de représentations de l'« Hommage aux Ballets russes » de novembre à fin mai (Marne-la-Vallée, 26 et 27 novembre; Cergy-Pontoise, du 2 au 4 décembre; Nantes, 4 et 5 février; Champigny-sur-Marne, 22 mars; Metz, 19 et 20 avril; Saint-Quentin-en-Yvelines, 27 et 28 mai).



MÉDECINE

Dans le cadre de la réforme de la transfusion française

# Le groupe autrichien Immuno pourrait acquérir le centre de fractionnement sanguin de Strasbourg

Le groupe privé autrichien Immuno, spécialisé dans la fabrication industrielle de produits dérivés du sang, pourrait très prochainement acquérir la partie fractionnement du centre régional de transfusion sanguine de Strasbourg. Cette transaction s'inscrirait dans le cadre de la réforme du système transfusionnel français. Elle permettrait de sauvegarder environ cent cinquante emplois sans, affirme-t-on, attenter aux principes éthiques (bénévolat, gratuité, anonymat) qui sous-tendent le système français.

Il y a quelques jours, Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, se prononçait publiquement pour la « création rapide » du Laboratoire français de fractionnement et de biotechnologies (LFFB). Elle soulignait aussi l'importance que revêtait à ses yeux la création de cette nouvelle structure, « pour la politique de santé publique » (le Monde du 24 juillet). La loi du 4 janvier 1993, relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine, prévoit que le LFFB sera à l'avenir le seul organisme habilité à fractionner le plasma sanguin collecté chez les donneurs français pour fabriquer les produits stables dérivés du sang (albumine, facteurs de coagulation, immunoglobulines).

La création d'un tel laboratoire (qui aura le statut de groupement d'intérêt public), confiée à Étienne Eisenmann, ancien directeur général de la firme Transgène, n'est pas chose aisée. La capacité de fractionnement des six centres français (Lille, Strasbourg, Bordeaux, Les Ulis, Lyon et Montpellier) est notablement supérieure aux besoins nationaux. Les différents experts qui ont travaillé sur cette question se sont prononcés pour la réduction plus ou moins drastique des dimensions de l'outil industriel français.

En dépit des incertitudes pesant ainsi sur leur avenir, les directeurs

de ces six centres viennent d'accepter de signer une convention avec le LFFB. « Les centres de transfusion qui adhéreront à ce groupement poursuivront à travers lui sous contrôle public leur activité de fractionnement de plasma dans les conditions prévues par la loi », expliquait M. Veil le 22 juillet dernier.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les négociations actuelles entre le CRTS de Strasbourg et le groupe autrichien Immuno. Les responsables de ce groupe (qui assure le fractionnement annuel de 1 million de litres de plasma, dont un tiers est collecté en Europe, et deux tiers provenant des États-Unis) ne cachent nullement leur souhait de s'installer en France.

une implantation jusqu'ici impossible compte tenu du monopole de la transfusion sanguine dans l'Hexagone. Or la loi du 4 janvier dernier prévoit que des entreprises privées pourront s'associer à l'activité du LFFB à condition de respecter certaines règles éthiques. Celles-ci concernent notamment l'origine du plasma, qui ne devrait pas provenir du sang de donneurs rémunérés ou de donneurs français.

## Une tentative avortée en Gironde

Le cahier des charges paraît également comporter d'autres contraintes. On indique chez Immuno avoir déjà cherché à

négoier avec les différents centres de fractionnement français. D'autres négociations seraient actuellement en cours entre d'autres firmes (Armour, Baxter...) et certains centres de fractionnement français.

En 1990, Immuno avait cherché à s'implanter en Gironde, en association avec le CRTS de Bordeaux. Ce projet de collaboration (Immuno projetait alors la création de deux cents emplois et un investissement de 170 millions de francs) s'était heurté à la violente opposition des associations de donneurs de sang du Sud-Ouest (le Monde du 24 avril 1990).

La situation aurait-elle, depuis, évolué ? On souligne au CRTS de Strasbourg tout l'intérêt de l'association avec Immuno, qui permettrait « de sauver des emplois sans perdre son âme ». Ce centre emploie pour sa partie fractionnement 125 personnes et fractionne aujourd'hui environ 150 000 litres de plasma annuels. Si les termes de l'accord pouvaient être conclus avec Immuno ne sont pas encore connus, des chiffres circulent déjà qui ne sont pas démentis par les principaux intéressés.

On précise ainsi que le conseil d'administration du CRTS de Strasbourg aurait donné son accord pour une transaction à hauteur d'environ 223 millions de francs (payables en six annuités) associée à des contrats de recherche d'environ 14 millions de francs. Pour sa part, la direction du CRTS de Strasbourg souligne l'importance qu'elle accorde, dans le cadre du bénévolat du don de sang, à la recherche dans le domaine de l'utilisation de cellules sanguines à des fins thérapeutiques.

Dans l'entourage de M. Veil, on souligne « ne pas connaître dans le détail les intentions des responsables du CRTS de Strasbourg ». Pour autant, on indique que si la solution retenue apparaît « convenable », associant notamment le respect du texte de loi, les contraintes éthiques, le maintien des emplois et les nécessités industrielles, rien ne s'opposerait à une telle transaction.

J.-Y. N.

## La démission du président de l'Agence française du sang

Le professeur Jacques Cinquahbre, président du conseil d'administration de l'Agence française du sang, a présenté il y a peu sa démission à Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville.

Le professeur Cinquahbre, spécialiste de chirurgie et de transplantation d'organes (CHU de Strasbourg), avait été nommé à ce poste le 9 juillet 1992. Cette démission n'a pas encore été acceptée par M. Veil. Il est acquis qu'elle le sera, mais le nom du successeur du professeur Cinquahbre ne sera pas connu « avant quelque temps ».

L'Agence française du sang est un groupement d'intérêt public dont la naissance fut difficile et qui devrait jouer un rôle clé dans la recombinaison en cours du paysage transfusionnel français. Ancien membre des cabinets ministériels de Jean-Louis Bianco et Bernard Kou-

ehner, le professeur Cinquahbre ne souhaitait pas rester plus d'un an à un an et demi à la présidence du conseil d'administration de cette agence. Cette démission apparaît néanmoins comme précipitée, et peut-être inopportune, compte tenu des remous que continue de susciter en France la réforme de la transfusion.

Contrevenant à certaines rumeurs, le professeur Cinquahbre n'a pas été « démissionné » mais part de son plein gré. De la même manière, il est exclu que M. Veil ramène en question l'existence même de l'Agence française du sang. On indique bien au contraire, dans son entourage, que cette structure sera « maintenue » et « plus vite consolidée ». Dès le retour, le ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville entend faire publiquement le point sur l'ensemble des questions soulevées par ce dossier.

RELIGIONS

La fronde contre Mgr Krenn

## L'Eglise autrichienne en ébullition

Un vent de fronde traverse l'Eglise catholique d'Autriche à propos de Mgr Kurt Krenn, évêque de Sankt-Pölten, capitale de Basse-Autriche, qui se distingue par des prises de position très conservatrices. Des pétitions circulent et sont envoyées à Rome en vue d'obtenir sa démission.

VIENNE (Autriche)

de notre correspondant

La nomination de Mgr Kurt Krenn comme évêque auxiliaire de Vienne, en 1987, avait déjà suscité des réactions hostiles en Autriche. Le jour de sa consécration, des policiers avaient dû le porter à bout de bras, au-dessus de manifestations courues en signe de protestation sur le parvis de la cathédrale Saint-Étienne à Vienne. Chargé, au sein du diocèse de Vienne, des questions de sciences et de culture, il avait la haute main sur l'enseignement théologique. Il avait entrepris de rectifier les orientations jugées trop « progressistes » mises en œuvre par le cardinal Franz Koenig, archevêque de Vienne, en retraite depuis 1986.

## L'ayatollah de Dieu

En septembre 1991, l'intronisation de Mgr Krenn à Sankt-Pölten avait également donné lieu à une « marche du silence » de 3 000 manifestants. Depuis, le Père Udo Fischer, bénédictin de l'abbaye de Göttweig, curé de la petite paroisse de Faudort, est en rébellion ouverte contre son évêque. Il lui reproche un train de vie trop luxueux et le gaspillage de fonds de l'Eglise pour l'aménagement de sa résidence. Il a lancé une pétition et s'attend à 500 000 signatures qu'il souhaite remettre personnellement cet été à Jean-Paul II. Sa protestation est ouvertement soutenue par le clergé de plusieurs paroisses de Basse-Autriche et des organisations de militants laïcs.

La menace de révocation que fait peser Mgr Krenn sur le Père Udo Fischer et les propositions de démission adressées par plusieurs prêtres, notamment celle du Père Johannes Oppolzer, curé très populaire de Sankt-Pölten, ont provoqué début juillet des manifestations de milliers de catholiques devant le palais épiscopal de Sankt-Pölten.

Signée par soixante-douze prêtres, une lettre portant plainte contre l'autoritarisme de l'évêque a été adressée au pape.

Mgr Krenn, cinquante-six ans, ancien professeur de théologie à l'université de Ratisbonne (Bavière) est un traditionaliste attaché « à lutter contre la perte de substance catholique » qu'entraîne, selon lui, une trop grande ouverture de l'Eglise au monde. L'« ayatollah de Dieu », comme l'avait surnommé un hebdomadaire, a provoqué la consternation des catholiques autrichiens par ses positions catégoriques contre l'avortement, la contraception et le remariage des divorcés, par la censure de théologiens - dont certains ont dû quitter le diocèse - par les restrictions imposées à la collaboration de laïcs.

Sa décision d'interdire aux jeunes filles et aux femmes de servir la messe a soulevé un tollé de protestations. Ses liens avec l'Opus Dei et sa bienveillance pour l'Opus Angelorum, une communauté religieuse non reconnue officiellement par Rome, qualifiée par certains théologiens de « secte », ont fait enfin de Mgr Krenn une personnalité de plus en plus controversée.

L'Eglise protestante elle-même a exprimé son mécontentement. L'évêque Dieter Knall a reproché à Mgr Krenn de « mettre en cause l'écuménisme » et demandé une réunion de la commission mixte catholique-protestante pour discuter de son « cas ». Erhard Busek, chef du parti conservateur OeVP, a aussi fait part de son « inquiétude » au nonce apostolique, Mgr Donato Squicciari. Les évêques autrichiens sont embarrassés et se refusent à tout commentaire, alors qu'Edouard Ploier, ancien président de l'Action catholique, croit disposer d'indices sûrs d'une prochaine réaction de Rome.

Ce conflit heurte d'autant plus l'aile libérale de l'Eglise autrichienne que celle-ci, sous le long règne du cardinal Franz Koenig, avait vécu une ouverture sans précédent (1956-1986). Depuis 1986, la nomination de cinq évêques appartenant à la frange la plus conservatrice de l'Eglise, notamment celle de Mgr Klaus König, vicaire régional de l'Opus Dei, au diocèse de Feldkirch (Vorarlberg), n'a cessé de créer des tensions entre cette Eglise et le Vatican.

WALTRAUD BARYLI

DÉFENSE

Pour remplacer les silos du plateau d'Albion

## Le chef d'état-major de l'armée de l'air préconise le choix d'un missile nucléaire tiré d'avion

Le général Vincent Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air, préconise de remplacer les missiles fixes du plateau d'Albion par des avions aptes au tir de missiles nucléaires, pour compléter les sous-marins stratégiques au sein de la panoplie française de dissuasion. Il se prononce pour cette solution - de préférence à celle d'un nouveau missile sol-sol - dans le dernier numéro de la revue mensuelle Défense nationale, consacrée à l'aéronautique militaire.

« Des trois composantes actuelles - sous-marine, aéroportée (les Mirage-IV et les Mirage-2000N dotés du missile air-sol moyenne portée ASMP) et balistique sol-sol (les missiles du plateau d'Albion), la première, indiscutable, doit être maintenue. Entre les deux autres, mises en œuvre par l'armée de l'air, il faudra sans doute - écrit le général Lanata dans la revue Défense nationale - faire un choix à brève échéance, ne serait-ce que pour des raisons budgétaires. Le couple avion-missile est la solution qui présente le plus d'avantages en termes de diversification, de souplesse et de précision. Le missile aéroporté, offrant un mode de pénétration outre que celui des missiles balistiques, renforce la crédibilité de notre instrument de dissuasion. Le vecteur aéroporté offre une grande souplesse de manœuvre, tant politique qu'opérationnelle. L'évolution vers une capacité anti-centres vitaux militée en faveur de systèmes d'une grande précision, possédant une charge de puissance modifiable ».

Compte tenu de ces divers critères, le chef d'état-major de l'armée de l'air suggère que le gouvernement choisisse la solution

du Mirage-2000N, puis celle du Rafale, équipés d'un missile air-sol « qui pourrait être une adaptation de l'actuel missile air-sol moyenne portée (ASMP) ou une version à plus long rayon d'action, l'air-sol longue portée (ASLP) ».

A l'heure actuelle, l'armée de l'air dispose de quinze Mirage-IV et de quarante-cinq Mirage-2000N capables de tirer un missile ASMP (soit une charge de 300 kilotonnes) sur des distances de 100 à 350 kilomètres une fois lancée par l'avion. Le missile ASMP actuel devra être remplacé avant l'an 2010.

## Une décision dans les trois ans

Dans les trois années à venir, dans le cadre de la loi de programmation militaire qui sera soumise au Parlement au printemps prochain, le gouvernement devra envisager la succession des dix-huit missiles sol-sol S3D enfouis dans des silos fixes au plateau d'Albion, en Provence. La prise de position du général Lanata est importante, puisque le chef d'état-major de l'armée de l'air semble écarter l'option en faveur d'un nouveau missile sol-sol S5 - dérivé du missile du sous-marin stratégique M45 ou M5 - et qu'il penche vers la solution d'un nouveau missile aéroporté.

Selon l'un des subordonnés du général Lanata, le colonel Henry de Roquefeuil, sous-chef d'opérations des forces aériennes stratégiques (FAS), qui s'exprime dans la même revue, « une décision doit être prise dans les trois ans à venir : soit de prolonger la vie de l'ASMP (ou de relancer une fabrication) et de l'adapter au Rafale, soit de concevoir directement pour ce dernier un nouveau missile à plus longue portée, l'ASLP », qui est censé atteindre des cibles à 600, voire 800 kilomètres de dis-

tance. A l'état-major de l'armée de l'air, on émet le vœu que la Grande-Bretagne, pour ses avions Tornado qui n'en possèdent pas à l'heure actuelle, puisse se joindre à son programme ASLP. Cependant,

ce projet n'est pas à l'ordre du jour si l'on en juge par les restrictions financières qui sont intervenues, au début de juillet, dans le budget militaire britannique.

JUSTICE

Après le PDG de la société nicoise

## L'ancien directeur général de la SEREL est mis en examen pour corruption active

NICE

de notre correspondant régional

L'affaire de la caisse noire de la SEREL, à Nice, a connu un nouvel épisode, lundi 2 août, avec la mise en examen de Gérard Canarie, trente-huit ans, ancien directeur général de la société nicoise, pour faux et usage de faux, abus de biens sociaux et corruption active. M. Canarie a été écroué à la maison d'arrêt de Nice où l'avaient précédé, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, le PDG de la SEREL, Francis Guillot, et un autre ancien collaborateur de celui-ci, Jim Laprevotte (le Monde du 3 juillet). Il est la cinquième personne poursuivie dans ce dossier du « système Médéric », qui devrait connaître d'autres développements dans les prochains jours.

Ancien inspecteur des impôts, M. Canarie était entré à la SEREL, une société spécialisée dans la régulation routière, en 1988, comme directeur financier, fonction qu'il avait cumulée, ensuite, avec celle de directeur général jusqu'à ce qu'un vif contentieux l'opposât à M. Guillot, en octobre 1991. A cette date, il avait déposé une plainte contre son employeur, qu'il accusait de l'avoir contraint, sous la menace, à signer une reconnaissance de dette de 2

millions de francs. M. Guillot et trois de ses collaborateurs, ainsi que deux détectives privés, avaient été inculpés, un mois plus tard, de séquestration de personne, extorsion de signature et menaces de mort sous condition. Mais le PDG de la SEREL avait répliqué en déposant une plainte, à son tour, contre M. Canarie, qui avait été inculpé de faux, usage de faux et recel d'abus de biens sociaux.

Cette sombre affaire avait été à l'origine de la découverte de la caisse noire de la SEREL dont M. Guillot a reconnu l'existence et qui aurait permis de verser, au total, 14 millions de francs de commissions occultes à des élus et des fonctionnaires - dont 4 millions de francs au seul bénéfice de l'ancien maire de Nice, Jacques Médéric - pour l'obtention de marchés publics. Dans un précédent interrogatoire, M. Guillot avait toutefois imputé à M. Canarie la responsabilité de l'extension de cette caisse noire par le biais d'une fausse facturation à grande échelle. Selon son avocat, M. Valentin Césari, M. Canarie nie, en bloc, ces assertions.

G. P.

FAITS DIVERS

A Romans (Isère)

## Une jeune commerçante tuée à coups de couteau

LYON

de notre bureau régional

Armelle Ogier, vingt-quatre ans, a succombé, au cours de la nuit du 2 au 3 août à l'hôpital Albert-Michalon de Grenoble, aux graves blessures que lui avaient infligées quarante-huit heures plus tôt son ou ses agresseurs à Romans-sur-Isère (Drôme). La jeune fille, employée dans le commerce de vêtements de ses parents, avait été découverte, samedi 31 juillet, en début d'après-midi, grièvement blessée au ventre. Aussitôt secourue, elle avait été transportée par hélicoptère au centre hospitalier universitaire de Grenoble.

En l'absence de témoignages directs, le drame n'a pu être que partiellement reconstitué et bien des zones d'ombre demeurent de l'information judiciaire, ouverte mardi 3 août, à la demande de M. Jean Philippe, procureur de la République à Romans pour « homicide volontaire et viol », permettra peut-être d'effacer.

Des témoins affirment avoir vu deux hommes, plutôt jeunes - un grand blond et un autre, brun, plus petit, - s'écarter dans cette rue Mathieu-de-la-Drôme, en plein centre-ville, où, au 19, la famille Ogier est propriétaire d'un magasin à l'enseigne Carnet de vol. Est-ce l'un de ces individus - voire les deux - qui se sont précipités dans le commerce au moment où la jeune fille s'apprêtait, comme chaque jour à 12 h 30, à fermer celui-ci ? Ont-ils voulu « faire la caisse » ? Le vol n'a pas été établi avec certitude, mais l'hypothèse est vraisemblable. La jeune commerçante s'est-elle alors opposée à son agresseur ou celui-ci a-t-il frappé brutalement, sans avertissement ? Au moins deux graves blessures faites avec une arme blanche de forte

taille ont été décelées sur le corps de la victime. L'autopsie, qui devait avoir lieu mercredi 4 août, permettra peut-être de recueillir des indices susceptibles de conduire à l'identification du ou des auteurs de ce crime.

B. E.

## Une trentaine de cas recensés

### Mise en garde contre les risques d'épilepsie liés aux jeux vidéo

La onctueuse d'emploi accompagnant les jeux vidéo et les logiciels devra comporter une mise en garde sur les conséquences possibles de crises d'épilepsie. Un arrêté des ministères de l'économie de l'industrie, des postes et télécommunications, du commerce extérieur et du budget, publié mardi 3 août au Journal officiel, impose un délai de deux mois aux fabricants pour insérer cette information dans leurs notices d'emploi.

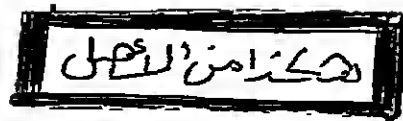
L'avertissement recommandera de jouer dans une pièce bien éclairée, de faire une pause de dix à quinze minutes toutes les heures et d'éviter l'utilisation en cas de fatigue ou de manque de sommeil. Les parents seront invités à être attentifs « même si le sujet n'a aucun antécédent médical ».

Ces dispositions, qui ont été prises à la suite de la trentaine de cas d'épilepsie recensés par la commission de la sécurité des consommateurs (le Monde du 10 mars), s'appliquent pour une durée d'un an. Les articles en vente actuellement devront être munis d'un autocollant apportant ces précisions.



## Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER



**FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER PARIS - ÎLE-DE-FRANCE**

**Ventes**

19-10AL INVESTISSEUR  
AV. MOZART CHAMBER 10 M<sup>2</sup>  
230 000 F - 47-42-07-43

9-MADELEINE BEAU 2 P  
46 m<sup>2</sup>, 11 ch. EXPO SUD-OUEST  
B, asc. 995 000 F  
PARTENA 47-42-07-43

Pr. Adèle except. inv. 87  
et 4 p. 4 p. 88 m<sup>2</sup>, balc. soléil  
park. à saser 43-35-18-38

Mr. OUDOC, 3-4 P  
casse équipée, 11 ch. part. état  
calme, 1 750 000 F 45-48-15-15

**Locations**

ASNIÈRES 150 m<sup>2</sup> pl. Voltaire  
4, studio 22 m<sup>2</sup>, 11 ch. cave,  
cuis., sds, wc, entrée, idéal  
1<sup>er</sup> achat ou investisseur  
90-63-47-63

Rue Rollin sur cour et jard.  
studio 35 m<sup>2</sup> ref. mod.  
890 000 F 40-51-08-07

**VOUS VENDEZ**  
Un apt avec ou sans chf.  
adressez-vous à  
un professionnel FNAIM  
IMMO. MARCADET  
(1) 43-51-51-51 FAX 42-55-55-55

**bureaux**

**Locations**

**VOTRE SIÈGE SOCIAL**

**DOMICILIATIONS**  
et tous services 43-56-17-50

**appartements  
achats**

ACHÈTE STUDIO/2 P.  
PARIS centre dans bon imm.  
même à rénover 42-72-54-45

**appartements ventes**

**4<sup>e</sup> arrdt**  
HOTEL-DE-VILLE  
**PLEIN CIEL - SOLEIL - Vue**  
73 m<sup>2</sup> + 18 m<sup>2</sup> terr. calme,  
meub. fine rénov., pos.  
2 870 000 F + Parking  
45-72-50-50

**5<sup>e</sup> arrdt**  
ATELIER dans un JARDIN,  
3 chbres, 3 bains, bureau  
200 m<sup>2</sup> env., état parfait,  
chauff. RARE - 47-06-41-51

**7<sup>e</sup> arrdt**  
Mr. ÉCOLE MILITAIRE  
AV. DUCLOS 2 P. Bon état  
clair, calme. A. SAISIR.  
880 000 F. CASSIL. R. G.  
45-66-43-43.

**14<sup>e</sup> arrdt**  
Mme XIV<sup>e</sup>  
**DUPLEX - PLEIN CIEL**  
Calme, ref., 110 m<sup>2</sup> + 50 m<sup>2</sup> terr.  
3 chbres, 2 bains  
3 880 000 F + box double  
45-72-50-50

**16<sup>e</sup> arrdt**  
**CHALGRIN**  
80 m<sup>2</sup> env. 4<sup>e</sup> étage  
A. SAISIR : 2 000 000 F  
47-06-57-36 ou 43-25-11-25

**18<sup>e</sup> arrdt**  
Mr. MARCADET 2 p., 43 m<sup>2</sup>  
récent (1984) chf 750 000 F  
42-57-79-73 (R4p.)

**78 - Yvelines**  
VERSAILLES. Résid. rénov.  
parf. état, apt 100 m<sup>2</sup> et  
ch. prov. comm. transports  
39-49-00-45 - Après 20 h

**locations  
non meublées  
offres**

**Paris**

14- TROCADERO superbe 3 P  
100 m<sup>2</sup> Basc. Parting 11000 F. ch.  
PARTENA 47-42-07-43.

**Province**

Perpignan (66) val. apt. F 3  
3<sup>e</sup> d'arrêt de 48, 32 m<sup>2</sup>, cuis.  
équip., a.d.b., cave, park.  
privé. Prix : 360 000 F.  
Tél. : (1) 40-99-06-74 (R4p.).

**pavillons**

**ARGENTEUIL.**  
Pavillon dans quartier calme.  
Proche gare  
(16 minutes Saint-Lazare).  
Écoles et commerces.  
Sur 250 m<sup>2</sup> de terrain  
sans vis-à-vis.  
Salon, cuisine, w.c.,  
3 chambres, salle de bain.  
Garage, sous-sol aménagé  
(logerie + atelier).  
Abn. de jardin.  
Prix : 875 000 F  
Tél. : 39-60-48-96  
après 18 h 30.

**locations  
non meublées  
demandes**

**Paris**

**EMBASSY SERVICE**  
recherche APPARTEMENTS  
DE GRANDE CLASSE  
VIDES OU MEUBLÉS  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**RECHERCHE STUDIO**  
A LOUER DANS PARIS  
ENTRE 2 500 F ET 3 700 F c.c.  
Tél. : 43-13-41-67 de 17 h à 23 h  
ou 45-38-67-40 (trav.)

**locations  
meublées  
offres**

**Paris**

RUE BOBILLOT (13)  
LOUE 2 P., CUIS., S. O'EAU,  
WC, BALC. TRÈS LUMINEUX  
COUR. 2 ETUDES 4 500 F C.C.  
Tél. : 45-66-12-28

**locations  
non meublées  
offres**

**Paris**

14- TROCADERO superbe 3 P  
100 m<sup>2</sup> Basc. Parting 11000 F. ch.  
PARTENA 47-42-07-43.

**Province**

Perpignan (66) val. apt. F 3  
3<sup>e</sup> d'arrêt de 48, 32 m<sup>2</sup>, cuis.  
équip., a.d.b., cave, park.  
privé. Prix : 360 000 F.  
Tél. : (1) 40-99-06-74 (R4p.).

**pavillons**

**ARGENTEUIL.**  
Pavillon dans quartier calme.  
Proche gare  
(16 minutes Saint-Lazare).  
Écoles et commerces.  
Sur 250 m<sup>2</sup> de terrain  
sans vis-à-vis.  
Salon, cuisine, w.c.,  
3 chambres, salle de bain.  
Garage, sous-sol aménagé  
(logerie + atelier).  
Abn. de jardin.  
Prix : 875 000 F  
Tél. : 39-60-48-96  
après 18 h 30.

**locations  
non meublées  
demandes**

**Paris**

**EMBASSY SERVICE**  
recherche APPARTEMENTS  
DE GRANDE CLASSE  
VIDES OU MEUBLÉS  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**RECHERCHE STUDIO**  
A LOUER DANS PARIS  
ENTRE 2 500 F ET 3 700 F c.c.  
Tél. : 43-13-41-67 de 17 h à 23 h  
ou 45-38-67-40 (trav.)

**locations  
meublées  
offres**

**Paris**

RUE BOBILLOT (13)  
LOUE 2 P., CUIS., S. O'EAU,  
WC, BALC. TRÈS LUMINEUX  
COUR. 2 ETUDES 4 500 F C.C.  
Tél. : 45-66-12-28

**locations  
non meublées  
offres**

**Paris**

14- TROCADERO superbe 3 P  
100 m<sup>2</sup> Basc. Parting 11000 F. ch.  
PARTENA 47-42-07-43.

**Province**

Perpignan (66) val. apt. F 3  
3<sup>e</sup> d'arrêt de 48, 32 m<sup>2</sup>, cuis.  
équip., a.d.b., cave, park.  
privé. Prix : 360 000 F.  
Tél. : (1) 40-99-06-74 (R4p.).

**pavillons**

**ARGENTEUIL.**  
Pavillon dans quartier calme.  
Proche gare  
(16 minutes Saint-Lazare).  
Écoles et commerces.  
Sur 250 m<sup>2</sup> de terrain  
sans vis-à-vis.  
Salon, cuisine, w.c.,  
3 chambres, salle de bain.  
Garage, sous-sol aménagé  
(logerie + atelier).  
Abn. de jardin.  
Prix : 875 000 F  
Tél. : 39-60-48-96  
après 18 h 30.

**locations  
non meublées  
demandes**

**Paris**

**EMBASSY SERVICE**  
recherche APPARTEMENTS  
DE GRANDE CLASSE  
VIDES OU MEUBLÉS  
GESTION POSSIBLE  
(1) 47-20-30-05

**RECHERCHE STUDIO**  
A LOUER DANS PARIS  
ENTRE 2 500 F ET 3 700 F c.c.  
Tél. : 43-13-41-67 de 17 h à 23 h  
ou 45-38-67-40 (trav.)

**locations  
meublées  
offres**

**Paris**

RUE BOBILLOT (13)  
LOUE 2 P., CUIS., S. O'EAU,  
WC, BALC. TRÈS LUMINEUX  
COUR. 2 ETUDES 4 500 F C.C.  
Tél. : 45-66-12-28

### L'AGENDA

#### Vacances.

#### tourisme.

#### loisirs

Corse : superbes mini-villas,  
de dom. priv. très belle  
placée, hauteur de Bonifacio,  
prox. port. Prix : 4 000 F/m<sup>2</sup>.  
Tél. : (18) 91-13-75-76

Re d'Elbe (Italie)  
scol. villa  
3 personnes,  
sept-septembre.  
Tél. : (18) 32-10-61-10-93

3 H de Paris par TGV

**JURA**  
Toutes saisons  
(hors été)  
en pleine zone nordique  
ambiance familiale et convi-  
viale chez ancien adhérent  
olympique, location studio  
 indép. et chères en pension ou  
demi-pension. Activités :  
pêche, randonnées pédestres  
et VTT, tr à l'arc, salle remise  
en forme, sauna. Tarif suivant  
saison. Réas. et réserv.  
(18) 81-49-00-72

Ramassée, 1 mini-villa  
de dom. 7 ha s/2 pièces  
de table enco. 4 pers.  
en plein paradis, site  
exceptionnel. 12 000 F/m<sup>2</sup>.  
ou 59 000 F/m<sup>2</sup> selon.  
Tél. : (18) 91-13-75-76

Camping agréé  
sur la côte. Soirées planées.  
Cours jour, 3 300 F.  
Cours d'espagnol, volé,  
piscine compl., lunette.  
Apds. 225, 30001 Carrière - Esp.

**1 HA PAYSAGE**  
traversé par RIVIERE  
110 m<sup>2</sup> hab. + 110 m<sup>2</sup> amé-  
nagéable 1 ch. Prix total :  
**870 000 F**  
crédit très intéressant  
AIE - Tél. et les jours :  
(18) 38-85-99-62

Région BORDEAUX  
Part. vend propriété viticole  
12 ha 80 en appellation  
contrôlée « St-Émilion » avec  
musc., oliv. et merlot.  
Tél. : 57-24-61-17 ap. 20 h.

Part. vend moulin à Dorville.  
Prox. A8, 90 km de Paris.  
Rivière sur 4 ha de terrain.  
Hab. princ. : 400 m<sup>2</sup> sur  
2 niv., 1 salon : 110 m<sup>2</sup>.  
1 cuis., 5 chbr., 3 s.  
d'eau, 1 salle de billard,  
1 bibliothèque, piscine couverte,  
tennis, maïs, de jardin. Prix :  
4 000 000 F (guar.).  
Tél. : (18) 38-92-74-19

S.O. 30 km nord PAU, prop.  
agrément à caract., 400 m<sup>2</sup>  
hab. 17 pièces princ. 11 ch.  
+ dépendances, 2,5 hectares  
piscine brisée, poss. jusqu'à  
5 ha, pose, from. de prop.  
Tél. : (18) 91-13-75-76

**Dans le cas  
d'une annonce  
domiciliée en  
« Monde Publi-  
cité », il est  
impératif de faire  
figurer la réfé-  
rence sur votre  
enveloppe, afin  
de transmettre  
votre dossier  
dans les meil-  
leurs délais.**

### LE MONDE DES CARRIÈRES

#### ASSOC. ACT. HUMAIN.

#### recherche

#### SECRÉTAIRE + ACCUEIL

Bonne dactylo TTX. Bst. angl.  
Ad. CV et présent. à  
F. Brousse  
99, bd Malesherbes, 75008

ASSOC. rech. PROFESSEUR  
ac. phys. et nat. pour  
niveau second. français  
en Espagne. Contact :  
(1) 45-78-61-71.

Rech. vendeurs boulangerie  
pâtisserie, 42-50-77-40 ou  
64-08-69-69.

**DIRECTEUR MUSICAL**  
pour septembre 1994.  
Pour connaître les modalités  
d'inscription, les candidats  
doivent adresser à :  
L'ASSOCIATION  
POUR LE JAZZ  
EN ORCHESTRE NATIONAL  
PARC DE LA VILLETTE,  
211, avenue Jean-Jaures,  
75019 PARIS.  
Tél. : (15-1) 42-01-19-52.

**RECH. TRAJAN/ISS**  
LITCHFIELD ASSOCIATES NV  
KRUISWEG 825A,  
2132 NG HOOFDORP  
THE NETHERLANDS  
FAX : 31. 2503 26737

Une opportunité exceptionnelle au  
sein d'une société internationale de  
conseil en management reposant  
sur une structure télémarketing pour des  
professionnels du télémarketing  
ayant de réelles aptitudes de com-  
munication. Les candidats ou can-  
didates doivent pouvoir justifier d'une  
expérience dans ce domaine et être  
capables de communiquer avec les  
décideurs d'entreprises, l'anglais  
est indispensable.

Les postes sont à pourvoir à Paris,  
la rémunération comprend un fixe  
annuel qu'une structure de commu-  
nication pouvant atteindre  
300 000 F/AN.

Si vous êtes disponible immédia-  
tement et si votre profil correspond à  
nos exigences, veuillez faire parve-  
nir votre candidature sous la  
réf. : TRAJAN/ISS

**DEMANDES D'EMPLOI**

H. 33 ans, ing. informat.,  
pilote prof. hélic. sans  
affaires, honnête, triporteur,  
bricoleur, ch. poste bras  
droit ou employé serv.  
divers, stud. pas proposé  
Tél. : (1) 43-70-51-63 (R4p.)

J.F. bac + 2 comptab. rech.  
employeur pour contr. qualif.  
2 ans en vue OCEP.  
Pr tous renseignements  
Tél. : 80-84-42-81.

J.H. exp. ch. place chauffeur  
de direction ou particulier  
Tél. : 40-41-97-92.

H. 37 ans, 15 ans exp.  
chauffeur poids  
CHAUFFEUR-LIVREUR  
Panneau VL, Paris et rég.  
pays. Et. tous propos.  
Tél. : 48-47-80-27  
(répondre)

J.F. 28 ans ch. poste stable  
mécanisme, Hôtesse grand exp.  
Séduct. TTX. 48-09-34-20.

H. 47 ans, apport et l'ancien,  
ing. CNAIM en inform., ayant  
assuré la fonction de PDG de  
Sida desop., peut s'investir  
rapid. de très opport. inter.  
Fax : (18) 67-64-64-78  
Tél. : (18) 67-64-64-93

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			15 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			8 PIÈCES récent, gd standing, 126 m², 4 <sup>e</sup> étage 3 parkings		
2 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 79 m², 3 <sup>e</sup> étage cave, parking			MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL VENDÔME - 46-08-80-36 Commission agence		
2 PIÈCES 82 m², 5 <sup>e</sup> étage droite			82, rue de la Fédération PHENIX GESTION 44-86-45-45 Commission			12 000 + 1 612 8 840		
5, rue Volney GCI 40-16-28-71 Honoraires de rédaction			8 622 + 1 215,55 328,66			2 PIÈCES + Mezzanine 99 m², 4 <sup>e</sup> et 5 <sup>e</sup> étage cave, parking		
4 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			17 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			LEVALLOIS-PERRET Ile de la Jatte PHENIX GESTION 44-86-45-45 Commission		
2 PIÈCES 50 m², 1 <sup>er</sup> étage poss. parking			2 PIÈCES 49 m², 2 <sup>e</sup> étage			10 100 + 850 7 187		
43-45, rue Vieille-du-Temple CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires location			4, rue de Puteaux CGI 40-16-28-71 Honoraires de rédaction			3 PIÈCES 80 m², 3 <sup>e</sup> étage, parking		
5 210 + 588 4 021			4 500 + 505 277			NEUILLY-SUR-SEINE 22 ter, bd du Gal-Leclerc GCI - 40-18-28-68 Frais d'acte		
5 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			4/5 PIÈCES 135 m², 1 <sup>er</sup> étage			8 000 + 1 020 407		
1 PIÈCE 28 m², 1 <sup>er</sup> étage			7, rue Puvie-de-Chavannes CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location			2 PIÈCES 53 m², 4 <sup>e</sup> étage cave, parking		
11, rue Tournetfort GCI 40-16-28-70 Honoraires d'actes			13 034 + 1 700 9 654			SAINT-CLOUD 6, square Ste-Clothilde PHENIX GESTION - 44-86-45-45 Commission		
3 900 + 357,90 247			78 - YVELINES			4 220 + 510 3 002		
11 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			DBLE-LIV. + 2 CHBRES récent, gd standing 90 m², 1 <sup>er</sup> étage, 2 parkings			3 PIÈCES 103 m², 4 <sup>e</sup> étage cave, parking		
2 PIÈCES 52 m², cave parking			VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL VENDÔME - 46-08-80-36 Commission agence			SAINT-CLOUD 30, rue du Calvaire AGIFRANCE - 49-03-43-03 Frais de commission		
12-14, rue des Bleuets PHENIX GESTION 44-86-45-45 Commission			7 040 + 1 389 5 069			94 - VAL-DE-MARNE		
4 950 + 475 3 500			92 - HAUTS-DE-SEINE			4 PIÈCES 90 m², 1 <sup>er</sup> étage parking		
12 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 75 m² + balcon 1 <sup>er</sup> étage, poss. parking			LE KREMLIN-BICÊTRE 111-113, av. de Fontainebleau AGIFRANCE - 48-72-90-17 Frais de commission		
3 PIÈCES 79 m², 11 <sup>e</sup> étage cave			8, rue du Regard CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de location			5 073 + 1 569 3 790		
18-20 bis, bd de la Sennelle PHENIX GESTION 44-86-45-45 Commission			4/5 PIÈCES 105 m² + balcon 1 <sup>er</sup> étage, parking			VAL-D'OISE		
7 300 + 1 011 3 195			GARCHES 11 bis, rue des Suisses CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires location			4 PIÈCES 83,04 m², 1 <sup>er</sup> étage parking		
14 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT			ISSY-LES-MOULINEAUX-lie St-Germain 12, av. Jean-Monnet SAGGEL VENDÔME - 46-08-80-36 Commission agence			ENGHIEN 103, rue du Gal-de-Gaulle SAGGEL VENDÔME - 46-08-80-36 Commission agence		
3 PIÈCES 77 m², 5 <sup>e</sup> étage parking			DBLE-LIV. + 2 CHBRES récent, standing 83 m², RDC parking			4 560 + 841 3 283		
102, avenue du Maine AGIFRANCE 43-22-23-81 Frais de commission			7 875 + 841 5 462					







# ÉCONOMIE

Dans un rapport remis au premier ministre

## Retour au SMIG ?

Indexation du salaire minimum sur le seul indice des prix : un seul contrat de travail à durée indéterminée mais révoquant au cours des dix-huit premiers mois... Les suggestions du groupe d'étude sur l'emploi font figure de véritables pavés dans la mare. En décidant de les rendre publiques en plein mois d'août, le gouvernement a certes voulu ouvrir le débat sur le projet de loi quinquennal sur l'emploi que concoctait le ministre du travail. Mais on ne peut s'empêcher de penser qu'avant une discussion qui ne manquera pas d'être serrée, il eût voulu - sans être « jusqu'au-boutiste » - aller très loin dans les choix libéraux envisageables.

Ces propositions - qui n'ont certes pas rencontré l'unanimité au sein même du groupe - nourriront la réflexion de Michel Giraud. Ne serait-ce que par les remous que ce rapport va susciter en remettant en cause des avantages acquis de longue date. Au premier rang de ceux-ci, l'alignement du salaire minimum sur l'évolution des prix : c'est un retour au SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) supprimé en 1968.

Reprise telle quelle dans le projet de loi - ce qui paraît difficile - cette mesure économiserait un peu plus la portée du SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance), déjà entamée par les mesures de traitement du chômage. Maintenu en 1968, le SMIG valait aujourd'hui à peine plus de 2 500 francs... Tous les salariés penseraient à sa dérive ultérieure. Cela pose une nouvelle fois le problème du caractère incitatif au travail, d'un salaire minimum, de plus en plus proche des revenus de subsistance. S'ils suggèrent de contenir ainsi l'interventionnisme de l'Etat en matière salariale, les experts proposent en contrepartie de laisser les partenaires sociaux négocier la répartition des fruits de la croissance. Encore faudrait-il que ces derniers soient suffisamment bien implantés pour constituer des garde-fous efficaces. Or 30 % des entreprises ne sont pas représentées par des instances de représentation du personnel ou des syndicats...

Par ailleurs, l'éventuelle création d'un seul contrat de travail, révoquant durant les dix-huit premiers mois, pourrait bien introduire une précarité plus grande : ne se transformeraient-ils pas en un bien long période d'essai pour tous les nouveaux embauchés ?

Autant d'arguments que M. Giraud devra aussi prendre en compte d'ici la remise de sa copie à la fin de l'été...

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

## Le groupe d'étude sur l'emploi préconise le retour à l'indexation du SMIC sur les prix

Jean Mettoll, président du Conseil économique et social, a présenté, mardi 3 août, à Edouard Balladur, le rapport d'étape du groupe d'étude sur l'emploi qu'il dirigeait. Installé le 11 mai par le premier ministre, ce groupe, composé de treize personnalités, était chargé de recenser les obstacles à la création d'emplois (le Monde du 13 mai). Le groupe devait aussi proposer des remèdes à ces maux structurels. Remèdes destinés à nourrir la réflexion du ministre du travail, Michel Giraud, et à la préparation du projet de loi quinquennal sur l'emploi qui sera discuté cet automne au Parlement.

Fondé sur « un plein-emploi donné pour l'éternité », le système socio-économique français favorise les acquis de salariés au détriment de l'emploi, diagnostiquent en substance les auteurs du rapport. Or, estiment-ils, « notre société doit prendre conscience que ce n'est plus aujourd'hui possible : notre prospérité, notre compétitivité ne peuvent plus se nourrir d'une exclusion à la marge des nôtres ». Forts de ce constat, les rapporteurs proposent quatre pistes de réflexion pour relancer la création d'emplois : une réduction du coût du travail (notamment celui des salariés peu qualifiés), des souplesses à introduire dans la législation sociale, une relance de la formation en alternance et la clarification de l'organisation de l'Etat dans le domaine de l'emploi.

« Arbitrer entre un confort irraisonnable et l'angoisse de l'exclusion » : telle est l'alternative présentée par les auteurs du rapport pour justifier la réduction du coût du travail qu'ils préconisent. Les rapporteurs proposent en effet que l'Etat se contente de garantir le pouvoir d'achat du salaire minimum grâce à la seule indexation du SMIC sur l'évolution des prix.

### La disparition des contrats à durée déterminée

A charge alors pour les partenaires sociaux de négocier des augmentations supérieures. Si l'existence même du salaire minimum est ainsi préservée, la commission recommande de développer en parallèle « les mesures allégeant le SMIC durant les deux premières années d'emploi », un délai correspondant,

selon elle, à celui de « la qualification dans un emploi ».

Les experts préconisent également d'introduire certaines « souplesses » dans la législation du travail, afin, affirment-ils, de « permettre aux entreprises de gérer leurs effectifs sans rompre le lien que constitue le contrat de travail ». Ainsi, le groupe d'étude propose, sous réserve d'un moratoire de trois ans sur la législation du licenciement et des contrats à durée déterminée (CDD), d'ouvrir « une large concertation » en vue de « l'unification du contrat de travail ». Les experts envisagent en effet de supprimer purement et simplement les CDD, accusés par les experts « d'accroître la facilité de recours à une main-d'œuvre précarisée » en devenant « le mode privilégié de recrutement ». « Il n'existerait plus dès lors, poursuivent-ils, qu'un type de contrat, assorti, il est vrai, de facilités dans sa rupture durant les dix-huit premiers mois ».

### Aides au temps partiel

Autre solution préconisée pour les deux ans à venir, l'extension « aux périodes de conjoncture durablement déprimée » de la procédure du chômage partiel. Aujourd'hui limitée à 700 heures par salarié et par an, la durée de cette procédure serait en conséquence allongée, tandis que les « obstacles administratifs » qui l'encadrent (accord préalable) seraient levés. Et le champ des aides au temps partiel serait élargi.

La commission recommande aussi de fixer au 1<sup>er</sup> janvier 1998 la date-butoir à laquelle entreraient simultanément en vigueur l'annualisation et la réduction de la durée légale de travail à laquelle 1 680 heures annuelles (37 heures hebdomadaires au lieu de 39). A charge pour les partenaires sociaux de « négocier d'ici à par entreprise, ou par branche, les conditions dans lesquelles ces obligations légales entreraient en application ». En conséquence, les heures supplémentaires qui, selon les rapporteurs, constituent « un véritable obstacle à l'emploi » seraient ainsi limitées, voire supprimées.

Enfin, le système d'aides à l'insertion serait concentré sur deux types de mesures : le contrat de qualification destiné aux jeunes en formation et le contrat de retour à l'emploi pour les chômeurs en réinsertion.

V. D.

600 000 personnes concernées en 1992

## Les contrats emploi-solidarité bénéficient majoritairement à des chômeurs de longue durée

Le nombre des contrats emploi-solidarité (les anciens TUC) a fortement augmenté en 1992 en raison de leur ouverture aux chômeurs de longue durée et aux RMistes. Et la formation initiale des bénéficiaires est de plus en plus élevée : 10 % d'entre eux ont un diplôme supérieur à un CAP.

A bout de souffle quand ils s'appelaient encore les TUC (travaux d'utilité collective), les contrats emploi-solidarité (CES) ont connu un fort développement en 1992, démontre une étude réalisée par le ministère du travail (« Premières informations », n° 349). Il y en a eu 141 000 de plus qu'en 1991, soit 600 000, et, à la fin du mois de décembre, 357 000 étaient effectivement en poste, c'est-à-dire 110 000 de plus que l'année précédente. Au total, les offres de CES ont représenté la quasi-totalité des 120 000 emplois supplémentaires créés par le secteur non marchand.

Ce brusque gonflement a une double origine. A partir de 1990, le bénéfice des CES, jusqu'alors réservé aux jeunes de dix-huit à vingt-six ans, a été ouvert aux

adultes chômeurs de longue durée. Surtout, les CES ont accompagné le vaste programme lancé en février 1992 dans le cadre du plan « 900 000 chômeurs de longue durée », souhaité par Edith Cresson puis développé par Pierre Bérégovoy. Tandis que le volume de jeunes dans le dispositif n'a pas baissé (277 000), c'est 314 000 chômeurs de longue durée, jeunes ou adultes, et 198 000 bénéficiaires du RMI (revenu minimum d'insertion), qui ont pu être accueillis. En conséquence, les plus de vingt-cinq ans ont été majoritaires dans le dispositif (53,7 %, contre 32 % en 1990).

### Tâches administratives

Pour ces publics, considérés comme prioritaires, il est possible de renouveler par trois fois les conventions pour une durée maximale de trois ans et, effectivement, 150 000 reconductions se sont produites en cours d'année. En revanche, la disposition prise en octobre 1992 pour prolonger les CES et pérenniser leurs emplois pour une période de cinq ans ne s'est pas vraiment développée. Et pour cause : au-delà de l'aide normale - exonération des charges

patronales, prise en charge de 65 % de la rémunération brute, - un fonds de compensation financé par l'Etat peut intervenir jusqu'à 100 %. Or 60 % des contrats signés par les établissements publics et 20 % de ceux passés par les collectivités territoriales ont été intégralement pris en charge : ce qui n'incitait pas les « employeurs » à s'engager plus avant.

Quant à savoir si les CES ont, par leur contenu ou leurs résultats, fait la preuve de leur efficacité, rien ne permet réellement de l'établir. Une étude de 1990 tend à montrer que 12 % de ces bénéficiaires « prioritaires » retrouvaient ensuite un emploi, soit en contrat à durée indéterminée, soit en contrat à durée déterminée. Seulement 4,2 % des conventions prévoyaient une formation complémentaire, et les emplois proposés consistent le plus souvent en des tâches administratives ou d'entretien d'équipements collectifs. Plus préoccupant, il apparaît que, avec le temps, le niveau de formation initiale des CES s'élève, 52,8 % ayant un CAP ou un BEP, et 10,5 % possédant un diplôme supérieur au CAP. L'évolution du chômage en est la cause.

A. La.

## Les ministres français et allemands se félicitent du compromis de Bruxelles

Le conseil économique et financier franco-allemand, qui avait été ajourné le 24 juin après un différend entre les deux pays sur les taux d'intérêt, s'est tenu à Paris mardi 3 août. Les ministres français et allemands ont réaffirmé leur étroite coopération en matière économique et monétaire et se sont félicités du compromis obtenu lundi à Bruxelles sur l'avenir du SME.

Rarement, l'ambiance avait été, en surface au moins, aussi chaleureuse lors d'une rencontre internationale au ministère de l'économie. Les drapeaux allemands flottaient devant le centre de conférences, entremêlés avec ceux de la République française, les ministres et hauts fonctionnaires des deux pays souriaient, les appareils photos crépitaient. La crise monétaire passée, il s'agissait de convaincre du bien-fondé du compromis de Bruxelles et de la chaleur des relations franco-allemandes.

Alignés à la tribune devant les journalistes, la partie allemande (Theo Waigel, ministre des finances, Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, Günter Rexrodt, ministre de l'économie) et la partie française (Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France) y sont allés de leurs déclarations. Seul Gert Haller, secrétaire d'Etat aux finances en Allemagne et Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor français et actuellement président du comité monétaire européen, n'ont pas pris la parole. Le message était triple : l'assou-

plissement des règles du SME annoncé lundi matin pour mettre fin aux attaques spéculatives était une bonne solution, la coopération franco-allemande sort renforcée de l'épreuve, et l'économie des deux pays est sur le point de sortir de la récession.

Theo Waigel a même été jusqu'à remercier la France de sa « contribution » à la bonne solution de Bruxelles, ajoutant que « sans la France, elle n'aurait pas été trouvée ». Edmond Alphandéry a, pour sa part, rappelé combien il avait « apprécié les efforts de la délégation allemande pour trouver une solution à la crise monétaire ». Le ministre de l'économie s'est également déclaré convaincu qu'en matière d'activité économique, le pire est désormais derrière nous. Une conviction partagée par M. Rexrodt. M. Schlesinger, lui, n'a pas masqué son soulagement en rappelant que grâce à la nouvelle marge de fluctuation élargie à 15 %, « la Bundesbank était désagée de son obligation d'intervention ».

### Respecter

#### les critères de convergence

En dépit des remous monétaires et de la mauvaise conjoncture économique, Français et Allemands se sont engagés à respecter les critères de convergence des économies, prévus par le traité de Maastricht : limitation des déficits budgétaires, de la dette publique, maîtrise de l'inflation, des taux d'intérêts, stabilité du taux de change. Critères que ni l'Allemagne ni la France, pas plus que la quasi-totalité des Douze à l'exception du Luxembourg, ne respectent pour l'instant. Cependant,

## Préserver la construction européenne

Suite de la première page

Ils doivent aussi arrêter à la majorité qualifiée, sur recommandation de la Commission, les grandes orientations de politique économique de la Communauté. Le traité donne à la Commission les moyens d'interdire au conseil européen de se dérober. Le souci de M. Delors est d'éviter que la deuxième étape de l'UEM démarre « dans l'hypocrisie », et, si possible, de faire repartir le système monétaire européen (SME) sur des bases à nouveau opérationnelles, l'idéal étant de revenir aussitôt que possible aux marges de fluctuations étroites de 2,25 % de part et d'autre des cours pivots.

Cer le « nouveau SME », celui résultant des décisions prises dans la nuit de dimanche 1<sup>er</sup> à lundi 2 août par les ministres des finances, n'est considéré à Bruxelles que comme un pis-aller, retenu faute de parvenir à s'entendre sur la formule que suggère la Commission (mettre provisoirement le mark en congé du SME, ou, ce qui revient à peu près au même, élargir les seules marges s'appliquant à la devise allemande), afin de pouvoir tenir à distance la spéculation.

« Une décision hautement regrettable, une déroute pour la Communauté, qui se trouve ainsi confrontée à un risque non négligeable », a déclaré lundi Henning Christophersen, vice-président de la Commission chargée des affaires économiques et monétaires, après avoir participé à la réunion des ministres des finances.

### La ferme volonté de réagir

La Commission est convaincue que le « marché unique », sans parler de la politique agricole commune (PAC), encore plus menacée, ne résistera pas au maintien dans la Communauté d'un système de changes flottants. Elle croit par ailleurs que les chefs d'entreprise demanderont vite qu'un effort soit fait pour mieux garantir la stabilité. « Les milieux économiques ne supportent pas le désordre monétaire ; les échanges sont mis à mal par l'imprévisibilité », observe un haut fonctionnaire, qui ne prend visiblement pas au sérieux le penchant manifesté par certains industriels,

notamment en France, pour un laisser-aller pouvant déboucher sur une dévaluation rampante et entraîner une reprise de l'inflation.

MM. Delors et Christophersen entendent donc indiquer leur ferme volonté de réagir et inviteront vendredi l'ensemble du collège à ratifier ce choix. Mais détermination n'implique pas précipitation. Dans l'immédiat, il faut vivre le moins mal possible avec le nouveau système, autrement dit voir comment les marchés vont l'accueillir et inviter les gouvernements à la sagesse.

### Le conflit

#### de Blair House

« La convergence des performances économiques est toujours aussi importante pour le bon fonctionnement du marché unique, même si l'élargissement des marges de change le rend moins facile. Il est essentiel d'éviter des dévaluations en chaîne, de faire en sorte que les Etats membres n'utilisent pas le système comme un moyen pour renationaliser leurs économies », explique M. Christophersen. « On a fixé la bande de fluctuations à 15 % pour se débarrasser de la spéculation, mais les Etats membres seraient fous d'exploiter sans réserve les marges ainsi offertes », renchérit un de ses collaborateurs.

L'arrangement conclu dimanche substitue l'auto-discipline à des règles imposées par l'extérieur, celles-là qui régissaient jusqu'alors le SME. On ignore comment les autorités nationales vont se comporter. « Comment, souligne un de nos interlocuteurs, va jouer ou cours des semaines à venir le dilemme des taux d'intérêt-taux de change ? Les Français sauront-ils résister à la tentation de réduire rapidement et fortement les taux d'intérêt, ce qui entraînerait une forte dépréciation du franc et pourrait relancer l'inflation ? Parviendront-ils à rétablir une étroite concertation avec les Allemands ? »

La Commission est d'autant moins pressée de préciser ses intentions qu'elle a apparemment le sentiment que la solution de sauvetage retenue, aussi mauvaise soit-elle, satisfait politiquement tout le monde ou presque. Les Allemands se trouvent libérés,

## La crise du SME

## La crise du SME

pour M. Waigel, comme pour le chancelier Kohl qui s'est exprimé depuis l'Autriche où il se trouvait en visite, l'avancée vers l'union économique et monétaire doit être poursuivie.

### Création

#### d'un groupe de réflexion

L'atmosphère étant décidément ébaleuse, les ministres ont également annoncé la création d'un groupe de réflexion sur la « situation et les perspectives de l'appareil productif des deux pays », afin d'analyser la compétitivité des entreprises, leurs moyens de faire face à la rapidité de l'innovation technique... Le groupe, présidé par l'ancien ministre de l'industrie Roger Fauroux et par le docteur Eekhoff, secrétaire d'Etat au ministère de l'industrie allemand, réunira des grandes entreprises et chercheurs des deux pays, et rendra ses conclusions en décembre.

Heureuse coïncidence pour le gouvernement français, l'annonce de l'annulation partielle du nouveau statut de la Banque de France a été rendue publique par le Conseil constitutionnel une fois que les ministres allemands, précédés par les motards de la République, eurent pris le chemin de l'aéroport.

F. L.

o Erratum. - Dans l'article consacré à « la relance du débat sur la politique économique » publié dans nos éditions du 4 août, page 14, il fallait lire « ce qui fait passer le plan Balladur d'un effet légèrement restrictif sur l'activité à un effet légèrement positif ». Nous avions écrit par erreur « légèrement négatif ».

enchantés qu'on ne leur rappelle plus à tout bout de champ leurs obligations, la nécessité, puisqu'ils prétendent croire encore à la construction européenne, de ne pas faire supporter à leurs partenaires la part la plus lourde du coût de la réunification.

Edouard Balladur, de son côté, peut espérer satisfaire les deux camps de sa majorité. A ceux-là qui, surtout au sein du RPR, penchent pour « l'ordre politique », comme on dit, il peut faire valoir que les taux d'intérêt vont pouvoir baisser, que la France ne subit plus le carcan imposé par la Bundesbank ; on chuchote même à Bruxelles, que, très soucieux d'échapper à cette accusation, il a été de ceux qui ont insisté pour que la marge de change autorisée soit élargie à 15 % et non à 10 % comme il avait été envisagé. Aux « Européens », il expliquera que l'essentiel a été préservé, que la solution de sauvetage est temporaire et le retour au vrai SME bel et bien programmé.

Autre raison de se donner le temps de la réflexion, la Commission, avant d'engager la contre-attaque sur le terrain monétaire, préférerait être au clair sur la façon dont peut tourner le conflit opposant la France à ses partenaires au sujet du pré-accord agricole, dit de « Blair House », qu'elle a conclu en novembre dernier avec les Etats-Unis afin de rendre possible la conclusion de l'Uruguay Round.

### Une voie à trouver

Le gouvernement français, poussé à l'intransigeance par les organisations paysannes, mais aussi par la droite de sa majorité, répète depuis son entrée en fonctions, que ce pré-accord est inacceptable, alors que les autres Etats membres, l'Allemagne en tête, très soucieux de mener à terme l'Uruguay Round, refusent jusqu'ici d'envisager une réouverture de la négociation. « Les Allemands, un peu repentants, viendront-ils finalement au secours des Français sur Blair House ? », s'interroge un de nos interlocuteurs.

Quoi qu'il en soit, il y a là une autre source potentielle de tensions graves à l'intérieur de la Communauté et on comprend que la Commission ne veuille pas brûler ses cartouches tant que cette hypothèque n'est pas levée.

C'est donc vers le mois de novembre, en possession d'informations aujourd'hui indisponibles, que la Commission fourra

entretien av



# ÉCONOMIE

et la réunion du conseil économique et financier à Bercy

## Un entretien avec le ministre allemand de l'économie

« La France doit prendre garde à ne pas faire porter à d'autres la responsabilité de ses propres problèmes », nous déclare Günter Rexrodt

La réunion du SME et de la perspective de la monnaie unique : tels ont été les objectifs de l'Allemagne lors de la crise monétaire que vient de vivre l'Europe, explique dans un entretien au Monde le ministre allemand de l'économie, Günter Rexrodt. Tout en confirmant ces objectifs, le ministre allemand, qui participait mardi 3 août à Paris au conseil économique et financier franco-allemand, rejette les analyses qui font porter à la Bundesbank ou aux conditions de la réunification allemande la responsabilité de la crise.

« Le compromis de Bruxelles est considéré par certains comme une victoire des Allemands qui auraient obtenu tout ce qu'ils souhaitaient, le droit de la monnaie unique. Qu'en pensez-vous ?

— Je rejette totalement ces analyses. D'abord, il n'y a pas de victoire, ni de défaite, et donc ni vainqueur ni vaincu. Pour notre part, nous n'avons jamais revendiqué une position dominante dans le SME. Quand, par exemple, il y a quelques semaines, certaines voix ont expliqué que le franc allait se substituer au mark comme ancre du système, nous avons réagi avec une grande modération. Face à la crise monétaire de ces derniers jours, nous n'avons jamais cherché une confrontation avec quiconque. Nos objectifs étaient de maintenir le SME et d'épargner aux Français une dévaluation qui ne se justifiait pas. Nous avons toujours considéré que la parité entre le franc et le mark était correcte. Ce n'était malheureusement pas l'avis des spéculateurs. Un changement était indispensable.

« La solution adoptée à Bruxelles, l'élargissement des

marges de fluctuation, était la moins compliquée. Elle permet à la France de ne pas perdre la face. Ce n'est pas un échec du SME. Le système a subi un changement de principe, mais cela est provisoire.

— M. Major, premier ministre britannique, dit que, désormais, le calendrier de l'union monétaire est caduc. Êtes-vous d'accord avec lui ?

— Il est vrai que les décisions de Bruxelles vont provoquer un certain retard dans le cheminement prévu par le traité de Maastricht vers l'Union économique et monétaire. Il sera difficile de respecter les délais prévus pour la deuxième étape. Il faudra aller vite, le plus vite possible. Nous ne devons pas ensuite abandonner nos efforts pour parvenir à la troisième étape, la monnaie unique. Il s'agit d'un processus historique. Nous ne sommes pas, dans ce domaine, à un ou deux ans près. Mais pour marcher ensemble le jour venu, nous aurons besoin d'une monnaie unique.

— L'Institut monétaire européen (IME) doit ouvrir ses portes le 1<sup>er</sup> janvier. Sera-t-il en Allemagne, à Francfort ?

— C'est notre souhait. Il est justifié. Les pays européens se dotent de banques centrales en s'appuyant sur le modèle de la Bundesbank. L'Allemagne n'a sur son territoire que peu d'institutions européennes, contrairement à la France, particulièrement bien dotée, ou même à la Belgique ou à la Grande-Bretagne.

— Par sa décision — celle de ne pas réduire son taux d'escompte jeudi — la Bundesbank a provoqué la crise. N'était-ce pas, de sa part, une profonde erreur, au moins psychologique ?

— Je n'ai pas à commenter les décisions de notre banque centrale,

indépendante comme vous le savez. Mais je crois que si elle avait pris une autre décision, elle aurait aussi été critiquée et cela n'aurait sans doute pas empêché les spéculateurs d'attaquer le franc.

— La crise actuelle a pour principale raison les conditions dans lesquelles a été organisée et financée la réunification des deux Allemagnes. Qu'en pensez-vous ?

— C'est un non-sens. Premier élément : nous étions obligés de mener une politique organisant un transfert énorme de moyens de l'Ouest vers l'Est et cela en évitant un développement de l'inflation. Nous avons, dans une large mesure, réussi. Malgré ce gigantesque transfert, l'inflation n'a augmenté que de 1,3 point. Ce taux d'inflation relativement bas pour la monnaie d'ancrage du SME a été un incontestable facteur de stabilité en Europe. Deuxième élément, la réunification a ensuite été au début, je vous le rappelle, un véritable boom économique dont la France et les autres pays européens ont largement profité. Il suffit de regarder leurs exportations.

« Les taux d'intérêt assez élevés en Allemagne jusqu'à il y a un an ont-ils empêché la France de résoudre ses propres problèmes

conjoncturels et structurels ? Je ne le pense pas. Des taux bas sont certes une condition à la croissance. Ils ne sont pas les seuls. Avec tout le respect que je dois à la France, je mets en garde contre le risque qu'il y a à faire porter à d'autres la responsabilité de ses propres problèmes.

— La crise n'a-t-elle pas eu au couple franco-allemand ?

— Non. Le gouvernement allemand, selon mon expérience, ne s'est jamais senti attaqué. Il n'a jamais eu l'impression que les relations franco-allemandes étaient assombries. Cela étant, comme dans une famille, il y a parfois dans un couple des disputes. C'est naturel. Il faut vivre avec.

— Êtes-vous favorable à une appréciation supplémentaire du mark, un instrument de lutte contre l'inflation ?

— Nous n'avons aucun intérêt particulier ni à une appréciation ni à une dépréciation du deutschemark. Sa valeur dans le SME était vraiment la bonne. Maintenant, si la situation nouvelle doit avoir un avantage pour l'Allemagne, c'est que nous allons pouvoir mener notre politique anti-inflationniste avec une plus grande indépendance. Nous avons moins besoin de prendre en

considération les intérêts de nos voisins, même si ce n'était pas notre but.

— La France doit-elle profiter de sa liberté retrouvée pour relancer son activité en baissant ses taux d'intérêt ?

— Je n'ai pas à faire de recommandations au gouvernement français. Je suis dans ce domaine un simple spectateur. Et j'observe qu'effectivement, pour la France, les marges d'action se sont élargies, mais pas excessivement. Il y a des possibilités de baisse des taux d'intérêt. Mais il ne faut pas croire à l'illusion selon laquelle un bas niveau du loyer de l'argent signifie un investissement élevé.

« Il faut aussi savoir que les objectifs de convergence entre la France et l'Allemagne sont maintenus. Mardi à Paris lors du conseil franco-allemand, nous avons réaffirmé notre volonté de convergence, non seulement monétaire, mais aussi en matière de politique de croissance et d'emploi.

— Ne craignez-vous pas une série de dévaluations compétitives entre pays européens ?

— Un flottement généralisé des monnaies aurait conduit à ce risque. Mais avec le maintien du SME, de leurs limites et

d'interventions, ce risque est réduit.

— L'Allemagne a discuté directement avec les Américains dans le domaine des télécommunications. N'est-elle pas tentée de mener une politique commerciale autonome ?

— Absolument pas. Nous sommes membres de la CEE. Nous sommes par principe partisans de marchés ouverts. Il y a, avec certains pays, des différences. Je serais ainsi très heureux s'il y avait aussi une plus forte convergence entre la France et l'Allemagne sur la question des échanges commerciaux. Dans les négociations autour du GATT (accord général sur le commerce et les tarifs douaniers), je crois en tout cas que la France a compris qu'une solution à cette année est indispensable dans l'intérêt de tous. Il faut trouver un compromis. Il existe des propositions acceptables dans la plupart des domaines de la négociation (accès au marché, services, marchés publics, arbitrage international). Il reste l'agriculture : j'espère que la France sera prête à certaines concessions.

Propos recueillis par ERIK IZRAELECZ et FRANÇOISE LAZARE

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### SYNTHÈSE DE L'EXERCICE

## GENERALI

L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

Le Groupe Generali a renforcé sa position de leader de l'assurance sur le plan international. La principale opération réalisée en 1992 concerne le marché espagnol. A la suite de l'accord signé avec le Banco Central Hispano-Americano, Generali assume la gestion d'un holding, constitué par ailleurs avec le B.C.H., qui contrôle 6 compagnies d'assurances pour un chiffre d'affaires de 200 milliards de pesetas. Le Groupe a également obtenu le contrôle de la Federation Ins. Co. of Canada de Montréal, de l'Atlas de Lima et d'un holding anglais. Generali a augmenté sa participation majoritaire dans B.M.A. de Kansas City pour atteindre aujourd'hui 100%, ainsi que dans l'Union Méditerranée di Scurità de Gènes. En Belgique et en Allemagne, le

Groupe a fondé de nouveaux holdings auxquels il a apporté ses participations d'assurances. Il a acquis la propriété d'une société agricole italienne. Au cours des premiers mois de l'exercice 1993, le Groupe a pris le contrôle de la Nacional en Equateur et a pris part à la constitution d'une société en Roumanie, la Generala Asigurari, dont il détient la majorité. Des accords avec des établissements de crédit ont été conclus pour la distribution de produits financiers et d'assurances par guichets bancaires. Le Groupe renforce sa structure dans certains territoires traditionnels (en Belgique et en Allemagne, après la Hollande où le processus a déjà été achevé) et développe sa présence en Amérique Latine, en Europe de l'Est ainsi qu'en Extrême-Orient.

### BILAN CONSOLIDÉ 1992

ACTIF (en milliers d'ECU)*	1992	1991
Immeubles et entreprises agricoles	5.547.427	4.569.230
Titres à revenu fixe	21.192.458	15.661.764
Actions et participations	5.022.561	3.940.848
Prêts	2.147.552	1.685.861
Dépôts de réassurance	426.349	353.798
Dépôts bancaires	2.111.959	1.438.800
Débiteurs divers et autres actifs	4.672.591	3.193.988
<b>Total actif</b>	<b>41.120.897</b>	<b>30.844.289</b>
<b>PASSIF (en milliers d'ECU)*</b>		
Provisions techniques	31.772.006	22.594.717
Dépôts de réassurance	402.941	383.330
Autres passifs	2.722.627	2.178.720
Quote-part des tiers	1.249.772	961.370
Patrimoine net	4.649.708	4.408.569
Bénéfice de l'exercice	323.843	317.583
<b>Total passif</b>	<b>41.120.897</b>	<b>30.844.289</b>

\* Tous les chiffres ont été convertis au change F/ECU 6,65

- Sont pris en compte les résultats de 82 compagnies d'assurances (y compris 8 Sociétés Europ Assistance), opérant sur une quarantaine de marchés, 27 holdings, 23 sociétés immobilières et 3 agricoles.
- Le bénéfice net consolidé est de 323,8 millions d'ECU, en amélioration par rapport à 1991, malgré la conjoncture économique plutôt défavorable.

et une provision pour dépréciation de titres très élevée qui ont pesé sur le compte des résultats (309,2 millions d'ECU contre 118,4 millions en 1991). Le résultat de la gestion courante, de 226 millions d'ECU — en augmentation de 86,6 millions — est particulièrement encourageant.

■ Les primes brutes s'élèvent à 12.638,4 millions d'ECU contre 9.014,7 millions en 1991. L'augmentation de 40,1% est également due à l'entrée de nouvelles sociétés dans le périmètre de consolidation et aux variations des changes. En Vie les primes s'élèvent à 5.161,1 millions d'ECU et à 7.467,3 millions en IARD.

■ Les prestations d'assurances se sont élevées à 6.880,9 millions d'ECU.

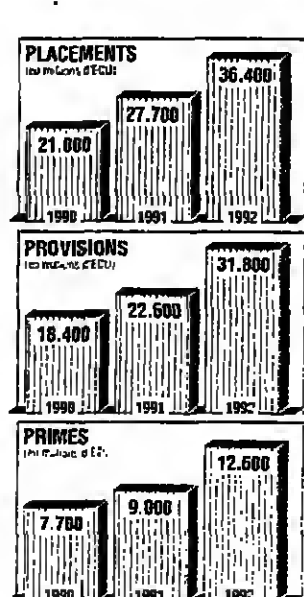
■ Les provisions techniques ont augmenté de 4.373,0 millions d'ECU.

■ Les coûts de production et d'administration s'élèvent à 3.038,7 millions d'ECU. Le ratio frais généraux primes est passé de 29% en 1991 à 27,1% en 1992.

■ Les placements s'élèvent à 36.448,3 millions d'ECU (+41,8%) et les provisions techniques ont atteint 31.772 millions.

■ Le revenu des placements s'élève à 3.001,7 millions d'ECU (+41,2%).

■ Le patrimoine net est de 5.842,8 millions d'ECU dont 79,6% reviennent à la Maison Mère.



Direction Centrale à Trieste (Italie)

Le Groupe Generali opère en France au travers de Generali France, La Concordie, Compagnie Continentale d'Assurances, La Fédération Continentale, L'Equile, La Latéco, Européenne de Production Juridique, Europ Assistance



L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

Alors que la Bundesbank continue à assouplir le crédit

### Le franc poursuit son redressement sur les marchés des changes

Le franc continuait à se redresser mercredi 4 août sur les marchés des changes, qui ont retrouvé un certain calme depuis lundi, après des séances d'intense spéculation. Monté jusqu'à 3,53 francs lundi, le cours de la monnaie allemande revenait à 3,48 francs mardi (3,4931 francs au cours indicatif de la Banque de France) et jusqu'à 3,46 francs mercredi matin. Les opérateurs ont prêté peu d'attention à l'annulation partielle par le Conseil constitutionnel du nouveau statut de la Banque de France. Ils sont surtout soucieux de prendre leurs bénéfices, c'est-à-dire de

revendre les marks acquis à leur ancien plafond contre francs dans le SME (3,43 francs), pour un cours aujourd'hui meilleur.

Mercredi matin, la Bundesbank a par ailleurs donné un nouveau signe d'assouplissement du crédit, en allouant des pensions à un mois sur le marché monétaire allemand au taux de 6,70 %, soit en deçà du taux de l'escompte, fixé à 6,75 %. C'était l'annonce du maintien de ce dernier taux, alors que les marchés attendaient une baisse, qui avait provoqué jeudi 29 juillet l'intensification de la crise monétaire.

Handwritten text in a box: 52/10/1993







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 4 AOÛT

Liquidation : 24 août

Taux de report : 12,00

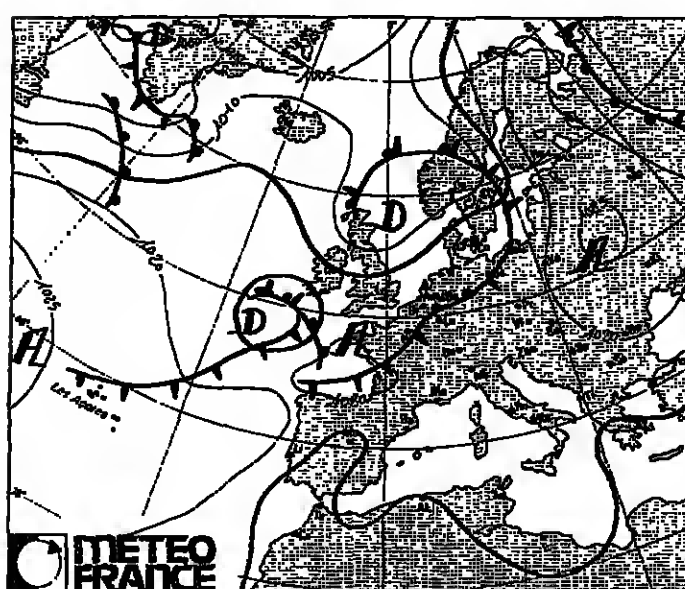
Cours relevés à 13 h 30

CAC 40 : - 0,41 % (2102,01)

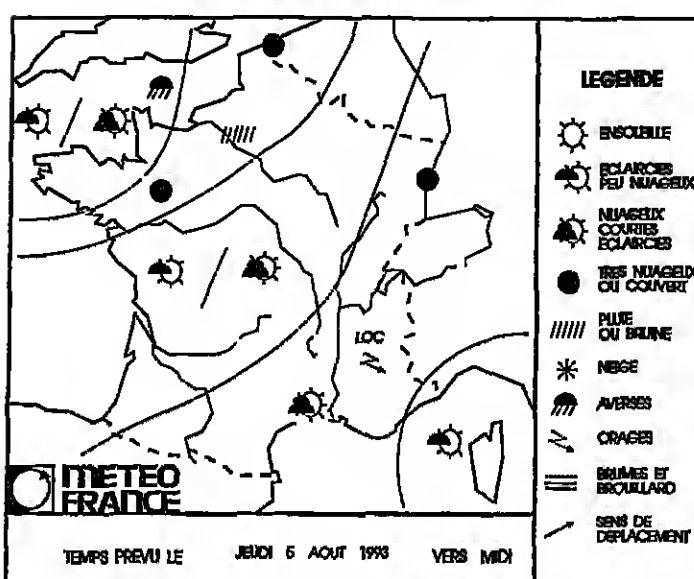
VALEURS				Règlement mensuel				VALEURS				VALEURS			
Dernier cours	Différence	%	Précédent	Dernier cours	Différence	%	Précédent	Dernier cours	Différence	%	Précédent	Dernier cours	Différence	%	Précédent
01/08/93	590	+1,00	585	01/08/93	4000	+1,25	3950	01/08/93	4138	+0,25	4113	01/08/93	542	+0,27	540
02/08/93	1070	+0,50	1065	02/08/93	4050	+0,25	4025	02/08/93	138	+0,25	137	02/08/93	1400	+0,25	1395
03/08/93	2005	+0,25	1995	03/08/93	4050	+0,25	4025	03/08/93	345	+0,25	344	03/08/93	481	+0,25	480
04/08/93	2225	+0,25	2200	04/08/93	4050	+0,25	4025	04/08/93	1430	+0,25	1425	04/08/93	388	+0,25	387
05/08/93	1050	+0,25	1045	05/08/93	4050	+0,25	4025	05/08/93	720	+0,25	715	05/08/93	515	+0,25	510
06/08/93	302	+0,25	299	06/08/93	4050	+0,25	4025	06/08/93	1430	+0,25	1425	06/08/93	250	+0,25	249
07/08/93	778	+0,25	775	07/08/93	4050	+0,25	4025	07/08/93	1430	+0,25	1425	07/08/93	225	+0,25	224
08/08/93	1050	+0,25	1045	08/08/93	4050	+0,25	4025	08/08/93	1430	+0,25	1425	08/08/93	1820	+0,25	1815
09/08/93	1050	+0,25	1045	09/08/93	4050	+0,25	4025	09/08/93	1430	+0,25	1425	09/08/93	314	+0,25	313
10/08/93	1050	+0,25	1045	10/08/93	4050	+0,25	4025	10/08/93	1430	+0,25	1425	10/08/93	608	+0,25	607
11/08/93	1050	+0,25	1045	11/08/93	4050	+0,25	4025	11/08/93	1430	+0,25	1425	11/08/93	370	+0,25	369
12/08/93	1050	+0,25	1045	12/08/93	4050	+0,25	4025	12/08/93	1430	+0,25	1425	12/08/93	370	+0,25	369
13/08/93	1050	+0,25	1045	13/08/93	4050	+0,25	4025	13/08/93	1430	+0,25	1425	13/08/93	370	+0,25	369
14/08/93	1050	+0,25	1045	14/08/93	4050	+0,25	4025	14/08/93	1430	+0,25	1425	14/08/93	370	+0,25	369
15/08/93	1050	+0,25	1045	15/08/93	4050	+0,25	4025	15/08/93	1430	+0,25	1425	15/08/93	370	+0,25	369
16/08/93	1050	+0,25	1045	16/08/93	4050	+0,25	4025	16/08/93	1430	+0,25	1425	16/08/93	370	+0,25	369
17/08/93	1050	+0,25	1045	17/08/93	4050	+0,25	4025	17/08/93	1430	+0,25	1425	17/08/93	370	+0,25	369
18/08/93	1050	+0,25	1045	18/08/93	4050	+0,25	4025	18/08/93	1430	+0,25	1425	18/08/93	370	+0,25	369
19/08/93	1050	+0,25	1045	19/08/93	4050	+0,25	4025	19/08/93	1430	+0,25	1425	19/08/93	370	+0,25	369
20/08/93	1050	+0,25	1045	20/08/93	4050	+0,25	4025	20/08/93	1430	+0,25	1425	20/08/93	370	+0,25	369
21/08/93	1050	+0,25	1045	21/08/93	4050	+0,25	4025	21/08/93	1430	+0,25	1425	21/08/93	370	+0,25	369
22/08/93	1050	+0,25	1045	22/08/93	4050	+0,25	4025	22/08/93	1430	+0,25	1425	22/08/93	370	+0,25	369
23/08/93	1050	+0,25	1045	23/08/93	4050	+0,25	4025	23/08/93	1430	+0,25	1425	23/08/93	370	+0,25	369
24/08/93	1050	+0,25	1045	24/08/93	4050	+0,25	4025	24/08/93	1430	+0,25	1425	24/08/93	370	+0,25	369
25/08/93	1050	+0,25	1045	25/08/93	4050	+0,25	4025	25/08/93	1430	+0,25	1425	25/08/93	370	+0,25	369
26/08/93	1050	+0,25	1045	26/08/93	4050	+0,25	4025	26/08/93	1430	+0,25	1425	26/08/93	370	+0,25	369
27/08/93	1050	+0,25	1045	27/08/93	4050	+0,25	4025	27/08/93	1430	+0,25	1425	27/08/93	370	+0,25	369
28/08/93	1050	+0,25	1045	28/08/93	4050	+0,25	4025	28/08/93	1430	+0,25	1425	28/08/93	370	+0,25	369
29/08/93	1050	+0,25	1045	29/08/93	4050	+0,25	4025	29/08/93	1430	+0,25	1425	29/08/93	370	+0,25	369
30/08/93	1050	+0,25	1045	30/08/93	4050	+0,25	4025	30/08/93	1430	+0,25	1425	30/08/93	370	+0,25	369
01/09/93	1050	+0,25	1045	01/09/93	4050	+0,25	4025	01/09/93	1430	+0,25	1425	01/09/93	370	+0,25	369
02/09/93	1050	+0,25	1045	02/09/93	4050	+0,25	4025	02/09/93	1430	+0,25	1425	02/09/93	370	+0,25	369
03/09/93	1050	+0,25	1045	03/09/93	4050	+0,25	4025	03/09/93	1430	+0,25	1425	03/09/93	370	+0,25	369
04/09/93	1050	+0,25	1045	04/09/93	4050	+0,25	4025	04/09/93	1430	+0,25	1425	04/09/93	370	+0,25	369
05/09/93	1050	+0,25	1045	05/09/93	4050	+0,25	4025	05/09/93	1430	+0,25	1425	05/09/93	370	+0,25	369
06/09/93	1050	+0,25	1045	06/09/93	4050	+0,25	4025	06/09/93	1430	+0,25	1425	06/09/93	370	+0,25	369
07/09/93	1050	+0,25	1045	07/09/93	4050	+0,25	4025	07/09/93	1430	+0,25	1425	07/09/93	370	+0,25	369
08/09/93	1050	+0,25	1045	08/09/93	4050	+0,25	4025	08/09/93	1430	+0,25	1425	08/09/93	370	+0,25	369
09/09/93	1050	+0,25	1045	09/09/93	4050	+0,25	4025	09/09/93	1430	+0,25	1425	09/09/93	370	+0,25	369
10/09/93	1050	+0,25	1045	10/09/93	4050	+0,25	4025	10/09/93	1430	+0,25	1425	10/09/93	370	+0,25	369
11/09/93	1050	+0,25	1045	11/09/93	4050	+0,25	4025	11/09/93				11/09/93			

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4 AOÛT À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 5 AOÛT 1993



Jeudi : très nuageux sur le pays. Le matin, le ciel sera couvert de la Bretagne à la Normandie avec quelques pluies. Des pays de Loire aux Charentes jusqu'au Centre et au Nord, il y aura quelques éclaircies. Au sud d'une ligne Bordeaux-Toulouse, le ciel sera très nuageux avec encore quelques orages sur le relief. Sur le Sud-Est et en Corse, il fera beau.

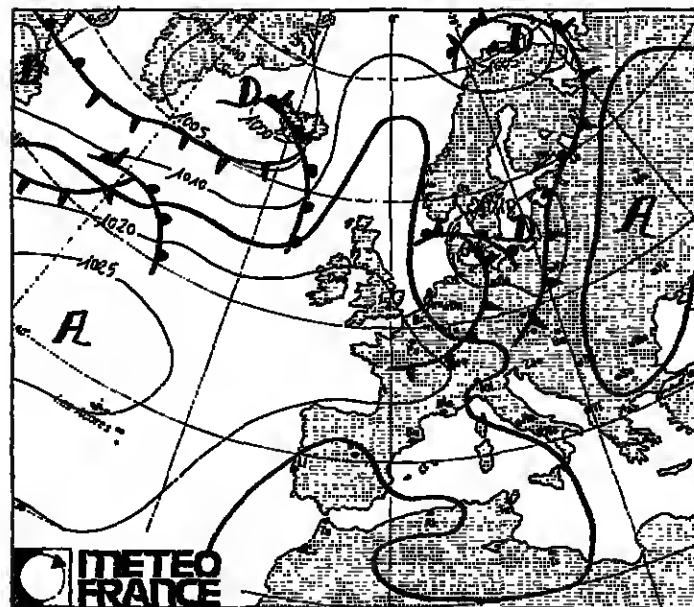
L'après-midi, des éclaircies apparaîtront de la Bretagne au Cotentin. Des pays de Loire au Nord, les nuages deviendront abondants avec de la pluie faible.

Le soleil fera quelques belles apparitions du Nord-Aquitaine aux Ardennes. Au sud d'une ligne Biarritz-Strasbourg, le temps sera couvert avec des orages en fin de journée. Le soleil brillera largement sur la Côte d'Azur et en Corse.

Les températures maximales seront de l'ordre de 12 degrés à 14 degrés sur la moitié nord, 16 degrés à 18 degrés sur la moitié sud.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 21 degrés près des côtes de la Manche, 24 degrés à 26 degrés sur la moitié nord, 27 degrés à 31 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 6 AOÛT 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé  
le 03-8-1993 à 18 heures TUC et le 04-8-1993 à 8 heures TUC

FRANCE	STASBOURG	MARRAICHE
AJACCIO 30 17 D	TOULOUSE 27 20 C	MEXICO 22 13 N
BIARRITZ 25 17 C	TOURS 23 11 N	MILAN - 18 D
BORDEAUX 25 16 D		MONTREAL 27 18 D
BOURGEOIS 24 13 C		MOSCOW 19 - C
BREST 19 14 N	ALGER 21 23 C	NAIROBI 28 9 C
CABIN 21 12 D	AMSTERDAM 22 13 D	NEW DELHI - 0
CHERBOURG 20 13 N	ATHENS 24 26 D	NEW-YORK 33 26 N
CLERMONT-FR 26 16 O	BANGKOK 29 26 C	PALMA-DE-MAJ 33 20 D
DJON 27 18 C	BARCELONE 29 21 D	PEKIN 32 25 P
GRANVILLE 30 17 O	BERGAMO 15 22 D	RIO-DE-JANEIRO -
LILLE 21 14 C	BERLIN 28 17 C	ROME 31 19 D
LIMOGES 22 13 N	BRUXELLES 22 16 C	SEVILLE -
LYON 30 18 D	LE CAIRE 35 20 D	SINGAPOUR 33 27 C
MARSEILLE 31 19 D	COPENHAGUE 20 11 C	STOCKHOLM 21 13 C
NANCY 26 17 C	DALIA 30 28 N	SYDNEY -
NANTES 23 10 D	GENEVE 30 17 N	TOKYO 20 18 C
NICE 28 21 D	ISTANBUL 29 22 N	TUNIS 30 20 D
PARIS-MONTY 22 15 C	JERUSALEM 30 18 D	VARSOVIE 33 21 D
PAU 26 19 C	LES ANDES 31 18 N	VIENNE 31 17 N
PERPIGNAN 29 19 C	LONDRES 22 12 C	
PORT-AU-PRINCE 22 26 D	LOS ANGELES 24 19 D	
RENNES 21 12 C	LUXEMBOURG 23 14 N	
ST-ETIENNE 29 16 N	MADRID 27 17 D	

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

## RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

## Pénible

Il est des programmes de garçon de bain, tout comme il en est de certaines présentations. Si Bruno Mesure, qui anime la nouvelle production d'été de France 2, «De quoi j'ai l'air?», ne savait pas à quoi ressembler le produit marketing dans lequel il se complait, voilà qui est fait ! Cette émission au cours de laquelle les invités ont cherché à savoir, mardi 3 août, s'ils étaient «traditionnel ou moderne» à partir des sondages imaginés par Walter Levrino, animateur au Nouvel Observateur, n'est pas seulement affligeante dans son principe, elle est pénible à l'œil et à l'esprit. Il y a tout d'abord de la gêne à observer Bruno Mesure ramper, tous sourires déployés, pour tenter d'égayer ce «concept» plus creux qu'un

radis. La gêne se change en honte à regarder Philippe Sollers patauger dans la gaudrille avec une joie qui n'amuse que lui. Cet intellectuel qui se veut exigeant savait-il dans quelle gêne il mettait les pieds ? A en juger par son euphorie, oui, il le savait ! Le décollé de Lova Moor, sa voisine de plateau, y était-il pour quelque chose ? A moins que ce ne fût le simple bonheur d'être là, présent, à nouveau, sous l'œil des caméras de télévision ?

Ce spectacle était d'autant plus pénible que Philippe Sollers était le seul à figurer sur ce plateau pour le plaisir. Bruno Mesure, lui, exerce son métier de batteur de télévision. Jean-Paul Gauthier, faisant la promotion de ses produits - il ne s'est pas privé de montrer son der-

nier parfum et d'en vaporiser l'écume sur les épaules nues de sa voisine - et Lova Moor incarne à ce point le Crazy Horse Saloon, quelle n'a même pas besoin d'en prononcer le nom : il lui suffit d'apparaître pour qu'on y pense. Cette dame pulpeuse est même la parfaite vitrine du célèbre cabaret parisien : toutes ses chairs déployées rappellent en permanence qu'il est permis de regarder mais pas de toucher. D'où son rappel constant, sondage de Walter Levrino à l'appui, qu'il ne faut pas se fier aux apparences : elle même une vie de famille «très traditionnelle».

Mais Philippe Sollers, qu'avait-il à vendre ? Une citation de Louis-Ferdinand Céline sur les «trous-du-cul

qui se prennent pour Jupiter, le matin devant un miroir ? Et qui va décider qui est un «trou-du-cul» et qui ne l'est pas ? Si Philippe Sollers ne s'est jamais vu au miroir du magnétoscope, France 2 tient sûrement la cassette à sa disposition.

Les intellectuels français seraient-ils à ce point saisis de reconnaissance qu'ils sont prêts à vendre ce qui leur reste d'âme pour un surcroît d'image ? Est-ce aujourd'hui du dernier dandysme de se galvauder dans les secondes parties de soirée des chaînes publiques ? Le cynisme fait-il désormais partie intégrante du costume de l'intelligentsia ? On cherche à savoir.

YVES MAMOU

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans «Le Monde radio-télévision» ; ◊ Filtré à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 4 août

TF 1

**LE DÉGRIFIÉ ARTIREC**  
**LA SOLUTION ANTI-CRISE**  
DALLES DE QUARTZ  
20 m² en stock  
**289,50** F le m²  
22 m² en stock  
ARTIREC habille sols et murs à prix dégriffés. 5 dépôts en rég. parisienne  
PARIS 12, 4, bd de la Bastille  
43-40-72-72 (voiturier)

20.45 Téléfilm : Lady Di. De Kevin Connor. La «tragédie» du couple princier.  
23.35 Sport : Patinage artistique. Masters professionnels, à Bercy.

FRANCE 2

**NOCTURNE demain JEUDI 22 h.**  
Pratiques, folles, toutes les affaires à faire. **MARCHÉ AUX AFFAIRES**  
**SAMARITAINE**

20.45 Jeu : Fort Boyard. Avec l'équipe de

TF 1

15.20 Série : Hawaii, police d'Etat.  
16.10 Jeu : Une famille en or.  
16.40 Club Dorothée vacances.  
18.05 Série : Chips.  
18.55 Série : Premiers baisers.  
19.25 Série : Hélène et les garçons.  
20.00 Journal, Tiercé et Météo.  
20.45 Feuilleton : Les oiseaux se cachent pour mourir. De Daryl Duke (dernière partie). Dernier épisode de la sage australienne.  
22.25 Série : Les Dessous du Palm Beach. Meurtre à la barre, de Stuart J. D. Perry.  
23.20 Série : Dans la chaleur de la nuit. Emute à Sparta, de Russ Mayberry.

FRANCE 2

15.30 Série : Les deux font la paire.  
16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
16.45 Série : L'Équipée du Poney Express.  
17.30 Magazine : Giga.  
18.30 Série : Riprida.  
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.  
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.  
20.50 Documentaire : Notre télévision. De Pierre Tchermia. 4. Les lieux du direct, avec Pierre Badel, Igor Barrère, Pierre Bellemare, Alain Decaux, Christophe Dechaux, Michel Drucker, Frédéric Mitterrand, Michel Polac, Smah, Alexandre Tertz.  
21.40 Documentaire : Les inventions de la vie. De Jean-Pierre Cuny. 4. L'École des prédateurs.  
22.10 Cinéma : Le Fou du lebo 4. Film français de Jacques Séanard (1987).  
23.20 Journal et Météo.  
23.30 Téléfilm : Le Gâchis. De Franco Rossi (2<sup>e</sup> partie). Intrigue à Florence, à la Belle Époque.  
0.45 Musique : Jazz à Antibes.

FRANCE 3

15.40 Série : La croisière s'amusait.  
16.30 Variétés : 40<sup>e</sup> à l'ombre.  
18.25 Jeu : Questions pour un champion.  
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.08 à 19.31, le journal de la région.  
20.05 Feuilleton : Une famille pas comme les autres (23<sup>e</sup> épisode).  
20.40 Cinéma : Le Vent de la Toussaint. Film français de Gilles Béhat (1989).  
22.30 Journal et Météo.  
22.55 Variétés : La Midem.

L'ARC, Association pour la recherche sur le cancer.

22.25 Hommage au roi Baudouin. Étoiles, Baudouin et Fabiola.  
23.30 Journal et Météo.  
23.50 Série : Un privé sous les tropiques.

FRANCE 3

20.40 Feuilleton : Le Roi Mystère. Le Guillemin de Paul Planchon (1<sup>er</sup> épis.).  
22.00 Journal et Météo.  
22.35 Série : Les Mystères de l'Ouest.  
23.20 Magazine : Aléas.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Rien à perdre. Film américain de Gary Sinise (1988).  
22.40 Ffesh d'informations.  
22.50 Cinéma : Rebel. Film australo-américain de Michael Jenkins (1989).  
0.20 Sport : Athlétisme. Réunion de Zurich.

ARTE

20.40 Musica journal. La Création du monde : Détruit par les nazis : Le blues est au cœur du jazz : Petit mais bien : Ragtime.  
21.10 Musica : L'Enfermeuse.  
22.05 Documentaire : Retour au baroque. 1. A la recherche du son perdu.  
23.00 Documentaire : Le Monde souterrain.  
0.00 Magazine : Intérieur nuit.

M 6

20.45 Téléfilm : Prisonniers des Japonais. De Buzz Kulik.

## Jeudi 5 août

0.25 Émission présentée par Manu Dibango. Musique : Portée de nuit. Suite en si majeur n° 2, de Bach, par l'Orchestre de chambre de Normandie.

CANAL PLUS

15.45 Cinéma : Le Prince de Pennsylvanie. Film américain de Ron Nyswaner (1988).  
17.15 Documentaire : Association de bienfaiteurs. De Malcolm Penny.  
17.35 Canaille peluche.  
En clair jusqu'à 20.35  
18.30 Série animée : Batman.  
18.55 Le Top.  
19.29 Série animée : Tam-tam.  
19.30 Flash d'informations.  
19.35 Magazine : Nulle part ailleurs. Les réalisateurs.  
20.35 Cinéma : Les Amusements de la vie privée. Film franco-italien de Cristina Comencini (1990).  
22.05 Flash d'informations.  
22.10 Cinéma : Robin des Bois. Film américain de John Irvin (1990) (v.o.).  
23.50 Cinéma : Le Marin des mers de Chine. Film de Hongkong de Jackie Chan (1986).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00  
17.00 Cinéma : L'Homme à la peau de serpent. Film américain de Sidney Lumet (1960). Avec Marlon Brando (v.o., rediff.).  
19.00 Documentaire : Rencontre. Ernst-Ulrich von Weizsäcker/Klaus von Dohnanyi.  
19.30 Documentaire : Carambolage, ou Un peuple se mobilise. De Carl Ludwig Reisinger (rediff.).  
19.40 Documentaire : L'Anthropographe. Pour le meilleur et pour le pire, de Gérard Patis.  
20.30 8 1/2 Journal.  
20.40 Soirée thématique : La Bombe atomique. Soirée proposée par Axel Hoffmann. 1. L'Apprentissage de la sorcellerie.  
20.45 Téléfilm : La Fin de l'innocence. De Frank Beyer, avec Fritz Dören, Rolf Hoppe (1<sup>re</sup> partie).  
22.15 Documentaire : Deux jours en août. De Karl Gass.  
22.45 Documentaire : Les Témoins à charge à Tahiti. De Peter Williams et Vivian Morgan.

22.30 Série : Mission impossible.

23.30 Magazine : Vénus.

0.00 Informations :

Six minutes première heure.

0.10 Magazine : Etat de choc.

FRANCE-CULTURE

20.50 Ecrire au temps de la communication. Les VII<sup>e</sup> Rencontres d'écrivains francophones de la Communauté des radios publiques de langue française. 3. Fin de siècle, fin de l'écrit ?

21.50 Dramatique.

Dialogue à mi-voix, de Delphine Pavia (rediff.).

22.40 Musique : Nocturne. Festival de Radio-France et Montpellier. Concert donné le 28 juillet, à l'Opéra Berlioz-Le Corum, par l'Orchestre français des jeunes. Œuvres de Schumann, Liszt, Chostakovitch, Ravel.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (donné le 10 septembre 1992 lors du Festival de Berlin) : Wozzeck (extraits), de Berg ; Symphonie en ut mineur, de Suk, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Simon Rattle.

22.00 Concert (en direct de Montpellier) : Adagio et fugue pour cordes en ut mineur K 545, de Mozart ; Le Banquet de Platon, sérénade pour violon, harpe, percussion et cordes, de Bernstein ; Carmen, suite pour orchestre à cordes et percussion, de Bizet, par les Solistes de Montpellier-Moscou et le New European Strings, dir. Leo Winland.

0.35 Blau nuit.

Les expériences atomiques françaises, conséquences.

23.30 Documentaire : Paul Jacobs et la bombe atomique. De Jack Willis et Saul Landau.

0.05 Documentaire : Jarnais sans risque. De Hille Sinning.

M 6

13.55 Magazine : Destination vacances.  
17.05 Variétés : Multitop.  
17.35 Série : Rintintin Junior.  
18.00 Série : O'Hara.  
19.00 Série : Deux flics à Miami.  
19.54 Six minutes d'informations, Météo.  
20.00 Série : Cosby Show.  
20.35 Météo 6.

20.45 Téléfilm : New-York, alerte à la peste. De Sheldal Larry.

22.30 Série : Le Meillon de tous les cauchemars. A 22.35, L'Épreinte du diable ; A 23.30, L'Enfant de la pleine lune.

0.35 Six minutes première heure.

0.45 Magazine : Culture rock.

Le sage de Joe Cocker.

FRANCE-CULTURE

20.50 Ecrire au temps de la communication. Les VII<sup>e</sup> Rencontres d'écrivains francophones de la Communauté des radios publiques de langue française. 4. Le livre-objet, l'objet du livre.

21.50 Dramatique. Nocturne. L'Écumeur, de

22.40 Musique. Festival de Radio-France et

Montpellier. La Fondation Bercaas. Avec

Patricia Bercaas et Jean-Marie Tomasi.

Œuvres de Popper, Brahms, Liszt, Grieg,

Ensemble, Danilov, Stravinsky.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (donné le 26 juillet à Montpellier). Symphonie n° 31 en ré majeur K 297, de

Mozart ; Concerto pour hautbois et orchestre

n° 3, de Madama. Symphonie n° 5 en

mi mineur op. 64, de Tchaïkovski.

22.30 Concert donné le 7 décembre 1992 à

l'Opéra-Bastille : Quatuor à cordes op. 3,

de Berg ; Anis : la nuit pour quatuor à



# Belgique : pourquoi Albert ?

En confiant le trône au prince de Liège plutôt qu'à son fils le gouvernement n'a voulu faire courir aucun risque au royaume

BRUXELLES

de notre correspondant

« Plus de presse belge, ce soir », s'entendait répondre les voyageurs débarquant tardivement à la gare du Midi, dont les kiosques continuent à offrir un vaste choix de titres étrangers — « capitale de l'Europe » oblige. Pourtant, les quotidiens francophones ont livré, lundi 2 août, 75 % d'exemplaires en plus aux marchands et il y avait eu des éditions spéciales, dimanche...

Une des raisons qui poussent la Belgique à se jeter sur les journaux est le désir d'en savoir plus sur le futur Albert II et les motifs qui l'ont conduit à « relever le défi », comme titra le *Wallonia*. Lou De Clark, rédacteur en chef de l'influent quotidien catholique flamand *De Personeel*, donne son point de vue sans ambages : « La préparation de Philippe n'était pas achevée et le gouvernement a décidé de ne prendre aucun risque. Il en allait des survivants de la monarchie et de la Belgique fédérale ».

« Pourquoi Albert », titrait, mardi, le *Soir*, sans point d'interrogation. Le quotidien francophone laissait un peu le lecteur sur sa faim tout en donnant quelques informations factuelles. Le frère du roi passait ses vacances sur la Côte d'Azur avec la princesse Paola quand Jean-Luc Dehaene, premier ministre, prit contact avec lui, dans la nuit de samedi à dimanche, et l'informa qu'un avion allait venir le chercher à Nice pour le conduire à Grando.

Accompagné d'un ministre francophone, Melchior Wathelet, M. Dehaene se rendit, lui aussi, à l'aéroport espagnol. Y retrouva le prince et fit avec lui les soixante-dix kilomètres qui

le séparaient de Motril, la résidence d'été de Baudouin. « Il apparaît aujourd'hui que Jean-Luc Dehaene a effectué le déplacement pour hâter la décision du prince », écrivent Luc Delfosse et Jean-Pierre Stroobants, bien introduits dans les sphères du pouvoir. Tant au palais que dans les milieux politiques, beaucoup de monde s'inquiétait valablement de l'inexpérience de Philippe.

Dans son portrait du nouveau roi, le *Soir* évoqua sa passion pour la voiture et le moto : « Comme on ne distingue pas un prince sous un casque et une combinaison routière, certains policiers ou gendarmes ont parfois connu la surprise de leur voir intercepter un prince chauffeur... » Cet aspect de l'homme est toutefois relégué au second plan par les déclarations de ceux qui l'ont fréquenté dans ses fonctions de président de l'office belge du commerce extérieur. Cet organe n'est pas appelé à disparaître avec la fédéralisation du royaume mais son travail est singulièrement compliqué par l'existence d'attachés commerciaux distincts pour le Flandre et la Wallonie...

De Robert Urbain, ministre acclimaté du commerce extérieur, à Tony Vandepuut, administrateur délégué de la Fédération des entreprises de Belgique, les éloges ne tarissent pas sur le « professionnalisme » de l'intéressé pour des missions au cours desquelles la magie persistante de la monarchie facilitait les choses. Évoquant ce rôle d'« ambassadeur économique à l'étranger », qui semble avoir beaucoup occupé le prince, ces dernières années, M. Urbain raconte : « Les grandes entreprises nous accompagnaient, car elles

savaient que la présence du frère du roi ouvre des portes qui, sans lui, seraient restées closes ».

« Le prince mettait par-dessus tout sa personne au service de l'Etat pour donner à l'étranger une image grande de la Belgique et de ses entreprises », ajoute le ministre socialiste wallon. On dit à Bruxelles que le prince Albert aurait souffert de l'image dégradée du royaume, en raison des menaces séparatistes. Auro-t-il la même patience et le même doigté que Baudouin pour résoudre les crises gouvernementales, qui, en Belgique, peuvent exiger plusieurs mois de négociations, souvent sous la conduite du palais ? « Son côté convivial va le servir dans ses contacts formels et informels avec les autorités fédérales » (c'est-à-dire les « gouvernements » flamand et wallon), a déclaré, à *Le Libre Belge*, Michel Didieheim, son ancien chef de cabinet.

## Le « mari de Paola »

La « coté convivial » était accusé par la présence, à ses côtés, d'une épouse dont le journal télévisé a montré, lundi, toute la grâce avec les images du mariage, le 2 juillet 1989, quand le « Belissime » — comme disaient ses compatriotes italiens — eut la voix étranglée par les pleurs au moment de l'échange des consentements. Longtemps, dans sa jeunesse, Albert profita, auprès de ses compatriotes, de sa qualité de « mari de Paola ». Les paupers ont besoin de dignitaires sérieux mais aussi de belles histoires. Celle du prince de Liège et de cette fiancée ramassée à un bal donné par l'ambassadeur de Belgique près le Saint-Siège, à

l'occasion du couronnement du pape Jean XXIII, en était une.

Epousée alors que Baudouin était encore célibataire, Paola pouvait faire rêver. Elle avait du sang belge par sa grand-mère paternelle et elle descendait de La Fayette par sa mère, comtesses Luisa Gazzelli di Roesana. Célèbre pour ses exploits d'épaveur pendant la guerre de 14-18, son père, Don Fulco, prince Ruffo di Calabria, était l'ami de Gabriela D'Annunzio.

Pour sa part, fils d'une famille de mineurs italiens qui immigrera en Belgique en 1947, Salvatore Adamo a comparé, dans une chanson, la princesse « délicate » à la reine Fabiola, « vertueuse ». Paola fut à l'origine d'un incident diplomatique au refus d'interrompre un bal masqué à l'annonce de l'assassinat du président John Kennedy en 1963. Comme l'écrit pudiquement Eric de Ballefroid dans *Le Libre Belge*, « elle éprouve quelque peine à supporter le poids de la popularité et les rigueurs du protocole, ce qui rend parfois son destin un peu dur à vivre, allant même jusqu'à nuire à l'équilibre du couple princier ». Sa vie de jeune grand-mère l'a transformée, et selon *Le Libre Belge*, « elle a recouvré le sérieux, grâce, entre autres, au soutien spirituel du Renouveau chrétien ».

Ce n'est pas nécessairement rassurant pour tous les Belges. Passé le temps du deuil, les uns et les autres observeront avec beaucoup de curiosité les premiers pas d'Albert II et de celle qui, née en septembre 1937, a, physiquement, peu souffert de l'ouragane des ans.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Devant le conseil des ministres

# « L'Europe, la France et l'Allemagne ont besoin d'un axe Paris-Bonn fort »

déclare Edouard Balladur

Le comptabilisateur monétaire de Bruxelles a été évoqué, mercredi matin 4 août, devant le conseil des ministres, dont la prochaine réunion aura lieu le 25 août. Après la communication d'Edmond Alphandery, rendant compte de la réunion des ministres de l'économie et des gouverneurs de banque centrale des Douze, qui s'est tenue dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 août, Edouard Balladur a indiqué que la solution retenue d'un élargissement des marges de fluctuation des monnaies au sein du système monétaire européen (SME) lui paraît « la meilleure possible », car elle « préserve l'avenir de la construction européenne ».

Nicolas Sarkozy, porte-parole du gouvernement, a ajouté que le premier ministre avait tiré trois enseignements de ce qui vient de se passer : « Premièrement, la politique économique de la France sera poursuivie (...) rien de ce qui s'est passé ne conduit à penser qu'il faut à la France moins de discipline en matière financière et monétaire de stabilité en matière monétaire ». Deuxième leçon : « Les problèmes qui sont apparus au sein du système monétaire européen ne doivent en aucun cas se transformer en affrontement entre la France et l'Allemagne. (...) Même si coopération étroite et amicale ne veut pas dire qu'il y ait identité de vues sur tous les sujets, l'Europe, la France et l'Allemagne ont besoin d'un axe Paris-Bonn fort ». « A ce titre », M. Balladur, selon M. Sarkozy, « s'est félicité que le gouvernement allemand ait apprécié à sa juste valeur sa proposition d'élargissement extrême des marges afin de sortir de l'impasse ». Le troisième enseignement, pour M. Balladur, est qu'il faut désormais « laisser les choses se décanter ».

François Mitterrand a ensuite pris la parole, mais M. Sarkozy, comme il s'en est fixé la règle, n'a pas dévié la teneur de ses propos, se contentant de rappeler que tout au long de la crise, « le premier ministre a tenu scrupuleusement informé le président de la République de toutes les étapes, de tous les incidents de cette négociation et, à chaque fois, de toutes les propositions qu'il était amené à faire au nom de la France » et que « ce qui a été décidé l'a été en plein accord ». De son côté, la présidence

de la République a décidé de ne pas rendre publique l'intervention du chef de l'Etat, indiquant seulement que celle-ci n'a pas démenti l'impression de « cohérence à la tête de l'Etat » soulignée par le premier ministre.

Jean-Pierre Miquel

à la Comédie-Française

et François Barré

au Centre Georges-Pompidou

Le conseil des ministres a adopté les nominations de Philippe Cuvillier, ambassadeur de France, comme conseiller diplomatique du gouvernement ; Michel Pébereau, inspecteur général des finances comme président de la BNP ; Philippe Joffré, inspecteur des finances, comme président d'Elf Aquitaine ; Louis Le Floch-Piguet, comme président de Gaz de France ; Anne-Marie Lohr, administrateur civil, comme directeur des transports terrestres ; Hubert du Mesnil, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, comme directeur des ports et de la navigation maritimes ; Jean-Pierre Miquel, comme administrateur de la Comédie-Française ; François Barré, délégué aux arts plastiques, comme président du Centre Georges Pompidou.

[Né le 22 janvier 1937, Jean-Pierre Miquel a fondé sa compagnie en 1964, et l'a gardée jusqu'en 1976. De 1971 à 1978, il a été directeur artistique de l'Odéon, tandis que Pierre Dux était administrateur général de la Comédie-Française. De 1978 à 1983, il a dirigé le Centre national dramatique de Reims, qu'il a quitté pour prendre en charge le Conservatoire national d'art dramatique de Paris. Il y a été remplacé, en octobre 1992, par Marcel Bozonnel.]

[Né le 18 janvier 1939, François Barré est secrétaire au ministère des affaires étrangères à la sortie de JENA avant de rejoindre le cabinet de Jacques Chaban Delmas à la mairie de Bordeaux (1966-1969). Il fonde, en 1969, le Centre de création industrielle, intégré plus tard au Centre Pompidou. Après un passage comme conseiller de la direction de la Régie Renault, il élabora en 1981 le programme puis le concours du parc de La Villette. En 1985, il devient directeur délégué de la Grande Halle de La Villette, où il organise notamment l'exposition « Cités-Cités ». Le 24 janvier 1990, le ministre de la culture, Jack Lang, lui confie la délégation aux arts plastiques.]

# L'état-major de l'armée de terre reconnaît l'existence d'« actes répréhensibles » au 21<sup>e</sup> RIMA de Fréjus

Plaintes pour « brutalités » de volontaires contre leurs supérieurs hiérarchiques, suicide d'une jeune recrue de dix-neuf ans, embarras de la hiérarchie militaire : que se passait-il au 21<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine (RIMA), stationné à Fréjus, qui, selon le chef du service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA), est « un

régiment d'engagés qui est destiné à former des combattants » par « un entraînement viril, un peu comme au rugby » ou « Il arrive qu'on prenne des coups » ?

L'état-major de l'armée de terre a reconnu, dans un communiqué rendu public mardi 3 août, que « des actes répréhensibles, survenus lors de l'instruction de nouveaux

engagés », ont été découverts le 28 juin dernier, dans ce régiment. Selon le commandant Bernard Dupin, adjoint du chef de corps du 21<sup>e</sup> RIMA, le lieutenant-colonel Philippe Traqui — actuellement en Bosnie-Herzégovine avec la moitié de ses troupes — celui-ci a alors porté plainte à la gendarmerie de Fréjus, tout comme dix-huit volontaires du stage commando, contre un sous-officier, deux caporaux-chefs et un caporal (*le Monde* du 3 août). Ces derniers ont été accusés de l'encadrement des jeunes recrues et mis sous arrêts durant quarante jours avant d'être affectés à des tâches administratives.

Le commandant Dupin tient à souligner qu'il s'agit là de « faits isolés dans un régiment de 500 hommes ». Le commandant en chef des armées Gérard Delbauffe, interrogé mardi 3 août sur France 2, a indiqué que les quatre responsables pourraient être amenés à démissionner « dans les semaines qui viennent », précisant que de telles pratiques sont « fermement condamnées par l'institution militaire » et « par le ministre » de la défense, François Léotard, également maire de Fréjus. Parallèlement à la procédure de sanction statutaire interne à l'armée, qui peut conduire à la radiation, une enquête a été ouverte par le service des affaires militaires au parquet de Marseille.

Le général Delbauffe, chef du SIRPA, a cependant reconnu qu'un « problème » d'encadrement existe dans ce corps. « Il y a eu permission un certain nombre de ses compagnies et de ses unités qui sont absentes », a-t-il expliqué, ajoutant que « la hiérarchie militaire fait le maximum pour que l'encadrement soit assuré dans une proportion suffisante par des cadres expérimentés et anciens. C'est un problème qui n'est pas toujours facile à résoudre ». Toutefois le contrôleur général des armées a affirmé qu'il n'est pas question de « faire un amalgame » entre le cas des quatre cadres et le suicide d'un jeune homme, Didier Boucher, retrouvé mort sur la plage de Fréjus le 31 mars : « Il n'est pas du tout établi que Didier Boucher (qui appartient

ne pas à la section des quatre cadres sanctionnés) ait subi des sévices à ce moment-là ».

Ce n'est pas l'avis des parents du jeune « matras » de dix-neuf ans, qui s'était engagé au 21<sup>e</sup> RIMA en décembre 1992. « Les hommes sont laissés à quelques adjudants, sergents et caporaux », dit Lucien Boucher, le père, qui a reçu la médaille militaire pour faits de guerre ainsi que trois citations dont une avec palmes au cours de vingt-sept années passées dans l'infanterie coloniale.

« Mon fils avait idéalisé l'armée, explique le père. Huit jours après son incorporation, il s'est fait entorse à l'entraînement. Les radars n'ont été prises que plusieurs jours après l'accident. Néanmoins, il a poursuivi son entraînement chaussé d'une rangée et d'une basket. Mais, suivant avec difficulté, il est devenu le souffre-douleur des instructeurs. Il a été battu à plusieurs reprises ».

Selon son père, Didier obtient une permission début mars, retourne à la caserne, et revient en permission une semaine plus tard pour amener à sa famille son intention de résilier le contrat qui le lie à l'armée. Deux jours plus tard, il téléphone une première fois à la mi-journée : il vient de résilier son contrat, le moral est bon. Il téléphone de nouveau à plusieurs reprises dans la soirée : « Il ne répond plus que par onomatopées », note son père. Le corps de Didier a été retrouvé sur la plage de Fréjus : « Il s'était tiré une balle dans la tête avec un pistolet 22 LR qu'il avait acheté dans l'après-midi ».

Devant les interrogations des parents, l'armée répondit que leur fils « a traversé la rumeur » dans ses descriptions de brimades. Un lieutenant leur écrit même une lettre où il leur explique que « se rendant compte qu'il ne pouvait rien faire dans l'armée, Didier s'est réfugié dans l'alcool, la drogue et le mensonge ». Selon ses parents, Didier, 1,92 m et 85 kg — jouait au rugby, ne fumait et ne buvait pas.

## Le PDG de Bernard Tapie Finance devrait être prochainement mis en examen

M. Elie Follus, PDG de Bernard Tapie Finance (BTF), et PDG de l'entreprise de fabrication de balances Testut (filiale de BTF), a été informé par lettre recommandée de sa prochaine mise en examen « pour faux et usage de faux » dans le cadre de l'instruction menée par le juge Benoît Persyn à Béthune (Pas-de-Calais). Cette mise en examen va intervenir après les accusations de Bruno Flocco, ex-directeur général de Testut, lui-même mis en examen pour « faux en écriture, abus de biens sociaux et abus de pouvoir » et accusé depuis le 13 mai (*le Monde* du 29 juillet).

Selon les Echos et le *Canard enchaîné*, deux autres mises en examen ont été signifiées, l'une contre Alain Soury, administrateur de Testut et l'autre contre un conseiller juridique de la société. L'affaire porte sur le procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de Testut, tenu le 29 décembre 1992. Ce document prévoit notamment dans un énoncé les modalités de reprise par un franc symbolique de l'entreprise Trayvou, alors filiale de Testut gravement déficitaire, par la Société en nom collectif Bernard Tapie.

A l'occasion de cette reprise, l'événement en question prévoit de porter de 6 à 8 millions de francs la location-gérance versée par Testut à la Société

en nom collectif Bernard Tapie pour l'exploitation du fonds de commerce de Trayvou. Or cet énoncé, selon M. Flocco, n'aurait pas été évoqué lors de la réunion du conseil d'administration de décembre 1992 et, selon son avocat, M. Jacques-Philippe Lammens, jamais été enregistré au greffe du tribunal de commerce, contrairement à la procédure légale.

o La préparation du budget de 1994 : envoi des lettres plâfées aux ministères. — Les lettres plâfées nécessaires à la préparation du budget de 1994 ont été envoyées lundi 2 août par le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, aux différents ministères du gouvernement. Ces « lettres » fixent le montant maximum des dépenses que pourront engager les ministères.

o La chaîne musicale MCM reviendra le 16 août sur les satellites TDF1-TDF2. — La chaîne musicale française MCM-Euromusique sera à nouveau diffusée, le 16 août, par le système satellitaire TDF1-TDF2, qu'elle avait dû quitter le 30 juin pour cause de non-paiement des frais de diffusion à Télédiffusion de France (TDF). La dette, qui s'élevait à plusieurs millions de francs, a été acquittée par les actionnaires, qui espèrent le déblocage prochain de fonds d'origine européenne.

## SOMMAIRE

### SUR LA ROUTE DES CROISADES

15. — Beyrouth, le dialogue des ruines..... 2

### ÉTRANGER

Zagreb fait de l'affaire du pont de Maslenica un test de ses relations avec Belgrade..... 3  
Japon : le « grand dessein » de la nouvelle coalition..... 4  
Chili : les enquêtes sur les violations des droits de l'homme pendant la dictature seront accélérées..... 6

### POLITIQUE

Le Conseil constitutionnel juge prématuré un désaisissement par le gouvernement de ses compétences monétaires..... 7

### ENQUÊTE

Les événements de la générosité (I)..... 8

### CULTURE

Cinéma : *Musashi*, de Hiroshi Inagaki..... 12  
Disques : Polygram rachète le label américain Motown..... 12

### SOCIÉTÉ

Médecine : la groupe autrichien Immuno pourrait acquérir le centre de fractionnement sanguin de Strasbourg..... 13  
Défense : le chef d'état-major de l'armée de l'air préconise le choix d'un missile nucléaire tiré d'avion..... 13

Natation : les championnats d'Europe à Sheffield..... 15

### COMMUNICATION

La modernisation des NMPP..... 15

### ÉCONOMIE

L'augmentation du nombre de contrats emploi-solidarité est due aux chômeurs de longue durée..... 16  
Les ministres français et allemands se félicitent du compromis de Bruxelles..... 16 et 17

### ARTS • SPECTACLES

• Une rencontre avec la pianiste Vlado Perlemuter • Peintures flamandes à Metz et à Dijon • Les nouveautés du Futuroscope de Poitiers • La sélection des programmes de la semaine..... 9 à 11

### Services

Abonnements..... 8  
Annonces classées..... 12  
Cartes..... 12  
Marchés financiers..... 18 et 19  
Météorologie..... 20  
Mots croisés..... 12  
Radio-télévision..... 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 août 1993 a été tiré à 452 900 exemplaires.

## Demain dans « le Monde »

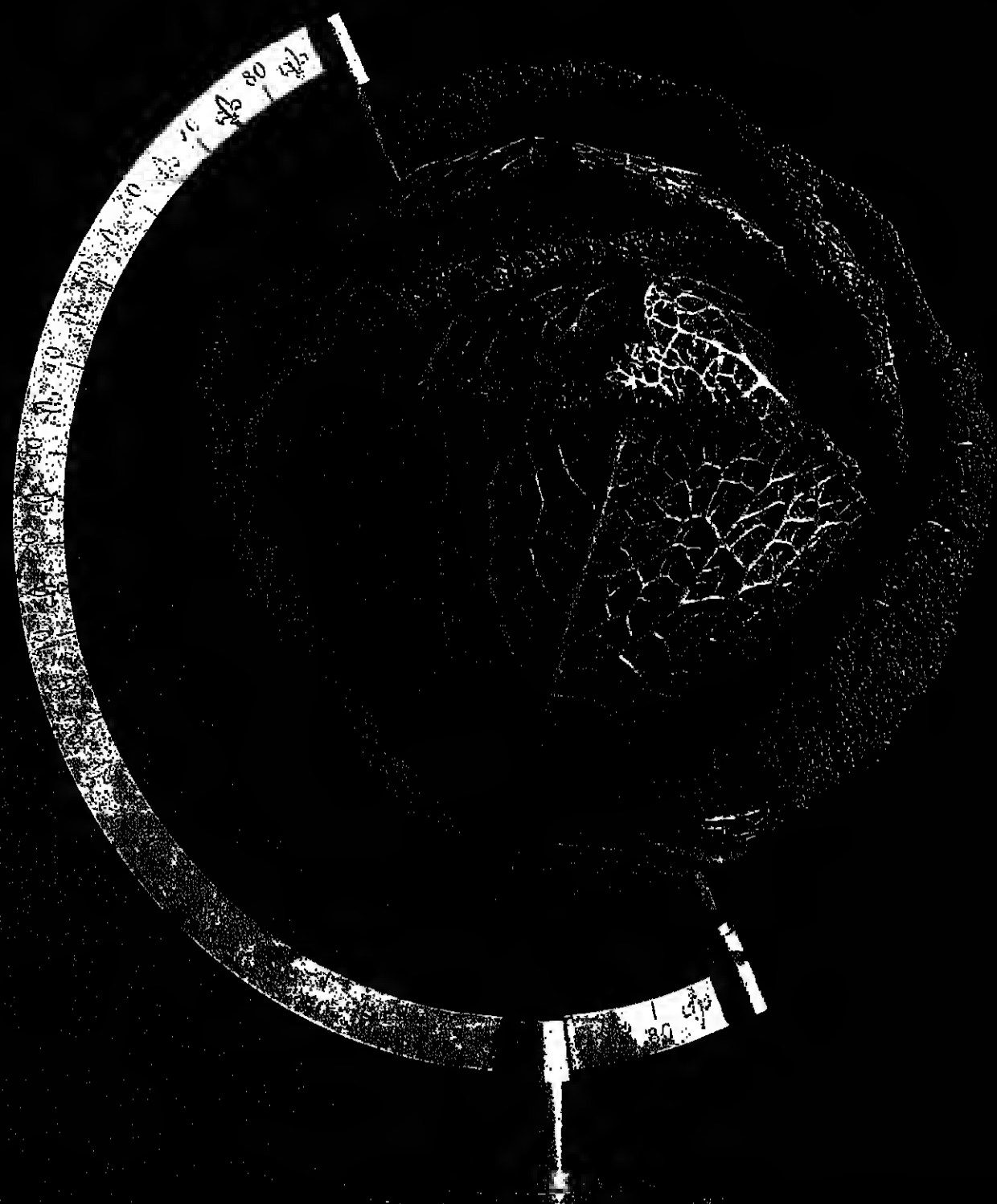
### « Le Monde des livres » : Kipling et Conrad

Au-delà de leurs différences, les deux géants de la littérature anglaise que furent Rudyard Kipling et Joseph Conrad présentaient, quelques effrayés, Hector Bianciotti, à la lumière d'un recueil de nouvelles du premier et d'un ouvrage de Gavin Young sur le second, propose ce rapprochement. Jean-Louis de Rambures et Pierre Deshusses ont lu des livres de Theodor Fontane, Franz Jung, Georg Heym et Wolfgang Hilbig. Nicolas Weil présente le livre de Charles Mopsik sur les grands textes de la cabale.

هنا من لعل

هكزامن العمل

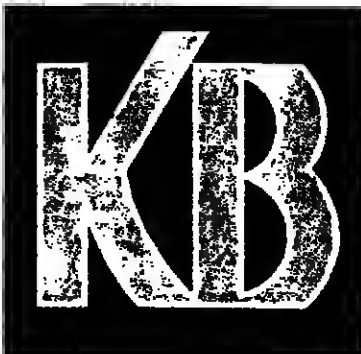
**Cet été, pourquoi courir la terre  
quand il suffit de la cultiver ?**



**RHÔNE-POULENC**



Un supplément culture pour vous rappeler que KB ne manque pas d'imagination dans le domaine des produits de jardinage. A la pointe de la recherche, KB, a élaboré une gamme environnement d'origine naturelle : engrais avec azote 100% organique,



pièges à phéromones, glu... KB propose également des produits de traitement avec de nouveaux principes actifs efficaces, respectueux des insectes utiles et doux pour l'environnement : anti-pucerons, insecticides liquides.

**LA NATURE EN BEAUTÉ**

Remords japonais

Damas à l'adm

La frou